

Nadine & Thierry Ribault

Chroniques du désastre de Fukushima

Recueil d'articles de presse



2011-2015

Thierry RIBAUT

Clersé UMR 8019-CNRS
Centre Lillois d'Etude et de Recherche Sociologiques et Economiques
Université de Lille 1, France

Page : <<http://clerse.univ-lille1.fr/spip.php?article125>>
Liste exhaustive de ses articles et publications

Thierry Ribault est chercheur au CNRS. Il a vécu dix ans au Japon durant les deux dernières décennies et y est présent depuis 2009 et le début de la catastrophe de Fukushima.

Il a fait paraître de nombreux articles, chroniques et tribunes consacrés à la diversité des voix japonaises face aux mesures prises par l'establishment politique et scientifique durant la crise nucléaire, et est co-auteur avec Nadine Ribault du livre : *Les Sanctuaires de l'abîme – Chronique du désastre de Fukushima* – Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 144 p, 2012.

Il est en charge depuis janvier 2013 de la direction scientifique du Laboratoire International Associé CNRS : « *Protection humaine et réponses au désastre* », en partenariat avec l'université Doshisha de Kyoto et l'université de Fukushima.

Il est co-auteur et co-réalisateur avec Alain Saulière de trois films documentaires : *Dissonances* (2010, 50 mn, prix du festival du film de chercheur de Nancy 2012) ; *Désertion Sensible* (2012, 102 mn) ; *Gambarô (Courage !)* (51mn, 2014), relatif au désastre de Fukushima.

Articles parus sur les sites :
Rue 89, <<http://www.rue89.com/>>
Reporterre, <<http://www.reporterre.net/>>
Et encore ailleurs...

Recueil d'article réalisé par :
Bertrand Louart – Radio Zinzine
04 300 Limans

Fukushima :

Voici venu le temps de l'imposture scientifique

Site Rue 89, 11 septembre 2011.

*Ce week-end, un colloque scientifique factice,
à l'automne, une enquête de santé publique pipeautée...*



Au cours d'une manifestation antinucléaire à Kyoto,
le 11 juin 2011 (Photo : Thierry Ribault).

Après le temps des mensonges industriels, avec Tepco dans le rôle du coupable idéal, après le temps de la panique feinte de l'Etat, avec l'ex-Premier ministre Naoto Kan dans le rôle du fusible politique, voici venu le temps de l'imposture scientifique avec le professeur Shunichi Yamashita dans le rôle du savant histrionique, détenteur indiscutable de la vérité sur l'ampleur des dégâts sanitaires après la catastrophe. Imposture scientifique en deux temps.

1. Ce week-end, un colloque scientifique factice

Ce dimanche 11 et lundi 12 septembre 2011, le professeur Yamashita doit présider le premier grand colloque sur la catastrophe nucléaire qui se tiendra à la faculté de médecine de Fukushima, la [« Conférence internationale d'experts de Fukushima - Radiation et risque sanitaire »](#).

Selon le comité d'organisation, voici l'objectif de cette conférence qui réunira trente experts japonais et étrangers notamment de l'UNSCEAR, de l'[ICRP](#), de l'AIEA et de l'OMS :

« Faire des recommandations visant à supprimer l'anxiété des résidents de Fukushima face à la radiation [...]. Il s'agit de mener une évaluation externe de la recherche portant sur la gestion sanitaire du département de Fukushima, et d'apporter une réponse à l'inquiétude des mères. »

Ainsi, vingt-cinq ans après Tchernobyl, resurgit la thèse selon laquelle la crainte de l'irradiation artificielle relèverait de la psychiatrie : la « radiophobie » serait la vraie cause des problèmes.

Principal organisateur, Shunichi Yamashita, de l'université de Nagasaki, est « conseiller pour le risque sanitaire lié aux radiations » auprès du département de Fukushima. Il se présente comme issu d'une famille survivante de Nagasaki et contribue activement à la banalisation de la radioactivité.

Médiatisé, le professeur Yamashita passe pour un scientifique fiable et rassurant auprès des gens qui avouent se sentir mieux quand ils l'entendent. Il n'hésite pas à clamer :

« Plus vous sourirez, moins la radiation vous atteindra [...]. Si vous ne souriez pas, les rayons auront un effet sur vous. Cela a été prouvé par expérimentation animale. »

On trouve dans l'argument du [colloque daté du 1^{er} août](#), les éléments suivants qui laissent peu de doutes sur l'intention des organisateurs :

« La situation de Fukushima a été aggravée par ce que l'on ne peut qu'appeler un désastre de l'information : les nouvelles qui circulent varient selon les sources, qui sont parfois incompetentes. Il est essentiel que nous travaillions à mettre en circulation uniquement de l'information correcte et scientifique sur les effets sanitaires de la radiation. »

Les organisateurs du colloque de Fukushima entendent ainsi :

« fournir des recommandations appropriées issues du monde des experts, et communiquer à la fois une information correcte sur les risques sanitaires liés à la radiation et une vision claire de ce qui constitue une véritable sensibilisation au risque ».

Peut-on toutefois attendre une information scientifique d'un colloque dont le vice-président, Abel Julio Gonzales, membre de l'AIEA, vice-président de l'ICRP (International Commission on Radiological Protection) et conseiller de l'autorité de régulation nucléaire d'Argentine, déclarait lors de la conférence de l'OMS du 4 juin 2001 à Kiev :

« Tchernobyl a causé 31 morts, 2 000 cancers évitables de la thyroïde chez l'enfant, et à ce jour il n'existe aucune preuve validée internationalement de l'impact de l'exposition aux radiations sur la santé publique à Tchernobyl. »



Le 27 mai 2011, à Koriyama, à soixante kilomètres de la centrale. Wataru Iwata, initiateur de Project47/CRMS, explique à ces paysannes que la terre où elles vivent et cultivent, imbibée de césium 137 et 134, est inutilisable pour au moins dix ans et renferme une contamination équivalente à plus... (Photo : Thierry Ribault)

Deux figures importantes et critiques du monde scientifique japonais ont été écartées du panel d'experts mobilisés pour la conférence, Hiroaki Koide et Tatsuhiko Kodama.

Le premier est un spécialiste de la mesure du rayonnement et de sûreté nucléaire au Research Reactor Institute de l'Université de Kyoto, le second professeur au Research Center for Advanced Science and Technology et directeur du Radio-Isotope Center de l'université de Tokyo.

S'ils ne figurent pas parmi les experts invités, est-ce parce que [Hiroaki Koide déclarait récemment](#) qu'« il n'y aucun seuil de sécurité pour la santé en matière d'exposition à la radiation, quel que soit notre âge », tandis que [Tatsuhiko Kodama, auditionné le 27 juillet à la Diète](#), affirmait que « le niveau total de radioactivité émise depuis le 11 mars est équivalent à 29,6 bombes d'Hiroshima en termes de quantité de chaleur, et de l'ordre de 20 fois Hiroshima en termes de volume d'uranium » ?

On peut également s'interroger sur l'objectif réel d'une manifestation financée par la Nippon Foundation (à ne pas confondre avec la Japan Foundation). Cette fondation, dont on pouvait voir les camps de bénévoles installés dans le Tohoku dès le 12 mars 2011, a été créée en 1962 par Ryoichi Sasakawa, dont la réputation est sulfureuse, accusé de crimes de

guerre pendant la Seconde Guerre mondiale (mais jamais condamné) et se définissant lui-même, dans une interview à *Time* en 1974, comme « le fasciste le plus riche du monde ».

La fondation est maintenant présidée par son fils, Yohei Sasakawa, chroniqueur au journal d'extrême-droite *Sankei Shimbun*. En 2010, la branche française de la Nippon Foundation, la Fondation franco-japonaise Sasakawa, dont le vice-président du conseil d'administration est Jean-Bernard Ouvrieu, ancien gouverneur pour la France à l'AIEA et ancien ambassadeur au Japon, a poursuivi pour diffamation Karoline Postel-Vinay, directrice de recherches au CERI-Sciences-Po.

Il s'agissait pour la fondation, qui a été déboutée par la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, de tenter d'intimider ceux qui pointent sa stratégie de promotion de travaux universitaires négationnistes (notamment par rapport aux crimes de guerre, au massacre de Nankin et à la question de l'esclavage sexuel durant la guerre en Corée). Faut-il s'inquiéter du passé trouble du financeur du premier colloque sur les conséquences sanitaires de la catastrophe nucléaire de Fukushima ?

Que faut-il en outre penser du fait que la Nippon Foundation ait rendu ce colloque totalement inaccessible au public et aux victimes ?

Il est vrai que le colloque sera retransmis sur un site Internet. Ainsi, les experts sur la scène et le peuple aux écrans, le spectacle peut continuer en toute tranquillité.

2. A l'automne, une enquête de santé publique pipeautée

L'imposture scientifique ne s'arrête toutefois pas là. En juin, le département de Fukushima a annoncé la réalisation d'une enquête de santé publique auprès des habitants exposés à de forts taux de radiation. Dès l'automne, tous les habitants du département recevront un questionnaire permettant de recueillir le détail de leurs activités et de leur consommation alimentaire deux semaines après le 11 mars 2011.

Le taux de radiation estimé sera ensuite comparé avec les taux détectés. Seuls les résidents ayant un taux élevé seront soumis aux examens par anthropogammamétrie, examen des glandes thyroïdes, des urines et du sang. Les informations seront stockées durant trente ans dans une base de données créée par l'université de médecine de Fukushima, qui se félicite dans l'*Asahi Shinbun* du 18 juin 2011 :

« L'étude ira bien au-delà de toutes celles qui ont été réalisées sur les victimes de Hiroshima et de Nagasaki dans la mesure où elle intègrera l'évaluation de la contamination interne. »

Deux réserves de taille peuvent toutefois être exprimées vis-à-vis de cette initiative pavée de bonnes intentions.

Selon les responsables de cette enquête, celle-ci :

« a été conçue de manière à calmer les inquiétudes, et à garantir la sécurité et le soulagement grâce à un contrôle sanitaire à long terme des habitants du département de Fukushima ».

Toshiteru Okubo, président de la Radiation Effects Research Foundation (un groupement coopératif de recherche nippo-américain sur les retombées de la bombe A, créé en 1947), pronostique d'ailleurs déjà les résultats de l'étude (*Asahi Shinbun* du 18 juin 2011) :

« L'impact des accidents de Fukushima sur la santé publique peut être présumé très mineur [...]. L'exposition de la population à quelques douzaines de millisieverts par an ne constitue pas un niveau auquel des effets sur la santé ont été constatés dans les études antérieures [...]. A de tels niveaux de radiation, il est fort probable que les effets liés à la consommation de tabac ou au stress de l'évacuation soient plus importants que ceux liés aux radiations. »

Non seulement, on lance une enquête dont on annonce déjà les résultats, mais les initiateurs parlent de « sécurité » et de « soulagement » alors qu'ils tiennent par ailleurs des propos pour le moins alarmants quant aux doses au corps admissibles.

De fait, il est permis d'avoir des doutes sérieux quant au caractère véritablement scientifique de la démarche de cette enquête dans la mesure où l'université de médecine de Fukushima et le professeur Yamashita, également à l'origine du projet, soutiennent l'idée selon laquelle « il n'y a absolument aucun effet sur la santé tant que la contamination est inférieure à 100 microsieverts par heure », soit 876 millisieverts par an, c'est-à-dire 876 fois la dose maximale annuelle admissible selon l'ICRP, ou encore 44 fois la dose admissible pour les travailleurs du nucléaire aux Etats-Unis et en Allemagne.

Ces déclarations faites en mars 2011, au moment où les débits de dose étaient au plus haut dans le département de Fukushima, ont toutefois été rectifiées deux mois plus tard : en bon scientifique le professeur Yamashita a alors clamé que le seuil de risque se situait à 100 millisieverts par an.

Thierry Ribault

Nucléaire au Japon : « L'État est un traître pour les travailleurs »

Site Rue 89, 15 janvier 2012.



Une femme manifeste contre le nucléaire. Sur la banderole : « Maman que se passe-t-il ? »
(Photo : Thierry Ribault)

Nasubi est engagé depuis 1986 dans la défense des droits des travailleurs journaliers, notamment dans les « yoseba », grands marchés de main-d'œuvre temporaire largement sous contrôle des yakuzas, que l'on trouve à Tokyo (San'ya), à Osaka (Kamagasaki) ou encore à Yokohama (Kotobuki).

En juillet 2011, Nasubi a publié sous ce nom d'emprunt, un *Manuel de sécurité à l'usage des travailleurs du nucléaire*. Nous l'avons rencontré le 11 décembre 2011 à Tokyo, peu avant le départ d'une manifestation antinucléaire, devant les bâtiments du ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie.

Thierry Ribault : Comment est né votre engagement et en quoi consiste-t-il ?

Nasubi : Mon engagement actuel dans la lutte antinucléaire consiste à faire connaître les conditions de vie et de travail des travailleurs du nucléaire et le système de sous-traitance dont ils font l'objet. A l'origine, je luttais dans les mouvements de travailleurs journaliers. Beaucoup d'entre

eux ont été, et sont toujours, recrutés pour être envoyés dans les centrales nucléaires.

Les militants antinucléaires connaissent le problème, mais ne s'engagent pas suffisamment par rapport aux problèmes spécifiques de ces travailleurs. Les syndicats japonais ne se préoccupent pas plus de la défense de leurs droits. Beaucoup de travailleurs du nucléaire sont morts de cancer. Les autres ont actuellement de graves problèmes de santé, mais les mouvements syndicaux sont restés et demeurent silencieux.

Le seul mouvement de travailleurs du nucléaire qui ait eu lieu est celui de la centrale de Tsuruga, dans le département de Fukui, entre 1981 et 1987 [un dysfonctionnement du système d'écoulement des eaux du réacteur n°1 a causé le rejet de 16 tonnes d'eau fortement radioactive issue du système de refroidissement. L'accident a été révélé en avril 1981, quarante jours après les faits, NdA].

Pourquoi ce silence des syndicats ?

La réalité du travail dans les centrales nucléaires n'a jamais été transparente. On ignore ce qui se passe exactement à l'intérieur. Les travailleurs du nucléaire font, en outre, l'objet d'une discrimination, y compris de la part des syndicats. Non seulement parce que le fonds de commerce de ces derniers est la main-d'œuvre « régulière », mais aussi parce que le nucléaire concerne les castes inférieures de la société, contraintes d'aller travailler dans les centrales.

C'est un sujet politique et délicat. Les grandes centrales syndicales nationales étant, de fait, pronucléaires, les petits syndicats n'ont jamais voulu s'opposer à cette position et n'ont pas osé remettre en cause les conditions d'existence et de travail des travailleurs embauchés par les sous-traitants.

Quelle est la situation pour les travailleurs réguliers du nucléaire ?

C'est totalement différent. Employés de Tepco [opérateur de la centrale nucléaire accidentée, Fukushima Daiichi, ndlr], ils forment l'élite de l'entreprise et ne sont donc pas exposés à la radiation, mais travaillent dans les salles de contrôle, sur des ordinateurs. Ce sont en priorité les travailleurs journaliers, grande majorité des travailleurs d'une centrale, qui font le nettoyage et travaillent directement dans les réacteurs.

D'où viennent ces travailleurs journaliers ?

D'horizons différents. Certains d'entre eux sont des travailleurs licenciés d'autres secteurs. La majorité vient des régions rurales, là où il n'y a plus

suffisamment de travail. Le nucléaire n'a pas besoin de beaucoup de gens qualifiés ou ayant des aptitudes certifiées, ce qui explique aussi pourquoi les travailleurs de ce secteur sont discriminés.

Le système de recrutement de cette main-d'œuvre est comparable à celui des prostituées. De la même manière que les yakuzas orientent vers la prostitution les femmes sans travail et organisent leur activité, ils disent aux hommes : « Allez travailler dans les centrales nucléaires. » Pour les femmes c'est la prostitution, pour les hommes c'est la centrale.

De même, pas plus que les féministes ne se sont mobilisées pour les femmes de l'industrie du sexe, les syndicats ne se sont mobilisés pour les travailleurs journaliers du nucléaire.

Quel est le rôle des yakuzas ?

Depuis la fin du XIX^e siècle, dans le monde du travail, il y a une face positive et une face négative. La face négative, ce sont les yakuzas. Dans l'objectif de moderniser le Japon à la fin du XIX^e siècle, l'Etat s'est allié à l'industrie et à la mafia avec pour but de développer et aménager le territoire. Pour ce faire, l'Etat a besoin des services de la mafia qui mobilise les travailleurs issus des couches basses de la société.

Le nucléaire est un exemple typique de ces pratiques. Officiellement, l'Etat et Tepco affirment qu'il n'y a que deux ou trois niveaux de sous-traitance, mais de fait, ils savent très bien qu'il y en a huit ou neuf. Ils acceptent donc totalement et implicitement que le recrutement s'opère de façon mafieuse, même si c'est, bien sûr, proscrit par la loi.

Au cours des négociations avec les ministères, de nombreuses informations circulent sur les procédures de recrutement. Les journalistes ont écrit sur le sujet. L'Etat ne peut pas dire que ces pratiques n'existent pas.

Pourtant, lorsque nous demandons à l'Etat de mener des enquêtes sur cette réalité, on nous rétorque qu'on a donné l'ordre à Tepco d'enquêter et que sa réponse est : « Ça n'existe pas. » Cette réponse est acceptée et aucune enquête officielle n'est menée sur le sujet.

En avril, l'Etat et Tepco ont créé un comité visant à empêcher la participation des groupes illégaux dans la reconstruction après la catastrophe de Fukushima. Le raisonnement était le suivant : jusqu'à présent, il n'y avait pas de yakuzas dans les travaux publics, mais dans le contexte actuel ils manifestent leur volonté de prendre part à la reconstruction. Il faut donc les en empêcher.

Ainsi, selon cette logique, l'Etat se sauve la face en montrant qu'il lutte contre les yakuzas, alors qu'en réalité ils sont déjà présents ! L'Etat est un traître pour les travailleurs.

Qu'en est-il des victimes parmi les travailleurs du nucléaire ?

Les centrales ont démarré en 1966. Depuis, 500 000 travailleurs ont été mobilisés dans ce secteur. Parmi eux, vingt seulement ont fait une demande de reconnaissance d'accident du travail, et dix demandes ont été reconnues.

Jusqu'en juin dernier, le ministère de la Santé n'avait jamais communiqué ces chiffres. C'est au moment de la négociation que nous les avons obtenus. Plus précisément, nous avons pris connaissance de l'existence de sept cas de reconnaissance. Puis nous avons appris que trois autres personnes n'avaient jamais été signalées par le ministère.

Pour faire établir une demande de reconnaissance d'accident du travail, l'employé doit être en principe muni d'un certificat attestant ses durées et périodes d'intervention. Le patron peut toutefois refuser de lui fournir ce certificat.

Si le travailleur insiste pour l'obtenir, très souvent il se verra proposer une indemnisation pécuniaire qui peut aller de 6 millions à 30 millions de yens (environ 60 000 à 300 000 euros), en lieu et place d'une déclaration d'un accident du travail. Il s'agit d'un arrangement.

Y a-t-il beaucoup d'arrangements de cette sorte ?

Beaucoup. Et lorsqu'ils acceptent un tel arrangement, les travailleurs s'engagent à ne pas en parler. C'est à ce point caché que certains politiciens clament qu'aucun travailleur n'est jamais mort à cause du nucléaire.

Les temporaires ont-ils des contrats de travail ?

Très peu de travailleurs du nucléaire ont un contrat, et il peut arriver qu'on envoie les personnes sur des lieux de travail imprévus, ce qui est évidemment contraire au code du travail. L'absence de contrat est une caractéristique des pratiques de la sous-traitance. Aux premier et deuxième niveaux, il peut y avoir des contrats, mais pas au-delà.

Actuellement, cette absence de contrat fait l'objet de critiques, ce qui amène certains patrons à modifier leur attitude mais en contrepartie, les travailleurs doivent s'engager à ne pas porter plainte en cas d'accident. Beaucoup de travailleurs ont témoigné de cette pratique illégale. Tepco

est responsable, bien sûr, mais aussi les mouvements qui ne se sont pas suffisamment mobilisés.

Après le 11 mars 2011, les mouvements de travailleurs journaliers se sont toutefois engagés. J'ai publié une brochure intitulée *Manuel de sécurité à l'usage des travailleurs du nucléaire*. Mais la grève demeure l'action la plus efficace.

En quoi consiste cette brochure ?

L'entreprise, qui est pourtant responsable, ne communique pas les informations de base. Notre brochure explique que le travailleur peut demander un contrat et obtenir un carnet de contrôle indiquant sa dose reçue notée par l'entreprise. Cette dernière a l'obligation de le faire mais la plupart du temps elle ne la communique pas, et le travailleur l'ignore.

Nous expliquons aussi comment porter correctement la combinaison et mettre en place les filtres dans les masques, qui sont la plupart du temps inexistantes. En principe, les anciens peuvent fournir ces explications, mais actuellement à Fukushima, nombre de travailleurs sont de nouvelles recrues n'ayant jamais travaillé dans les centrales nucléaires.

Qui sont ces travailleurs ?

Ils viennent de tout le Japon. Ce sont des étrangers. Il y a de nombreux Philippins actuellement. Les travailleurs japonais nous disent qu'ils effectuent les travaux les plus dangereux, ceux que les Japonais ne font pas. Il y a aussi des « burakumin », descendants de la caste des parias. Ce sont, de manière plus large, des travailleurs issus de familles pauvres.

Quelles actions envisagez-vous ?

Nous voulons ouvrir un point de consultation permanent à Fukushima pour les travailleurs du nucléaire. Il n'y a pas que ceux des centrales qui sont irradiés : les autres catégories de travailleurs sont également concernées, dans les travaux publics par exemple. Il faut aussi négocier avec les ministères et avec les entreprises de recrutement qui envoient des travailleurs à Fukushima en leur faisant croire qu'ils vont travailler ailleurs.

Ainsi, des journaliers recrutés à San'ya à Tokyo, ont été envoyés dans les égouts de la ville de Fukushima. Une fois sur place, on leur a fourni des combinaisons antinucléaires, des masques et des instruments identiques à ceux utilisés dans une centrale. Mais ils n'étaient pas informés du taux de radiation sur les lieux. Si nous ouvrons une permanence, nous aurons du monde.

D'après la loi relative aux dédommagements des accidents du nucléaire, l'entreprise a la responsabilité ultime. Nous allons donc négocier avec les sociétés de recrutement, puis avec Tepco. Jusqu'à présent, aucun dédommagement n'a jamais été accordé par Tepco, ni par aucun autre opérateur du nucléaire au Japon. Et les syndicats n'ont jamais fait de procès aux entreprises. Nous changerons cette situation.

Thierry Ribault

Japon : un désastre nucléaire et ça redémarre !

Site Rue 89, 21 juin 2012.

La décision de redémarrer les réacteurs numéro trois et numéro quatre de la centrale d'Oï (ou Ohi), à l'ouest du Japon, s'appuie d'abord sur les *stress tests*, au sujet desquels, en février dernier, [Haruki Madarame](#), président de la Commission de sûreté nucléaire, avait lui-même déclaré qu'ils ne pouvaient servir de référence pour l'évaluation de la sûreté des installations nucléaires et de leur redémarrage.

Elle s'appuie ensuite sur les normes provisoires de sécurité qui ont été formulées en trois jours en avril dernier par l'Agence de sûreté nucléaire et industrielle du ministère de l'Industrie (METI), dont le rôle est de promouvoir le nucléaire. Elle s'appuie enfin sur les conclusions, non encore tirées, de la commission d'enquête sur l'accident de Fukushima qui n'a pas encore rendu son rapport final, et sur l'application de moins des deux tiers des mesures requises d'amélioration de la sécurité des centrales, dont la mise en place intégrale prendra trois ans.

Le ministre de l'Industrie Yukio Edano se veut pourtant rassurant : « La sécurité est notre principale préoccupation », rappelle-t-il le 16 juin 2012 lors de l'annonce de la reprise prochaine de la centrale d'Oï. Le Premier ministre Noda, qui, dans une pure parodie de démocratie, a fait appel à l'approbation du redémarrage par le peuple japonais tout en annonçant que de toute façon il y aurait redémarrage, pose les enjeux plus directement : il s'agit de « protéger le gagne-pain des gens », et Issei Nishikawa, gouverneur du département de Fukui – où sont implantées treize réacteurs – en charge de la supervision d'Oï, [déclare le même jour](#) :

« J'ai approuvé le plan de redémarrage parce que les efforts du gouvernement en matière de sécurité m'ont été garantis et parce que cela permettra de générer de la stabilité pour nos activités industrielles. »

Voilà qui est clairement énoncé. De son côté, face à l'annonce faite par KEPCO (Kansai Electric Power Company) d'éventuelles coupures de courant durant l'été, et sous les pressions politiques du gouvernement central et de la fédération patronale du Kansai, le regroupement de neuf gouvernements locaux du Kansai (dont le maire d'Osaka) opposés dans un premier temps au redémarrage de la centrale d'Oï, a assoupli sa position sans pour autant appeler clairement au redémarrage.

Au final, aucun politique ne veut vraiment prendre la responsabilité de la décision. L'assemblée municipale d'Oï, dont le consentement était attendu, a finalement émis un avis positif, ce qui étonnera peu quand on sait que la moitié du budget de la ville est financée par des subventions et des ressources fiscales liées au nucléaire.

En attendant, entre la gestion du désastre par le désastre, et les mirifiques promesses d'une « croissance verte » enchantée, 70% des Japonais continuent de se déclarer opposés au redémarrage des réacteurs, et deux millions de Japonais, font actuellement dans le département de Fukushima, l'objet d'une expérimentation à grande échelle. Revenons toutefois sur la rhétorique mobilisée dans cette décision hâtive de redémarrer.

Au mois de mai, la plupart des journaux ont repris en chœur les projections du gouvernement relatives à une éventuelle pénurie d'électricité en cas de non redémarrage de la centrale d'Oï. Cette pénurie serait de 15% au cœur de l'été dans le Kansai, y compris si des plans d'économie d'énergie étaient mis en place (coupures durant les périodes hautes). Par contre, si les deux réacteurs redémarreraient, l'équilibre offre-demande serait atteint (avec, là encore, des plans d'économie d'énergie).

Une lecture attentive de ces [projections](#) montre toutefois qu'au niveau national, dans un contexte d'arrêt de l'ensemble du parc nucléaire, la pénurie globale serait de l'ordre de 0,3%, et que le pays générerait même un surplus d'électricité de 0,1% en appliquant des mesures d'économie d'énergie. Les vrais enjeux se situent donc bien ailleurs : le 24 mai dernier, les dirigeants de KEPCO rappelaient sans ambages devant les télévisions que « le redémarrage de la centrale d'Oï n'est pas lié à un problème d'offre et de demande durant la période d'été », mais au fait que la suppression du nucléaire de son portefeuille mènerait KEPCO directement à la faillite d'ici deux ans.

Le Japon s'est engagé en 2009 à réduire ses émissions de CO₂ et autres gaz à effets de serre de 25% entre 1990 et 2020. Or, selon le ministère de l'Environnement, cet objectif serait compromis par la mise à l'arrêt des centrales nucléaires : il s'établirait à 11% avec un parc nucléaire à l'arrêt total, à 12% avec 20% d'électricité d'origine nucléaire et... [tomberait à 9%](#) avec une dépendance vis-à-vis du nucléaire de l'ordre de 35% (contre 26% avant le 11 mars 2011).

Autrement dit, le recours au nucléaire ne change pas fondamentalement la situation en termes d'émissions de CO₂, et avec ou sans nucléaire, la cible de 25% de réduction des émissions de carbone d'ici 2020 ne peut être atteinte que grâce à une réduction drastique de la consommation d'électricité, et une croissance exceptionnelle des énergies renouvelables qui représentent actuellement 1% de la consommation d'énergie du pays (4% si on y inclut l'énergie hydroélectrique).

L'argument de la ruine du Japon liée au passage d'une dépendance de 60% vis-à-vis de l'énergie thermique (pétrole et surtout gaz) à 90% depuis l'accident de Fukushima, est largement mobilisé par les pouvoirs publics. Le 8 juin, le premier ministre Noda avait prévenu dans un [discours alarmiste](#) : « La société japonaise ne peut pas survivre si nous fermons tous les réacteurs ou si nous les maintenons à l'arrêt », sans poser toutefois la question de savoir qui survivrait au récent accident nucléaire et au prochain.

Toutefois, malgré la chute de production d'électricité nucléaire, les [données](#) des douanes japonaises attestent que les importations de pétrole et de gaz naturel en valeur sont, en mars 2012, pratiquement identiques à celles de mars 2008 en agrégeant ces deux ressources : 2 200 milliards de yens. Sans compter, comme le rappelait récemment Matsumura Toshihiro de l'institut des sciences sociales de l'université de Tokyo et membre d'une commission consultative du METI, que le calcul du coût de l'énergie nucléaire est faussé puisqu'il ne prend en compte ni le coût lié aux accidents, ni les subventions distribuées aux communautés locales destinées à les inciter à accueillir des centrales sur leur territoire.

Quant aux marchés liés aux énergies renouvelables et aux « villes vertes », ils sont, si l'on en croit les experts, dans une phase de hausse exponentielle au niveau mondial : 4 000 milliards de yens (4×10^{15}) d'ici à 2030 selon [Nikkei Business Publication](#), ce dont semble faire fi le gouvernement Noda, qui, nationalisation des pertes oblige, vient de renflouer TEPCO à hauteur de 3 500 milliards de yen, cette dernière ayant contracté des dettes considérables auprès des trois plus grandes

institutions financières du pays qui représentent la part la plus importante du marché obligataire.

En fait, un nouveau partage du pouvoir s'annonce puisque, face aux caciques du LDP et du DPJ, un certain Iida Tetsunari, issu lui-même de l'industrie nucléaire, maintenant directeur de la [Fondation Japonaise pour les Energies Renouvelables](#) créée avec l'aide de l'homme le plus riche du pays. Son Masayoshi, directeur général de Softbank, se présente comme gouverneur aux élections du département de Yamaguchi le 27 juillet.

Le directeur général du marchand en ligne Rakuten, Mikitani Hiroshi, ardent défenseur d'une dérégulation du marché de l'électricité, qui a quitté le Keidanren (première fédération patronale) en mai, vient de son côté d'inaugurer [l'Association Japonaise pour la Nouvelle Economie](#), et se positionne sur la même ligne de contre offensive afin de cueillir les fruits de la « croissance verte » annoncée.

Thierry Ribault

L'industrie nucléaire japonaise fait commerce de la catastrophe

Site Reporterre, 4 septembre 2012.

Mitsubishi, Toshiba et Hitachi sont plus actives que jamais pour vendre des réacteurs nucléaires à l'étranger. En usant d'un nouvel argument commercial : leur compétence unique pour gérer une catastrophe nucléaire !

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif (et nucléaire), assurait ce dimanche « *le nucléaire est une filière d'avenir* ». Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, renchérissait le lendemain en disant que, « *incontestablement* », l'assertion de Montebourg était juste.

Denis Baupin, vice-président de l'Assemblée nationale (EELV), dénonçait lui « *une profession de foi en décalage total avec la réalité* » puisque, selon lui, « *partout dans le monde, au contraire, le nucléaire est en déclin* », déclin attesté par l'« *abandon en Allemagne, en Belgique, en Italie, abandon de fait au Japon, remise en question des programmes de construction en Chine, aux Etats-Unis* ».

L'évolution de la situation du nucléaire au Japon, après le désastre de Fukushima, donne toutefois tort au troisième.

Le 8 juillet, anticipant la logorrhée nationale-nucléariste de Montebourg et Valls, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, qui est à l'origine de la création de la société Areva – fournisseur du combustible MOX utilisé dans le réacteur n°3 de Fukushima Daiichi –, et administrateur avec Anne Lauvergeon – ancienne présidente de la même entreprise – de l'Institut François Mitterrand, rencontrait à Tokyo son homologue, Koichiro Gemba, et annonçait le projet des deux pays *« d'adopter un partenariat sur cinq ans »* qui pourrait être signé l'an prochain, avec, parmi les principaux domaines de coopération cités par le ministre français, *« l'environnement et l'énergie, dont le nucléaire »*.

Fabius et Gemba s'étaient déjà rencontrés le 20 mai 2012, en marge du sommet de l'Otan à Chicago, où ils avaient devisé sur le *« haut degré de technologie »* dont disposent le Japon et la France, rendant ces deux pays *« susceptibles de mettre en place une coopération énergétique dans le domaine du nucléaire »*.

Les négociations entre Mitsubishi et Areva, initiées par Anne Lauvergeon depuis 2009, consistant pour Mitsubishi à acquérir 3% du capital d'Areva, étant *« gelées »* depuis août 2011, gageons que sur cette planète-ci, aussi, un réchauffement climatique est désormais en cours.

Côté japonais, Yukio Edano, ministre de l'Industrie, déclarait le 16 août à Hanoï, après la signature d'un accord cadre entre le Japon et le Vietnam :

« A partir des leçons tirées de l'accident nucléaire de Fukushima, nous voulons aider le Vietnam à construire des centrales nucléaires ayant le plus haut niveau de sécurité. »

De fait, *« le Japon doit répondre aux attentes des autres pays, particulièrement parce qu'il a récemment expérimenté une crise nucléaire »*. L'espoir des autorités est d'accroître la part japonaise du marché du nucléaire dans ce pays : dix réacteurs y sont prévus d'ici 2030, l'AIEA estimant, au niveau mondial, un déploiement, d'ici 2030, des réacteurs de 1 GW de 130 à 170.

L'ancienne présidente de l'Agence de coopération internationale du Japon (Jica), Sadako Ogata, est la seule à avoir aussitôt posé la question clé :

« Le gouvernement japonais doit-il envoyer ses centrales à l'étranger alors qu'ils ne parvient pas à les gérer chez lui ? »



Des journalistes et des membres de Tepco regardent la centrale nucléaire de Fukushima, le 26 mai 2012 (TOMOHIRO OHSUMI/POOL/AFP)

Selon le journal Yomiuri, le Japon doit « continuer ses efforts à la fois sur les aspects tangibles et intangibles, s'il souhaite remporter plus de commandes de construction de centrales nucléaires ». C'est pourquoi, dans le cadre d'« accords bilatéraux de libre-échange » avec les Philippines et l'Indonésie, et désormais avec le Vietnam, des ressortissants sont accueillis au Japon pour intégrer notamment les secteurs des services infirmiers et du soin aux personnes âgées, afin de faire face à la pénurie de personnel, certaines contreparties de cet accueil relevant du nucléaire.

Aux Philippines, les constructeurs japonais peuvent faire avancer leurs projets de réhabilitation de l'ancienne centrale nucléaire de Bataan, construite durant les années 1970 par Westinghouse, dans une zone fortement sismique qui jouxte le Mont Pinatubo.

Le 3 mars 2011, le Japon a également signé un accord avec l'Indonésie afin de mener des études de faisabilité pour la construction de deux réacteurs sur les îles de Bangka Belitung, sur la côte est de Sumatra. Bangka Belitung fait partie des zones à risque « modéré » de tremblement de terre – soit le même niveau que celui attribué à la région de Fukushima.

Au Vietnam, colonie japonaise de 1940 à 1945, avec lequel un accord a été signé en avril dernier, un des objectifs est la construction de la première tranche du site de Ninh Thuan, situé au bord de la mer de Chine, dans une région côtière particulièrement exposée aux inondations, aux typhons et à des raz-de-marée ayant déjà atteint des hauteurs de 18 m.

Se voulant toutefois rassurant, le 9 avril 2011, le ministre japonais des Affaires étrangères, Takeaki Matsumoto, avait présidé à Jakarta une rencontre entre les pays de l'Asean et le Japon au cours de laquelle il avait rappelé combien le consortium Japan International Nuclear Energy Development (Jined), qui comprend neuf électriciens, trois constructeurs de centrales nucléaires et l'Etat, continuait à s'engager à fournir à ses partenaires des centrales de la plus grande sûreté possible.

Il est vrai que Tepco détient 20% des parts dans la Jined, ce qui en fait l'actionnaire le plus important, le président du consortium, Ichiro Takekuro, étant vice-président directeur de Tepco, où il travaille depuis 1969.

Outre les négociations en cours avec l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil et le Mexique, depuis l'an dernier, plusieurs engagements fermes du Japon en matière de construction de centrales nucléaires à l'étranger ont été pris :

- en Lituanie, où Hitachi a reçu en juin un accord pour construire une centrale, en coopération avec l'américain General Electric ;
- en Turquie, où Toshiba est en passe d'obtenir une commande pour la construction d'une centrale, en forte concurrence avec des firmes coréennes ;
- Toshiba a déjà livré quatre réacteurs en Chine via sa filiale américaine Westinghouse, détenue à 67% ;
- aux Etats-Unis, où une filiale de Toshiba a reçu un accord en février pour livrer une centrale, le premier feu vert pour la construction d'une centrale nucléaire dans ce pays depuis 34 ans. La commission américaine de régulation du nucléaire avait donné son accord en novembre 2011 pour la construction et l'exploitation des réacteurs conçus par Westinghouse, filiale de Toshiba ;
- en Jordanie, où Mitsubishi Heavy Industries attend une commande pour la construction d'une centrale ; la firme a été retenue avec Areva, dans le cadre du consortium Atmea, pour construire la première centrale nucléaire d'une puissance de 1.100 megawatt équipée de la nouvelle génération de réacteur Atmea, *« une technologie avec le niveau de sûreté le plus élevé en tant que réacteur de troisième génération »*, selon Philippe Namy, Président d'Atmea ;

- au Vietnam, où plusieurs firmes ont reçu un accord de principe pour la construction de plusieurs centrales. Le Vietnam, actuellement 88 millions de personnes, veut disposer de quatre réacteurs opérationnels avant 2021, le Japon et la Russie s'étant partagé ce premier marché.

Selon le quotidien *Asahi*, « *le gouvernement japonais a transformé la gestion du désastre de Fukushima en argumentaire commercial* » : l'accord nippo-vietnamien rappelle explicitement que « *c'est un devoir du Japon de partager mondialement les expériences et les leçons de l'accident nucléaire de la centrale de Fukushima* ».

Malgré les critiques relatives au plan d'indemnisation mis en place à Fukushima (dossiers trop lourds et compliqués, retards dans les paiements et les procédures, insuffisance des montants), malgré les aveux de faiblesse de la loi de 1961 sur l'indemnisation des dommages liés au nucléaire faits par le ministre Edano lui-même, en juillet, le Japon s'est engagé auprès du Vietnam à lui établir un plan d'indemnisation des dommages en cas d'accident nucléaire.

Outre la construction des centrales, il s'agit donc de fournir des informations et un savoir-faire sur la manière de définir le type de dommages nucléaires pouvant faire l'objet d'une indemnisation dans le cadre du système envisagé, de définir les montants maximaux de paiement et de former le personnel en charge des problèmes liés à l'indemnisation. Par ailleurs, des assureurs privés comme la Tokyo Marine Holding Inc. seront sollicités afin de créer des produits d'assurance spécifiques pour les situations de catastrophe nucléaire.

Selon le journal *Yomiuri*, soutien historique inconditionnel de l'industrie nucléaire, il s'agit d'« *un véritable test, permettant de savoir si le Japon est capable de tirer parti de la crise nucléaire et de sa technologie avancée.* » Sans même parler de démantèlement, la manne nucléaire est infinie et la filière est bien, comme l'affirment les nucléaro-socialistes français, d'avenir.

Que l'Etat ait su, ou non, « *gérer les dégâts* » n'a pas d'importance. L'expertise lui vient du seul fait d'avoir eu l'incalculable opportunité d'expérimenter la catastrophe. Il peut, de ce fait, commercialiser auprès des autres pays un « *package* » nucléaire aux vertus convaincantes : construction de centrales accompagnée d'un service après-vente incluant la « *gestion des dégâts* » et « *l'expérience de la catastrophe* ».

Ainsi est-il attendu aujourd'hui du « *peuple-japonais-une-fois-de-plus-martyrisé* » qu'il partage les fruits et tire les leçons d'une « *expérience* » – car c'est désormais le désastre qui fait l'homme et non plus l'inverse –, qu'il en fasse un terreau pour l'avenir et qu'il y voit les meilleures raisons de continuer à faire du Japon, en utilisant les mêmes clés que toujours, la grande puissance économique qu'il avait su devenir après la guerre. Un bel « *avenir* » en effet.

Nadine et Thierry Ribault

Cancer de la thyroïde à Fukushima : des chiffres manipulés

Site Rue 89, 20 septembre 2012.

En juin 2011, l'université médicale de [Fukushima](#) a lancé une enquête de santé publique destinée à surveiller les conséquences des radiations sur la santé. Un an et demi après la catastrophe qui a touché la centrale nucléaire, un cas de cancer de la thyroïde est officiellement déclaré, le 11 septembre 2012.

Le [CRMS](#), réseau autonome de stations de mesure de la radioactivité, était présent au compte rendu des résultats de l'enquête portant sur le contrôle de la thyroïde des enfants de moins de 18 ans.

C'est le professeur Shunichi Yamashita qui conseillait, rappelons-le, l'an dernier, de sourire pour mieux faire face aux radiations, qui a présenté, dans un simulacre de compte rendu scientifique démocratique, les résultats de l'enquête.

Le contrôle a été réalisé dans un premier temps auprès de 38 114 enfants du département, résidant dans les treize villes et villages des zones fortement contaminées et des zones d'accès restreint au moment de l'accident nucléaire de la centrale de Fukushima Daiichi, puis élargi à 42 060 enfants supplémentaires.

L'enquête de santé publique étant une enquête statistique, le professeur Shinichi Suzuki, qui pilote la division en charge des contrôles de la thyroïde à l'université de médecine, ne révèle ni l'âge, ni le sexe de l'enfant concerné.

Mais il exprime d'emblée son avis :

« [Il n'y a eu, à Fukushima] ni d'importante exposition externe comme à Hiroshima et Nagasaki, ni d'importante exposition interne comme à Tchernobyl. »

Il n'y a, bien entendu, aucune relation de cause à effet à établir selon lui entre ce premier cas déclaré de cancer de la thyroïde et l'accident nucléaire de Fukushima.

Voici les trois raisons qu'il avance :

- premièrement, en « période normale », on ne pratique pas de telles échographies sur les enfants. Il n'y a donc **pas d'enquête de « référence »** disponible. Affirmation pourtant contredite par des travaux menés par le professeur Yamashita lui-même, en 2000 à Nagasaki ;
- deuxièmement, une augmentation des cancers de la thyroïde à **Tchernobyl** a été observée seulement quatre ans après l'accident. Il suffit pourtant de lire le [témoignage du docteur Yablokov](#) pour comprendre de quoi il retournait à l'époque : jusqu'en 1990, le ministère de la Santé de l'Union soviétique demandait aux docteurs de ne pas mener d'enquête sur les effets sanitaires des radiations. De nombreuses données ont, en outre, été brûlées ;
- enfin, selon M. Suzuki, l'outil technique dont disposent désormais les scientifiques est tellement développé que **même les cancers de petite taille peuvent être détectés**, argument qui avait été mobilisé pour expliquer l'augmentation importante du nombre de cas de cancers de la thyroïde à partir de 1990 à Tchernobyl.

Les deux professeurs de l'université de Fukushima s'acharnent à freiner les consultations auprès d'autres structures.

Le docteur Hoshi, président de l'association des médecins de Fukushima, qui participe à l'enquête, confirme cette crainte qu'ont les experts de perdre la main sur leur échantillon :

« Le rythme auquel la seconde série d'examen est menée est trop lent [...], les patients risquent de nous glisser entre les mains. »

Les [objectifs initiaux](#) que s'étaient fixés les scientifiques, avant même d'avoir le moindre résultat, étaient clairs : « Calmer les inquiétudes de la population » et faire bien entrer dans les crânes récalcitrants et inquiets

que « l'impact de l'accident nucléaire de Fukushima sur la santé publique peut être présumé très mineur ».



Barrage de police à 10 km au nord de la centrale de Fukushima Daiichi, le 12 septembre 2012 (Photo : Thierry Ribault)

L'effet d'un tel brouillage entre réalité et spéculation ne s'est pas fait attendre : quelques heures après la conférence, l'agence de presse Kyodo News [annonçait](#) : « Un cas de cancer de la thyroïde a été identifié parmi une population examinée de 80 000 enfants ». Grave erreur !

Selon les résultats publiés le 26 avril 2012 :

- 35% de la première population de 38 114 enfants ayant subi une échographie étaient porteurs de nodules thyroïdiens d'une taille inférieure à 5 mm et de kystes de moins de 20 mm, symptômes qui avaient alors été qualifiés de « normaux » par les responsables de l'enquête ;
- 186 enfants, soit 0,5%, avaient des nodules de plus de 5 mm et des kystes de plus de 20 mm. Ils ont donc été orientés vers un second examen (échographie détaillée, examens sanguin et urinaire, et biopsie à l'aiguille fine) ;
- or, à ce jour, seuls 60 enfants devant subir ce deuxième examen se sont à nouveau présentés, et 38 d'entre eux l'ont effectivement subi : 10 ont été replacés dans le cycle « normal » de contrôle qui prévoit un examen tous les deux ans, et les 28 autres ont été orientés vers une biopsie par aspiration ;
- la moitié de ces enfants ont finalement été reconsidérés comme ne nécessitant pas un tel examen et, à ce jour, les 14 autres l'ont

effectivement subi. C'est donc parmi ces 14 enfants qu'un cas de cancer de la thyroïde est officiellement diagnostiqué aujourd'hui.



Wataru Iwata effectue un prélèvement dans l'océan Pacifique pour analyse au CRMS (Photo : Thierry Ribault)

Parmi les 42 060 enfants constituant la seconde population sujette au contrôle de la thyroïde, 239, soit 0,6%, ont des nodules de plus de 5 mm et des kystes de plus de 20 mm. Ils devront eux aussi faire l'objet d'un second examen. Rien ne peut donc être avancé à leur sujet aujourd'hui.

Si on rassemble les 239 enfants de cette seconde population en attente d'un second examen, les 148 enfants (correspondant à 186 - 38) de la première population devant être réexaminés mais ne l'ayant pas encore été (car non présentés ou en attente), on aboutit à un total de 387 enfants au sujet desquels on ne peut pas se prononcer.

Le cas pour l'instant unique de cancer de la thyroïde ne peut donc être ramené ni aux 38 114 enfants constituant la première population de l'enquête, ni aux 42 060 enfants constituant la seconde, ni encore aux 80 174 enfants constituant la population totale auprès de laquelle l'enquête est menée.

A ce jour, on ne peut rapporter ce cas de cancer qu'à la population ayant effectivement subi une seconde série d'examens, soit quatorze enfants.

Toute autre mise en proportion serait pure spéculation. Une fois que les 387 enfants devant faire l'objet d'un second examen auront été examinés, comme il est prévu de le faire, on pourra ramener le nombre total de cas

de cancer diagnostiqués à l'ensemble des enfants ayant participé à l'enquête jusqu'à présent.

Sachant, bien sûr, que la signification de ce ratio n'aura comme durée de validité que celle que les résultats des examens ultérieurs auprès des mêmes enfants, puis des 280 000 autres que l'université de médecine de Fukushima a prévu d'examiner voudront bien lui donner.

Une telle mise au point est importante car il ne faut pas perdre de l'esprit que jamais, même à Tchernobyl, puisque la population du département de Fukushima a été incitée à rester sur place, la science ne disposa d'un tel bataillon de cobayes. L'objectif premier d'un homme comme Yamashita – il l'a dit lui-même en évoquant l'enquête de Fukushima en août 2011 – est d'établir un [« record scientifique »](#).

Il faut savoir en outre que l'université médicale de Fukushima prévoit d'engager l'an prochain un [projet de collecte d'ADN](#) auprès de la population « volontaire » du département, visant à « identifier les anormalités génétiques générées par les radiations ». Un autre « record scientifique » en perspective.

Wataru Iwata (Mesure et conception de système au CRMS)
Nadine et Thierry Ribault

L'oligarchie japonaise rêve de la bombe atomique

Site Reporterre, 2 octobre 2012.

*La sortie du nucléaire civil est prévue au Japon pour les années 2030.
Mais le potentiel de production de plutonium militaire à Rokkasho
reste intact. Dans un contexte de tension avec la Chine, le parlement
japonais vient de voter un texte ouvrant la voie à l'élaboration
d'un armement nucléaire.*

Alors que certains médias français se sont précipités pour annoncer [« l'arrêt total de la production nucléaire au Japon d'ici 2030 »](#) (il s'agit en fait d'« amener la production nucléaire à zéro pendant les années 2030 »), peu (voire personne) n'ont mentionné ni la relance simultanée de la [politique japonaise d'exportation](#) de sa technologie nucléaire, ni même le

fait que le plan de retrait annoncé puisse être totalement révisable tous les trois ans, ne donnant ainsi aucune garantie à sa pérennité après 2015. Enfin, ne figure aucune mention du sort qui sera fait, si le scénario du retrait voyait effectivement le jour, à la filière de retraitement du combustible, d'extraction de plutonium et de fabrication de MOX.

Et pour cause : d'après le *Yomiuri* du 14 septembre, le gouvernement envisage de continuer ses activités de (re)traitement en conformité avec la politique antérieure, malgré la contradiction entre une telle volonté et celle aujourd'hui annoncée d'en finir d'ici 2039 avec l'électricité d'origine nucléaire. Toutefois, la question que le quotidien ne pose pas mais que l'on est en droit de se poser est la suivante : le Japon envisage-t-il une utilisation non civile de sa filière de retraitement et de fabrication de plutonium ? Le vote discret, le 20 juin dernier, d'un amendement à la Loi fondamentale sur l'énergie atomique nous éclaire sur ce point et donne un relief inquiétant aux tensions actuelles entre le Japon et la Chine.

L'article 2 de la Loi fondamentale sur l'énergie atomique, votée en 1955, année de fondation du Parti Libéral-Démocrate (PLD), stipulait que la recherche et l'utilisation de l'énergie atomique ne pouvaient être menées qu'à des fins pacifiques et dans le but de défendre les principes de démocratie, d'indépendance et de transparence.

Or, un amendement à peine débattu le 15 juin dernier au Parlement et adopté cinq jours plus tard à l'unisson par le PLD, le PDJ [Parti démocrate du Japon] et le New Komeito précise désormais que « *la politique de l'énergie nucléaire du Japon doit contribuer à la sécurité nationale* ».

Cet amendement a été proposé par des parlementaires du PLD et du New Komeito (17 experts). Dans la précipitation de la création de la nouvelle commission de régulation nucléaire et du redémarrage des deux réacteurs de la centrale d'Oï, le gouvernement n'a pas contesté cette proposition d'amendement qui a été adopté par l'ensemble des députés (PLD, PDJ et New Komeito), même si certains membres du PDJ se sont interrogés et opposés au vote de cet amendement.

Il semblerait que les circonstances dans lesquelles cet amendement a été élaboré et voté ne sont pas transparentes : des membres du PLD n'auraient pas été avertis de son existence lors de l'examen de la loi sur l'énergie atomique le 14 juin au soir. Par ailleurs, l'amendement a été glissé dans un appendice de la loi fondamentale, le rendant très discret. Enfin le gouvernement a peut-être marchandé avec le PLD cet amendement, afin de lui faire valider au plus vite sa loi relative à la formation de la nouvelle commission de régulation nucléaire.

En tous cas se pose la question de savoir si le développement d'un arsenal nucléaire est ou non le véritable but de cet amendement. A cette interrogation levée par un membre du PDJ, un député du PLD, artisan de l'amendement, répond :

« L'objectif est de centraliser dans une seule commission la sûreté nucléaire, les garanties de l'AIEA [Agence internationale pour l'énergie atomique] visant à empêcher l'utilisation militaire de matériaux nucléaires, et la sécurité nucléaire contre le terrorisme. »

Cette explication ne satisfait pas Michiji Konuma, professeur de physique à l'université Keio, pour qui l'introduction de la notion de « *sécurité nationale* » entre en complète contradiction avec la clause d'utilisation pacifique du nucléaire. Selon lui :

« le nouveau texte comble un vide dans la Constitution japonaise, qui autorise le pays à se défendre avec des armes dont la nature n'est pas clairement définie »

Et désormais :

« les moyens militaires nucléaires peuvent être mobilisés pour défendre la sécurité nationale ».

Un tel changement ne peut que rassurer chacun en cette période de hautes tensions entre le Japon et ses voisins chinois et coréens, d'autant que, comme le rappelle un récent sondage du journal *Mainichi*, 56% des Japonais souhaiteraient modifier l'Article 9 de la Constitution, selon lequel le Japon renonce à la guerre comme mode de règlement des conflits internationaux et ne peut posséder de potentiel militaire. Ils étaient 48% à soutenir cette position en 2009.

Selon un haut fonctionnaire il s'agirait aussi de garantir une légitimité à l'existence du centre de stockage, de retraitement et d'extraction de plutonium et de fabrication de MOX de Rokkasho, situé au nord du Japon.

Cette chaîne de retraitement, construite en partenariat avec AREVA à partir de 1993, n'est jamais entrée en fonction et sa capacité de stockage de combustible usé arrive à saturation : 2 834 tonnes de combustible se trouvent actuellement dans les piscines de l'usine, soit 90% de la capacité disponible sur le site.

Dans l'éventualité d'un abandon du nucléaire civil, utiliser l'infrastructure de Rokkasho pour des objectifs militaires garantirait sa pérennité et éviterait de priver de sens l'existence de ce bijou de 20 milliards d'euros, dont le coût de démantèlement est estimé à 80 milliards d'euros supplémentaires. Le tout dans un contexte de demande en forte

chute à la fois du plutonium utilisé dans les surgénérateurs (celui de Monju a subi une succession d'accidents et n'a produit d'électricité que pendant une heure en 20 ans) et du MOX dans les réacteurs conventionnels.

Le Japon détient actuellement 157 tonnes de plutonium, dont 100 tonnes sur les sites de ses centrales. Les 60 tonnes restantes ont été acheminées dans les centres de retraitement, et 45 tonnes ont été séparées (35 tonnes sont stockées en France et au Royaume-Uni), de quoi fabriquer 5.000 têtes nucléaires.

Le vote de l'amendement à la Loi fondamentale sur l'énergie atomique constituerait-il une étape supplémentaire dans le processus de normalisation d'une nucléarisation militaire du Japon, de facto déjà existante ?

Une telle hypothèse est confortée par le fait que le traité de 1974, de coopération dans le domaine du nucléaire civil entre la Corée du Sud et les États-Unis, expirant en 2014, Séoul exerce de fortes pressions auprès de Washington pour que lui soit garanti, dans le cadre du prochain accord, le droit de retraiter les combustibles irradiés et d'enrichir l'uranium afin d'accumuler des réserves de plutonium et d'atteindre la même « *souveraineté nucléaire* » que son voisin.

Les défenseurs du retraitement en Corée arguent que la pénurie d'espace pour l'enfouissement des déchets radioactifs sera effective en 2016 : le parc de 23 réacteurs a jusqu'à présent, comme au Japon, généré plus de 11.000 tonnes de combustible usé, et devrait passer à 40 réacteurs d'ici 2030. Rappelons qu'en réalité le traitement chimique de séparation du plutonium, de l'uranium et d'autres « *déchets radioactifs de haute activité* », génère des volumes de déchets plus importants que le volume initial de combustible usé.

Ainsi, le cri du cœur du Premier ministre Takeo Fukuda, après l'embargo pétrolier des années 1970, pour qui « *le droit au retraitement est une question de vie ou de mort pour le Japon* », trouvera sous peu sa version coréenne.

Ce qui caractérise le nouveau contexte n'est donc pas la capacité technologique du Japon à construire une arme nucléaire dans une durée limitée, mais le fait que, s'appuyant sur l'opportunité d'une réforme de son autorité de régulation nucléaire, suite à l'accident de Fukushima, il se dote d'un cadre juridique approprié à la reconnaissance et à l'activation d'une telle capacité. La prochaine étape pourrait être une réforme de l'article 9

de la Constitution, le tout étant en cohérence avec le rôle politique que les Etats-Unis entendent de plus en plus faire jouer au Japon en Asie, notamment face à la Chine.

Quand bien même le développement du nucléaire militaire japonais ne resterait qu'à l'état de potentialité, il fournit un argument de taille au voisin coréen qui aspire lui aussi à la « *souveraineté nucléaire* », tout ceci résultant dans une escalade d'accumulation d'armes nucléaires.

Le plein usage de la capacité de retraitement du site de Rokkasho permettrait de produire annuellement une quantité de plutonium séparé de 8 tonnes, suffisante pour fabriquer 1.000 bombes atomiques.

En inscrivant la politique de l'énergie nucléaire du Japon dans le cadre de la « *sécurité nationale* », l'amendement du 20 juin 2012 à la Loi fondamentale sur l'énergie atomique ouvre grande la porte sur une telle perspective. Décidément, le désastre de Fukushima n'en finit pas de porter ses fruits.

Nadine et Thierry Ribault

Au Japon, un opposant aux déchets de Fukushima a été arrêté

Site Reporterre, 7 janvier 2013.

En décembre 2012, Masaki Shimoji a été arrêté par la police d'Osaka. Cet universitaire s'oppose à la dispersion de déchets radioactifs de la région de Fukushima vers d'autres régions du Japon

Le dimanche 9 décembre 2012, la police du département d'Osaka a arrêté Masaki Shimoji, professeur associé de finance publique à l'université Hannan.

Le 22 décembre, lors d'une conférence de presse, il sera dévoilé que ce sont des membres de la « *Police de sûreté* », héritière directe de la « *Police politique spéciale* », démantelée en 1945 par les forces d'occupation américaines, devenue



depuis une division de la protection des personnalités de la Police Métropolitaine de Tôkyô, qui ont mené l'arrestation de Masaki Shimoji, avec la coopération de représentants officiels de son université.

De fait, le 6 décembre 2012, trois jours avant l'arrestation, le président et le vice-président de l'université Hannan ont reçu la visite de deux détectives de la section 3 de la Police de sécurité (la section 3 se consacre officiellement à la protection des personnalités étrangères telles que les ambassadeurs et les chefs d'Etat) et d'un détective du commissariat de Matsubara. Il leur est alors notifié que l'arrestation aura lieu le 8 décembre et que le bureau du prévenu sera perquisitionné le 10 décembre.

Toutefois, un appel ultérieur de la police à la présidence informera cette dernière que l'arrestation sera décalée au 9 décembre, ce à quoi la présidence donnera son accord. Aucun mandat n'a été fourni, ni demandé par l'université, lors de la perquisition du bureau du professeur Shimoji.

Trois délits sont allégués à Masaki Shimoji : « *violation de la loi sur les services de chemin de fer* », « *obstruction vigoureuse au bon déroulement des affaires* » et « *violation de propriété* ». Les faits reprochés à Masaki Shimoji remontent au 17 octobre 2012, jour où il a participé à une manifestation d'opposition à la dissémination des débris radioactifs (et accessoirement chargés en amiante) du Tohoku, devant une des entrées de la gare d'Osaka, puis traversé la même gare pour rejoindre la mairie.



Intervention de Masaki Shimoji - désigné par la flèche rouge - dans la gare d'Osaka en octobre 2012

C'est cette traversée jugée intempestive qui lui vaut, apparemment, avec quatre autres personnes, d'avoir été arrêté deux mois après les faits, une semaine avant les élections du 16 décembre.

Selon l'association des « *Citoyens contre la dissémination des matériaux radioactifs* », une telle arrestation est « *illégal* », et Masaki Shimoji « *devrait être relâché immédiatement* », considérant qu'il s'agit d' « *une grossière tentative d'intimidation exercée sur les citoyens opposés à la dissémination nationale des matériaux radioactifs* ».

Cette association est en lutte contre le programme gouvernemental visant à « *partager la charge entre tous* », programme qui consiste à convaincre les gouvernements locaux d'accueillir au plus vite une part des débris afin de commencer les opérations d'incinération dès février 2013. Plusieurs villes, dont Osaka, ont déjà mené des tests d'incinération considérés comme « *sans problème pour la sécurité* » par les autorités bien que contestés par les résidents.

Selon le *Mainichi* du 18 septembre 2012, la ville de Kitakyushu dans le sud du pays, accueille depuis septembre 2012 des débris contaminés acheminés par bateau par l'entreprise Kajima dans le cadre d'un contrat de 2 milliards de yens (20 millions d'euros) depuis le Tohoku afin de les incinérer.

Un responsable de la mairie déclarait au même quotidien :

« Peut-être nous ne devrions pas le faire, mais c'est de la responsabilité du gouvernement de nous le dire dans le cas contraire. »

La municipalité a mobilisé une entreprise privée chargée d'effectuer un contrôle des rumeurs et des commentaires négatifs relatifs à son initiative. Il s'agit pour la municipalité de :

« s'assurer que des messages sans fondement ne génèrent pas de rumeurs dommageable aux activités du tourisme, de l'agriculture et de la pêche. »

Le 30 août 2012, lors d'une réunion publique à la mairie d'Osaka, où parapluies et bouteilles d'eau avaient été confisqués à l'entrée, le maire d'Osaka, ex-gouverneur du département d'Osaka, avocat et vedette de télévision, Tôru Hashimoto, connu notamment pour ses appels en faveur d'un Japon armé de la bombe atomique, avait rétorqué aux résidents qui désapprouvaient le plan d'incinération des débris du Tohoku (Osaka compte accueillir 36 000 tonnes de débris d'ici avril 2014) :

« La politique municipale n'est pas guidée par vos opinions. »

Outre son investissement auprès des familles de réfugiés du nucléaire – on compte environ 6 000 déplacés, forcés ou volontaires, originaires du département de Fukushima, et déclarés dans la mégapole de Kobe, Kyoto, Osaka –, Masaki Shimoji a pris activement part à la campagne

d'opposition aux différents projets des grandes agglomérations japonaises relatifs à la réception, l'incinération des débris contaminés en provenance du Nord du Japon, puis l'épandage des cendres issues de ces débris incinérés.

Depuis le centre détention où il a été placé, Masaki Shimoji a fait parvenir un [appel](#) daté du 12 décembre dans lequel on peut lire :

« Comme je l'ai inlassablement répété, la dissémination des débris dans tout le Japon ne sera d'aucun bénéfice pour quiconque. Les budgets dédiés à la reconstruction des zones dévastées seront canalisés vers l'incinération, freinant les avancées en matière de reconstruction. La radioactivité sera propagée, contraignant ceux qui vivent dans les zones affectées à endurer les conditions de la contamination, et les responsabilités de TEPCO seront ainsi diluées.

Nous paierons cela de notre vie, de celle de nos enfants et de celle des enfants à naître. Une telle politique irresponsable ne devrait pas être autorisée. Nous devons arrêter cela. Ceux d'entre vous qui ont étudié la question et combattu ensemble, n'abandonnez pas et continuez la lutte. Quant à ceux qui ignorent les enjeux de l'incinération des débris, qu'ils en prennent connaissance et nous donnent un coup de main. C'est une lutte pour sauver notre avenir. »

Les débris contaminés se retrouvent effectivement au centre d'une conception inédite de la solidarité. On connaissait la solidarité active, mais on ignorait tout, jusqu'à présent, de la solidarité radioactive, le ministère de l'Environnement ayant dans un premier temps, en août 2011, fait voter une loi, la première du genre dans l'archipel, autorisant les départements et les municipalités à demander au gouvernement de désigner certaines communes comme candidates à l'évacuation de décombres contaminés, puis dans un second temps, dès le 18 novembre 2011, convié des élus locaux à des « *voyages de découverte* » des mêmes décombres, afin de les convaincre d'en accepter une partie sur leur territoire.

Afin de parachever ce programme de dilution comme solution à la pollution, le Premier ministre Yoshihiko Noda a, dans un troisième temps, le 16 mars 2012, fait parvenir une lettre à trente-cinq départements et dix grandes agglomérations leur demandant d'accueillir une part des 4 millions de tonnes de déchets contaminés des départements d'Iwate et de Miyagi et de Fukushima.

Huit départements et huit grandes agglomérations urbaines (dont Tokyo et Osaka) avaient promptement répondu favorablement et proposé de recevoir près d'un million de tonnes de décombres contaminés. Il est

toutefois fort probable que sur l'ensemble des 27 millions de tonnes de débris à traiter, bien plus de 4 millions soient contaminées.

Le site d'enchères en ligne [Yahoo Japan](#), tout comme le magazine [Sotoko](#) et la chaîne de radio [J-WAVE](#), participent activement à cette campagne du ministère de l'Environnement en affichant sur sa page principale des slogans du type :

« Participez à la destruction des débris du désastre », « Travaillez comme bénévole ! » ou « Aidez les municipalités qui acceptent les débris du désastre ! ».

Le communiqué paru dans le journal *Asahi* du 17 août 2011 annonçant le vote de la loi sur la dissémination des débris radioactifs précisait utilement que :

« bien que spécifiquement conçue pour gérer les retombées de l'accident nucléaire de Fukushima, cette loi pourra aussi être appliquée lors de tout autre accident nucléaire qui pourrait survenir ».

Il est vrai que le seul principe de précaution que les autorités reconnaissent désormais comme pouvant être effectivement mis en œuvre, est celui qui consiste à garantir la protection de l'industrie nucléaire des effets négatifs, du point de vue de la perception du public il s'entend, que peuvent susciter les retombées de ses activités sur la bonne marche de ces dernières.

La radio-équité, consistant à disperser les radionucléides concentrés dans une partie d'un territoire en un nombre de lieux le plus grand possible dans le but d'en diminuer la concentration, est censée rendre soutenable la charge de radioactivité des uns, tout en en assurant le partage équitable avec les autres.

L'accès démocratique à la protection consiste donc désormais à accéder démocratiquement à la contamination dans le cadre d'un partage des nuisances, et à garantir par là même l'acceptabilité des conséquences néfastes du désastre nucléaire en soumettant chacun à l'adaptation à un milieu morbide.

Dans sa lettre du 12 décembre, Masaki Shimoji demande :

« aux enseignants de l'université, aux médecins et aux scientifiques, et à tous ceux considérés comme des spécialistes, d'écouter les citoyens et d'apprendre d'eux qui semblent sans instruction et émotifs et dont la parole demeure non-entendue et ignorée. [...] Restez du côté de ceux qui s'opposent et agissent de manière à faire connaître la vérité. [...] Soyez toujours du côté de ceux qui ont le moins de pouvoir et aidez les. Même s'ils commettent des

erreurs, usez de votre autorité quand il s'agit de faire face à ceux qui sont au pouvoir. Votre champ de spécialité n'a aucune importance ; ayez le courage de parler haut et fort. »

Dans [une seconde lettre](#) écrite en prison deux jours plus tard, Masaki Shimoji confie :

« L'heure est venue de faire face à l'autorité de la nation, et cela me rend nerveux. Je ne peux pas les combattre seul. »

Au tribunal, lors de l'audience du 18 décembre, il déclare :

« Les personnes qui se sont fermement opposées aux interférences abusives et aux actions injustes menées par la police d'Osaka ont été arrêtées l'une après l'autre. Il s'agit là d'une situation inhabituelle qui rappelle les pratiques de la « Police politique spéciale » d'avant la seconde guerre mondiale. Je voudrais rappeler que le tribunal a la lourde responsabilité soit d'inviter à, soit d'empêcher la répétition de l'âge des ténèbres de la justice. »

On a appris le 29 décembre 2012 que Masaki Shimoji avait été libéré par les autorités la veille. Un autre manifestant reste toutefois incarcéré au motif d'« *obstruction au bon déroulement des affaires* ».

Thierry Ribault

Fukushima : le CNRS tait la vérité et domestique les masses

Site *Rue 89*, 16 janvier 2013.

Le [CNRS](#) a rendu accessible le 7 janvier un [dossier scientifique multimédia](#) sur l'énergie nucléaire, destiné au « grand public ». Chercheur au CNRS en poste au Japon, où je travaille sur les modalités de la protection humaine dans le contexte du désastre de Fukushima, je tiens à me dissocier des propos tenus dans cette « animation », destinée à domestiquer les masses et taire la véritable situation à Fukushima.

Dans ce dossier « scientifique » aux desseins animés, les affirmations dénuées d'argumentation et prenant des allures d'évidences indiscutables sont légion. Ainsi, il y est certifié que :

« Le nucléaire est un investissement politique sur le très long terme, qui impose des décisions sur plusieurs décennies, difficiles à remettre en cause même après un accident nucléaire majeur comme celui de Fukushima. »

On apprend également que :

« Le rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur la catastrophe de Tchernobyl, paru en 2005 sous l'égide des Nations unies, a évalué le nombre de décès de victimes immédiates de l'accident à moins de 50, et à 2 200 celui de l'excès de décès entraîné par l'exposition à la radioactivité des 200 000 "liquidateurs" les plus exposés. »

Rappelons que ces estimations ont été contestées par l'[Union of Concerned Scientists](#) (qui annonce 25 000 morts), ou par l'[Académie des sciences de New York](#) (qui en annonce entre 211 000 et 245 000, 15 ans après la catastrophe).

En Ukraine, un [rapport](#) gouvernemental de 2011 rend compte de 2 254 471 personnes affectées par le désastre de Tchernobyl, dont 498 409 enfants. Entre 1992 et 2009, chez les enfants ukrainiens, les maladies endocriniennes ont été multipliées par 11,6, les pathologies de l'appareil locomoteur par 5,3, les maladies du système gastro-intestinal par 5, les maladies cardiovasculaires par 3,7 et les troubles du système urogénital par 3,6.

La proportion d'enfants présentant des maladies chroniques est passée de 21% à 78%, et sur les 13 136 enfants nés des « liquidateurs » de Tchernobyl de 1986-1987, 10% présentaient des malformations congénitales à la naissance.

Les Nations unies constituant par ailleurs manifestement l'unique source accréditée par les contrôleurs scientifiques du CNRS, pourquoi ces derniers ne se réfèrent-ils pas au [rapport](#) radionégationniste de 2011 de l'United Nations Scientific Committee on the Effects of Atomic Radiation (UNSCEAR) ?

Ce dernier fait état de 62 morts – 15 morts du cancer de la thyroïde et 47 morts parmi les secours d'urgence – en tout et pour tout en lien avec l'irradiation due à la catastrophe de Tchernobyl.

Faire état de quelques nuisances radio-induites supplémentaires ne peut, il est vrai, que servir la déplorable parodie de « neutralité scientifique » à laquelle ils s'adonnent, en concubinage avec leurs « partenaires » (CEA [Commissariat à l'énergie atomique], ANDRA [Agence

nationale pour la gestion des déchets radioactifs], IRSN [Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire], EDF, AREVA).

A Fukushima, selon le même dossier, « une zone rouge de 20 km a été délimitée, dans laquelle le gouvernement travaille à la dépollution : nul ne sait quand les quelque 110 000 habitants seront autorisés à rentrer », sans que soit fait mention des vastes zones inhabitables situées à 40 km de la centrale et bien au-delà, et sans que soit rappelé que le critère de définition de la zone de migration obligatoire a été fixé à une dose de 20 millisieverts par an, soit quatre fois plus qu'à Tchernobyl et vingt fois la norme internationale d'inacceptabilité.

La fameuse « non-imposition des valeurs », à laquelle faisait référence Max Weber dans sa conférence de 1917, « La science, profession et vocation » (si chère à certains chercheurs du CNRS qui, récemment réunis en [colloque](#), l'y revendiquaient encore), ne s'est, de fait, pas imposée dans l'élaboration de ce dossier sur le nucléaire, destiné plutôt, comme dirait Weber lui-même, à « domestiquer les masses ».

Ce que le dossier du CNRS se devait d'établir concernant le désastre de Fukushima, et que ses exécutants académiques ont choisi de ne pas dire, je souhaite le dire aujourd'hui après bientôt deux ans de travail sur place.

Le désastre de Fukushima, c'est une diffusion de césium 137 dans l'atmosphère 500 fois plus importante qu'à Hiroshima, d'après le physicien artisan du nucléaire japonais Anzai Ikuro. C'est aussi, selon le Norwegian Institute of Air Research, la plus grande émission de gaz rare xénon 133 connue en dehors des essais nucléaires : plus de deux fois les émissions de ce gaz à Tchernobyl. C'est aujourd'hui, selon TEPCO, une activité de 10 millions de becquerels en provenance de la source Fukushima Daiichi relâchés à chaque heure.

C'est un tiers du département de Fukushima contaminé à un taux supérieur à 37 000 becquerels par mètre carré (pour le seul césium 137), et au moins treize départements contaminés, le tout représentant 8 à 10% du territoire japonais.

C'est 1 532 barres de combustible de 300 kg et de 4 mètres de long chacune, stockées dans la piscine du réacteur n°4, au cinquième étage d'un bâtiment qui menace, à la première secousse, de s'effondrer, suscitant ce commentaire laconique du [Pr. Hiroaki Koide](#), spécialiste des réacteurs à l'université de Kyoto : « Ce serait la fin ».

Le 4 janvier 2013, le Pr. Koide reconnaît dans un entretien qu'il nous a accordé que :

« Il existe une marge de manœuvre, car selon TEPCO, si la piscine du 4^{ème} réacteur s'effondrait, ou même si toute l'eau de refroidissement s'échappait, tant que la disposition des barres n'est pas modifiée, la température peut monter jusqu'à 170°C ».

Le désastre de Fukushima, c'est 24 000 employés ayant travaillé sur les lieux depuis mars 2011, dont seulement 3,7% peuvent bénéficier d'un examen de détection de cancer proposé par les autorités et TEPCO. C'est, sur les deux millions d'habitants du département, seulement 100 000 réfugiés du nucléaire ayant migré à l'intérieur du département et 63 000 autres l'ayant quitté.

C'est seulement 10% des enfants du département déplacés en dehors de celui-ci. C'est un tiers des 300 000 habitants de la ville de Fukushima affirmant vouloir partir sans pouvoir le faire. Ce sont les aides au retour mises en place par le gouvernement, pour inciter les réfugiés à revenir dans des zones pourtant identifiées comme contaminées, et c'est depuis décembre 2012 la suppression de la gratuité des logements publics pour les nouveaux réfugiés hors du département.

Le désastre de Fukushima, c'est la mise en place de la plus grande enquête sanitaire sur les effets des radiations jamais conçue, qui permettra de collecter, d'ici 2014 et sur trente ans, les données relatives aux habitants du département, dont 360 000 enfants, les objectifs de l'équipe en charge étant de « calmer l'inquiétude de la population » et d'« établir un record scientifique ».

Sur les 80 000 enfants examinés pour la thyroïde, 39% présentent des nodules de moins de 20 mm et des kystes de moins de 5 mm d'épaisseur. Un premier cas de cancer de la thyroïde a été officiellement déclaré chez un enfant de moins de 18 ans le mardi 11 septembre 2012.

Le désastre de Fukushima, c'est cet habitant de la ville de Fukushima qui nous déclare lors d'un entretien, en novembre 2012, que le ghetto de Varsovie et les zones contaminées de Fukushima, c'est une seule et même chose :

« Les gens de l'extérieur savent que s'y trouve l'antichambre des camps de la mort, regardent ailleurs et continuent de certifier que le nucléaire, c'est incontournable. »

Voilà la « protection » mise en œuvre à Fukushima, qui ne suscite que silence dans le dossier nucléaire du CNRS. « L'ignorance c'est la force », disait Orwell. Dans cette situation d'effondrement de la conscience humaine, de grande inversion où le désastre est nié dans ses conséquences négatives, pour être transmué en opportunité d'affaires

dans un milieu morbide auquel chacun est sommé de se soumettre, la prise de position en faveur de la vie est devenue un programme révolutionnaire.

Raccourcir la période de nocivité des managers de l'organisation des apparences, mettre en cause l'ensemble des intérêts qui gouvernent la dégradation du tout, tromper les trompeurs, renverser les inverseurs, évacuer les évacuateurs : voilà ce que, à mes yeux, doit « chercher » à faire un chercheur au CNRS.

Non pas se contenter d'un engagement, piètre variante de la mise au service du nucléaire attestée ici par la mobilisation des scientifiques de caserne, mais, face aux actes déraisonnés des producteurs d'ignorance et à la déshumanisation qu'ils promeuvent, faire preuve d'un véritable enragement.

Thierry Ribault

Un accident nucléaire en France : mais combien coûte une vie humaine pour l'IRSN ?

Site Rue 89, 22 février 2013.

L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) [a rendu publiques](#) ses estimations du coût d'un accident nucléaire en France, mais l'étude étant introuvable et les hypothèses, non diffusées, l'ensemble repose sur un socle d'histoires toutes plus discutables les unes que les autres.

Patrick Momal, économiste à l'IRSN, auteur de cette étude fantôme, a expliqué lui-même ([PDF](#)) qu'« il est de première importance d'accompagner le chiffre d'un story-telling » car, à ses yeux, « l'analyste doit, après son travail technique, s'efforcer de “vendre” ses résultats ».

[L'IRSN estime](#) qu'un « accident majeur pourrait coûter plus de 400 milliards d'euros, soit plus de 20% du PIB français annuel ». Les sommes seraient à peu près réparties de la manière suivante (en plus des 2% liés aux dommages du site lui-même) :

- 39% pour la dégradation d'« image » (impact sur le tourisme et sur les exportations agricoles) ;
- 26% pour la gestion des zones d'évacuation (déplacement des populations) ;
- 21% dus à une réduction de dix ans de vie du parc de réacteurs et au passage à d'autres énergies ;
- 13% pour les coûts des mesures d'urgence, les « coûts psychologiques » et des pertes agricoles, et les « coûts de santé radiologiques » des populations (cancers notamment), portion congrue dont on ne trouve nulle trace précise dans le « story-telling » de l'IRSN.

C'est, précisément, afin d'expliquer ce coût et « vendre ses résultats » que l'IRSN bâtit quelques petites histoires étranges.

L'IRSN [nous raconte](#) que le coût de l'accident de Fukushima serait de « 200 milliards d'euros ».

Or, les estimations du Japan Center for Economic Research ([PDF](#)) contredisent cette histoire : dédommagements aux secteurs de l'agriculture et de la pêche, et démantèlement de Fukushima Daiichi inclus, le bilan se situerait entre 400 et 500 milliards d'euros.

Dresser un scénario d'« accident majeur » très grave ; affirmer qu'en France un accident pourrait prendre une ampleur telle, qu'il en deviendrait « inacceptable », plongeant le pays dans une « situation sans espoir » (alors que les Japonais sont bel et bien en train d'« accepter » un accident de la gravité de celle simulée par l'IRSN pour la France) ; relativiser le [surcoût de 10 milliards](#) lié à la « sûreté » des centrales françaises existantes, en attendant la Rolls des réacteurs sans nuisances, l'[EPR](#) : voilà ce que cette première histoire permet à l'IRSN.

Patrick Momal nous avait prévenus ([PDF](#)) dans une note récente :

« La probabilité de fusion du cœur est censée être divisée par 10 sur l'EPR ; les probabilités de rejets importants sont supposées éliminées en pratique.

Il en résulte que le coût du risque devrait être divisé par 10 à 40 par rapport aux réacteurs anciens. Par conséquent, la meilleure façon de réduire le risque après Fukushima pourrait être de remplacer les réacteurs anciens par des nouveaux. »

L'IRSN nous raconte encore qu'en cas d'accident majeur, l'un des principaux coûts est lié à l'impact sur le système de production d'électricité. Patrick Momal, estime que :

« L'expérience a montré que les accidents nucléaires peuvent avoir un effet important sur la production d'électricité sur plus de 30 ans [...]. Il faut en tenir compte. »

Des propos totalement contredits dans une étude ([PDF](#)) que viennent de publier des chercheurs du prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT) : la croissance du parc nucléaire, avant la catastrophe de Fukushima, était, en réalité, bien plus modeste que ce que laissaient penser les prévisions.

Après la catastrophe, les prévisions n'ont pratiquement pas affecté les plans de construction de nouvelles unités dans les pays où des programmes étaient déjà planifiés.

Envisager en outre, comme le fait l'IRSN, un doublement du coût de l'électricité, suite à un accident grave, ne correspond pas à la réalité : au Japon, après Fukushima, on évalue que, si l'on poursuit le nucléaire, une hausse de 20% à 30% du prix de l'électricité aura lieu, et que « sortir » du nucléaire d'ici 2050, ne coûterait pas plus cher ([PDF](#)) qu'un redémarrage des centrales.

Cela permet à l'IRSN de laisser penser qu'une perturbation du système de production de l'électricité aurait, en conséquence, un coût bien plus important que celui des effets sanitaires directs. Patrick Momal, qui ne manque pas de cynisme, écrit :

« L'aversion pour le cancer joue un rôle tout à fait essentiel dans l'ampleur du coût. Si l'on parvenait à guérir le cancer, le coût du risque nucléaire devrait baisser sensiblement [...] : les coûts sanitaires directs baisseraient évidemment, mais surtout, les effets indirects (effets d'image, effets sur les systèmes de production d'électricité), qui sont très lourds, baisseraient également. »

Voilà la ligne : investir dans les progrès de la médecine pour soigner les cancers radio-induits plutôt que de réduire les risques du nucléaire.

Au final, on se demande ce qui préoccupe le plus l'IRSN : produire de l'« expertise publique », ou concevoir de la publicité experte dont le but serait de masquer la zone d'ombre entre les histoires ?

On peut s'étonner qu'en 2013, l'IRSN évalue les « coûts de santé radiologiques » liés à un accident nucléaire majeur probablement (les données précises sont indisponibles) à moins de 40 milliards d'euros

(moins de 10% du coût total) alors qu'en 1995, le Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire (CEPN), [évaluait](#) les conséquences financières d'un accident grave à 83 milliards d'euros et que 65% y provenaient des coûts de santé (soit 54 milliards, pour notamment 14 537 cas de cancers mortels).

Le nombre de morts et de malades prévu a-t-il diminué drastiquement, ou bien la « valeur statistique de la vie » a-t-elle baissé ? En 1995, le CEPN estimait le coût d'un mort du cancer à 2,6 millions d'euros, et le coût d'une personne atteinte d'un cancer curable à 250 000 euros.

Sur cette base, chacun prendra alors la mesure de l'écart qui sépare cette « valeur statistique de la vie », de la valeur réelle de la vie : que ce soit celle de chacune des [2 303](#) personnes mortes suite aux évacuations après l'avarie de niveau 7 de Fukushima, ou celle de chacun des [10 enfants](#), 3 garçons et 7 filles d'âge moyen de 15 ans, dont trois d'entre eux ont déjà été opérés d'un cancer de la thyroïde, les sept autres ayant une probabilité de l'être de 80%.

Centrer le « débat public » sur le coût de l'accident, afin de dessaisir la population des arbitrages opérés en amont par les simulateurs, et faire porter la discussion uniquement sur la gestion des conséquences fatales de ces arbitrages, voilà qui permet à l'IRSN de laisser dans l'ombre la seule question qui ait de l'importance aujourd'hui : non pas : « combien coûte un accident nucléaire ? » ; mais plutôt : « combien vaut une vie humaine ? »... si toutefois cette dernière vaut encore quelque chose dans les modèles des administrateurs du désastre.

Thierry Ribault

Fukushima :

« Notre vie, désormais, c'est de creuser notre tombe »

Site Rue 89, 22 mai 2013.

Les autorités vont rouvrir discrètement la zone interdite entourant la centrale nucléaire. Les réfugiés pourront retrouver leur domicile, à leurs risques et périls.



Madame Kowata devant son logement provisoire
à Aizu Wakamatsu (Photo : Thierry Ribault)

Au lendemain de l'accident de Fukushima, le 12 mars 2011, les 11 500 habitants d'[Okuma](#) sont évacués. Comme les 65 000 habitants des huit autres communes situées à moins de vingt kilomètres de la centrale.

Accueillis en premier lieu dans des gymnases et des abris de fortune – ces réfugiés ayant été, pour nombre d'entre eux, contaminés –, ils sont ensuite relogés dans des lotissements publics de logements dits « provisoires ».

Et puis le provisoire est devenu permanent. Aujourd'hui, après leur avoir versé une indemnité forfaitaire, les autorités départementales exigent des réfugiés qu'ils remboursent les sommes versées, afin de les

redistribuer sous forme d'allocations mensuelles pour une période non définie.

Et parce qu'il faut bien susciter la reprise économique de la région, les autorités ont aussi décidé de rouvrir intégralement la zone de vingt kilomètres évacuée après l'accident.

Selon le nouveau découpage, en place dès le 28 mai, il n'y aura donc plus :

- la **zone interdite** : celle qui regroupe les villages situés à moins de dix kilomètres de la centrale où on ne se rend que de temps en temps avec combinaisons et masques ;
- et le reste de la **zone évacuée**.

Mais plutôt :

- la « **zone de retour indéterminé** » dans laquelle les allers-retours en journée sont autorisés sur des durées courtes et contrôlées, sans date prévue d'accès libre. La contamination y est supérieure à 50 millisieverts par an et il n'y a aucun espoir d'ici cinq ans de retrouver le seuil de radioactivité de 20 millisieverts par an – seuil autorisant le « retour à la vie normale » et malgré tout vingt fois supérieur au seuil d'inadmissibilité recommandé par la CIPR (Commission internationale de protection radiologique) ;
- et la « **zone de préparation à l'annulation de la directive d'évacuation** » où un « retour à la normale dans les deux ans est prévu ». Les réfugiés pourront y vaquer à leurs activités professionnelles et y effectuer librement des allers-retours. Puis, lorsque le taux de radioactivité situé entre 20 et 50 millisieverts par an sera ramené à moins de 20 millisieverts par an, y résider sans contrainte.

A priori, peu de différence entre l'ancien et le nouveau découpage du territoire. A ceci près que dans le nouveau, la zone interdite et dangereuse est beaucoup plus petite que dans l'ancien. Une façon comme une autre de donner un sentiment d'apaisement et de liberté de mouvement retrouvée, tout en repeuplant les alentours de la centrale de Fukushima Daïchi, employeur prometteur.

Quand les autorités ont annoncé à monsieur et madame Kowata et aux autres réfugiés d'Okuma qu'ils pourraient bientôt aller et venir comme avant, ils se sont tournés vers la justice.

Ils ont intenté un procès au maire d'Okuma, située à cinq kilomètres de la centrale : inhabitable au vu des taux de contamination constatés, leur quartier, comme la ville, doit faire partie de la « zone de retour indéterminé », et pas de celle où chacun peut vaquer à ses occupations comme si de rien n'était.

Le petit groupe de réfugiés a eu gain de cause, et faute d'autre chose, vit toujours dans un des lotissements « provisoires ». Il se situe à Aizu Wakamatsu, à une centaine de kilomètres de la centrale nucléaire.

En compagnie d'autres personnes, âgées pour la plupart de plus de 70 ans, ils évoquent leurs conditions de vie.

« Cela fait deux ans que nous vivons ici. Chaque jour, nous nous demandons comment nous allons faire. Nous avons des projets pour nous en sortir, mais rien n'a pu aboutir. »



Une artère du lotissement provisoire d'Aizu Wakamatsu (Photo : Thierry Ribault)

« Nous ne pouvons pas reconstruire. Il faudrait que nos enfants nous accueillent chez eux. Tout ceci est difficile à vivre.

Ceux d'entre nous qui pouvaient encore travailler n'ont plus de travail. Avant, nous cultivions nos propres légumes. Nous cultivions nos champs et nous mangions notre riz. Désormais, nous devons tout acheter. Notre vie est devenue beaucoup plus onéreuse. Si le problème de l'indemnisation n'est pas réglé rapidement, comment allons-nous nous sortir de cette situation ?

Sans argent, comment faire avec les jeunes enfants, pour ceux qui en ont ? Avec 100 000 yens [750 euros] par mois et par personne nous

arrivons tout juste à manger. Pourtant on nous insulte parce que nous percevons ces 100 000 yens, alors qu'avec cette somme il nous faut payer l'électricité, l'eau et le reste. Nous n'y arrivons pas.

Nous sommes des " victimes ", perçues en tant que " réfugiés " et, par conséquent, rejetés. Afin de ne pas subir de discriminations, nous sommes obligés de faire changer les numéros sur les plaques d'immatriculation de nos véhicules. »

« Quand nous revenons chez nous, à Okuma, nous retrouvons une réalité qui nous semble de plus en plus éloignée de nous. Bien que ce soit notre maison, nous avons l'impression de rentrer chez quelqu'un d'autre.

Les voleurs pénètrent dans les maisons. A l'intérieur, ils mangent, sortent les futons et dorment. Ils sont chez eux. Ils renversent les autels des défunts. Sans doute cherchent-ils de l'argent. On retrouve leurs traces de pas au sol. »



Monsieur et madame Kowata, nettoient leur maison à Okuma, avec masques et combinaisons
(Photo : Thierry Ribault)

« L'autre jour, un groupe de quatre ou cinq personnes vidaient l'essence des véhicules. Ils cassent les voitures et tout ce qu'il y a dedans. Ils volent les télévisions. C'est insensé de penser que nous avons fui et que, derrière nous, les voleurs sont entrés pour tout prendre !

Nos maisons sont envahies par les mauvaises herbes. Les rats et les souris courent partout. Les civettes dévorent tout. Il y a des sangliers. Les hirondelles, les moineaux et les corbeaux ont disparu, parce que les poubelles des habitants ne les nourrissent plus. Les saumons, dans les rivières, ont le ventre en l'air. »

« Si l'administration n'avance pas plus rapidement dans la reconstruction de logements, nous ne pourrons jamais sortir de là où nous sommes. C'est comme avec la décontamination.

Le département devrait nous demander ce que nous souhaitons, sinon ils feront n'importe quoi. Ils veulent nous confiner dans des logements collectifs de cinq étages ! »



Scène de vie dans un lotissement de logements « provisoires » (Photo : Thierry Ribault)

« C'était le même problème après le tremblement de terre de Kobe. Les gens ont été relogés dans des cages à lapins de cinq ou six étages. Ils se sont sentis tellement seuls que beaucoup en sont morts. Nous sommes allés visiter des logements publics dans lesquels il est interdit d'avoir des animaux domestiques. Au moins dans les logements provisoires, nous pouvons avoir des chiens et des chats. Nous ne pouvons pas ne pas les emmener !

J'ai laissé, pour ma part, nos deux chiens chez nous, à Okuma. L'un d'entre eux est mort. Il ne restait plus que sa tête. Lorsque j'y suis retournée récemment, j'ai emmené mon chien qui était encore en vie pour une promenade, et soudain, il s'est arrêté et a poussé un long soupir. J'ai songé que, depuis que je suis née, c'était la première fois que j'entendais un chien soupirer.

Les chiens savent. Ce sont eux qui savent le plus. Quand on en est réduit à les abandonner, c'est un comble. Le mien, quand je le mets dans la voiture, il est heureux. Il est jeune, mais il est malade. Il perd du sang. Le vétérinaire nous a dit qu'il avait été très contaminé. »

« Nous nous sommes réunis pour demander aux autorités de pouvoir accéder à la zone interdite, car nous voulions pouvoir entretenir et nettoyer nos maisons. Mais, en réalité, nous ne pouvons pas rentrer chez nous. La radioactivité est tellement élevée que personne ne peut y vivre. »



Mme Kowata (Photo : Thierry Ribault)

« Là où j'habite, elle s'est fortement accrue en deux ans. Autour des fenêtres, en quelques mois, le taux est passé de 100 à 200 microsieverts par heure, pour atteindre 300 microsieverts en mars dernier. Devant la maison, le taux a chuté à 7 microsieverts et, derrière, il est remonté à 20 microsieverts. Quant à la montagne, elle est toujours très contaminée.

Notre génération ne retournera pas à Okuma. Nos petits-enfants, qui ont été dispersés, ne se souviennent de rien : ils ont oublié leur maison.

Quand les responsables prendront-ils enfin des décisions utiles ? Sans compter qu'ils vont relâcher les eaux contaminées dans les sous-sols. Nous ne pouvons pas retourner dans un endroit pareil, c'est impossible. On nous dit que l'on pourra rentrer, mais même dans 50 ans, personne ne le pourra.

C'est bien pire qu'à Tchernobyl. Et si on nous laissait là, sans jamais nous apporter de solution ? Comment allons-nous finir ? Notre vie, désormais, c'est de creuser notre tombe. »

Thierry Ribault
Cécile Asanuma Brice est chercheur associée
à la Maison franco-japonaise de Tokyo.

Fukushima : le Japon rejette un rapport accablant de l'ONU

Site *Rue 89*, 2 juin 2013.

Le 27 mai, Anand Grover, rapporteur spécial du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies, présentait à Genève les résultats de sa mission de novembre dernier à Fukushima. Une fois n'est pas coutume, les Nations unies ont fait leur travail : protéger. Ou, tout au moins, émettre la ferme intention de le faire. Voici les principales conclusions de ce [rapport](#) [PDF] accablant pour le gouvernement japonais.

Anand Grover prend acte de l'ampleur de la catastrophe : la quantité de césium relâchée suite à l'accident nucléaire de Fukushima est de l'ordre de 168 fois celle relâchée lors du bombardement atomique d'Hiroshima. Sans parler du tellure, du lanthane, de l'argent et du baryum.

Le rapporteur prend également acte du fait que l'on ne peut plus appliquer à Fukushima les mêmes méthodes de maquillage de la réalité mobilisées après Tchernobyl, notamment en ce qui concerne les effets sanitaires désormais identifiés (aberrations chromosomiques, hausse de la morbidité infantile, hausse du nombre de leucémies).

Selon Anand Grover, on ne peut plus considérer comme négligeables les travaux scientifiques démontrant le lien entre une exposition durable aux faibles doses et le développement de cancers.

Le rapport critique l'absence de distribution effective à la population de tablettes d'iode. Et remet en question le système de protection sanitaire des travailleurs : l'accès aux examens médicaux n'est pas systématique (contrairement à ce que la loi prévoit) et les résultats ne sont pas transmis aux autorités ; la main-d'œuvre embauchée par les sous-traitants, majoritaire, n'accède pas à de tels examens.

Concernant les zones, Anand Grover rappelle qu'à Tchernobyl en 1991, le seuil d'inacceptabilité a été fixé à 1 mSv (millisievert) par an pour pouvoir retourner vivre et travailler dans les zones contaminées. A Fukushima ce seuil est de 20 mSv par an, sans compter qu'entre 20 et 50 mSv, la population peut accéder librement aux zones contaminées en période diurne.

Le rapporteur critique le recours à l'analyse « coûts-bénéfices » par les autorités japonaises car une telle analyse ne respecte pas le droit de chaque individu à la santé. Selon le rapporteur, l'intérêt collectif ne peut dominer le droit individuel, notamment le droit à la santé. Aussi demande-t-il au gouvernement japonais de ramener son seuil d'autorisation au retour, et son seuil d'indemnisation et de droit à la protection sanitaire gratuite, à 1 mSv par an.

Dans le domaine éducatif, Anand Grover demande au gouvernement de cesser d'affirmer aux enfants japonais dans leurs manuels scolaires qu'en dessous de 100 mSv par an, les radiations sont inoffensives pour la santé.

Au sujet de la décontamination, le rapport regrette qu'aucun calendrier ne soit fixé au delà de 2013, ayant pour perspective un retour à des niveaux inférieurs à 1mSv.



Des sacs de déchets contenant de la terre contaminée posés sur les bords de route sans aucune signalétique particulière, à 10 km de la centrale, en novembre 2012 (Photo : Thierry Ribault)

Par ailleurs, nettoyer les cours d'école ne suffit pas : il faut décontaminer de manière beaucoup plus large notamment en se préoccupant des « points chauds », qui peuvent exister dans des zones en dessous de 20 mSv où les populations sont désormais appelées à vivre. Enfin, il critique le fait d'impliquer la population, non équipée et non informée, dans la décontamination.

Le rapporteur critique aussi le financement par l'Etat (c'est-à-dire par les contribuables) des dommages dus à Tepco (110 milliards d'euros annoncés fin 2012).

Le gouvernement japonais a fait savoir, dans un [contre-rapport](#) [PDF] rendu public le 27 mai à Genève, lors de la même conférence, son entière désapprobation des conclusions du rapport Grover.

Les « bases scientifiques » du rapport Grover, seraient, selon les autorités japonaises, inexistantes. Il faut ici entendre par « bases scientifiques » celles des experts de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), de l'[UNSCEAR](#) (Comité scientifique de l'ONU sur les conséquences des émissions radioactives), de la [CIPR](#) (Commission internationale de protection radiologique) et de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). Hors de ces « bases », à leurs yeux, nulle vérité ne peut être établie.

L'UNSCEAR, cette agence de l'ONU en charge de l'estimation des conséquences sanitaires de la catastrophe de Fukushima, conclut à moins de 50 morts immédiates dues aux radiations et moins de 15 morts liées au cancer de la thyroïde à Tchernobyl, et [prévoit](#) d'ores et déjà « zéro mort », à court comme à long terme, à Fukushima.

Les appels d'Anand Grover à une meilleure protection sanitaire des populations sont considérés par le gouvernement japonais comme totalement déplacés et superflus dans la mesure où rien ne prouve « scientifiquement » que les populations concernées ont un réel besoin de protection allant au-delà de celle qui leur est déjà fournie :

« Le gouvernement continuera de travailler à des mesures permettant d'apporter le soutien nécessaire aux personnes qui en ont véritablement besoin. »

Ainsi, lorsque le rapporteur Grover recommande de « ne pas limiter les contrôles sanitaires des enfants au seul examen de la thyroïde et de les étendre à l'ensemble des effets sanitaires potentiels, notamment à travers des examens urinaires et de sang », la réponse du gouvernement japonais, qui exige que ces lignes soient effacées, est la suivante :

« Le jugement d'intervention doit être fondé scientifiquement et éthiquement. Pourquoi les examens de sang et d'urine sont-ils requis ? Sur la base de la possibilité de quel type de troubles sont-ils justifiés ? L'idée est inacceptable parce que nous ne devons en aucun cas accabler les riverains en les contraignant à subir des examens médicaux injustifiés. [...] Les examens de dépistage [...] ne doivent pas être imposés aux habitants locaux car ils constituent un fardeau inutile. »

A la demande du rapporteur spécial d'appliquer « la loi pour la protection des victimes de l'accident nucléaire votée en juin 2012, et de fournir les fonds nécessaires au relogement, à l'habitat, à l'emploi, à

l'éducation et aux autres besoins fondamentaux de ceux qui ont choisi d'évacuer, de rester ou de retourner dans n'importe quelle zone où le niveau de radiation dépasse 1 mSv par an », le gouvernement japonais répond :

« Les phrases citées ci-dessus doit être effacées car elles sont fondées sur des préjugés. Comme nous l'avons déjà noté, il y a une controverse internationale sur le niveau de radiation qui affecte la santé et cette question est encore à l'étude. »

Concernant les déchets liés à la décontamination, les autorités japonaises n'hésitent pas à mentir ouvertement :

« Lorsque la terre enlevée est stockée, des mesures visant à prévenir l'impact sur la santé humaine, telles que la mise en place de films écrans protecteurs, sont prises. Aussi, la description faite par le rapport Grover, selon lequel "les déchets constituent un risque sanitaire pour les habitants", n'est pas fondée. »

Fidèle à lui-même, le gouvernement japonais corrige l'histoire. Il sera sans doute aidé par le président de la République française, les sept ministres, les parlementaires et la délégation industrielle, en visite d'Etat au Japon du 6 au 8 juin. La livraison des dix tonnes de MOX qui ont quitté La Hague, le 17 avril dernier, l'aidera aussi.

Thierry Ribault

Nucléaire au CNRS : Attention, académiciens de garde !

Site Reporterre, 25 juin 2013.

*Au CNRS, on est « idéologue » quand on critique le nucléaire,
mais rationnel quand on le promeut...*

Le président du CNRS, Alain Fuchs, a confié en mars dernier une « mission sciences citoyennes » à Marc Lipinski, directeur de recherche au CNRS, conseiller régional EE-LV. Convaincu que « la recherche peut à la fois rester libre et répondre à la demande sociale », M. Lipinski [proposera](#) au CNRS :

« des dispositifs pour favoriser le dialogue et le rapprochement entre la recherche et les citoyens, essentiellement représentés et organisés dans des associations. »

L'annonce de cette mission ayant fait l'objet d'attaques virulentes, notamment de la part de plusieurs membres de l'Académie des sciences, il me revient, en tant que chercheur au CNRS, d'éclairer publiquement la mauvaise foi de ses détracteurs, dont l'objectif n'est autre que d'exercer sur cet organisme des pressions politiques, notamment dans le domaine du nucléaire.

Dans une tribune publiée par [l'Union rationaliste](#), Edouard Brézin, de l'Académie des sciences, parle de « *manœuvre politicienne* » et affirme que :

« la création d'une mission Sciences "citoyennes" auprès du Président du CNRS et le fait qu'elle soit confiée à un chercheur, Marc Lipinski, qui est simultanément un homme politique exerçant des responsabilités au nom d'un parti, EE-LV, est une faute et un danger. »

E. Brézin dénonce :

« un contournement de la démocratie en substituant aux institutions démocratiques régulièrement élues des associations dont la représentativité est discutable, animées d'a priori idéologiques ».

Il redoute encore de « *faire dépendre la science "acceptable" de critères externes* » alors que, faisant allusion à la période stalinienne :

« nous savons bien aujourd'hui à quoi ont conduit les anathèmes contre la science bourgeoise ou la prosternation devant la science prolétarienne. »

Inquiet, le rationaliste conclut :

« Nous sommes donc bien devant une démarche proprement politique issue de militants qui, comme les tristes exemples du passé, sous couvert de préoccupations citoyennes ou sociales que certes nous partageons tous, entendent mettre la science au pas de leurs conceptions. »

Pourtant, en janvier 2012, E. Brézin, ancien collaborateur du CEA, puis d'EDF, après avoir présidé le Conseil d'administration du CNRS, signait dans [Libération](#), aux côtés de deux autres académiciens, Sébastien Balibar, physicien au CNRS, et Yves Bréchet, nommé haut-commissaire à l'énergie atomique en septembre 2012, une contribution qui avait tout du modèle de la mise au pas militante tant redoutée.

Visiblement engagés, les scientifiques déclaraient au sujet de la catastrophe de Fukushima :

« même dans le long terme, le nombre de cancers induits par l'exposition aux radiations devrait rester très limité. »

Et les cartomanciens appointés de conclure :

« L'abandon du nucléaire [...] conduirait à la certitude d'un échec que les générations à venir ne nous pardonneront pas. »

Un tel activisme académique forcené ne surprend guère lorsque l'on sait que, cinq jours avant la première explosion du réacteur n°1 de Fukushima Daiichi, S. Balibar avait déjà fait la preuve, [sur les ondes](#), de l'ampleur de ses capacités d'anticipation :

« Dire que la fission est sale et dangereuse est une rumeur qui comme beaucoup de rumeur est fausse [...] Depuis l'époque de Tchernobyl la technologie des réacteurs à fission a très bien évolué, et en particulier ça n'explode pas et ça ne s'emballe pas non plus [...] Le nucléaire de fission est à la fois durable et propre. »

De son côté, Yves Bréchet, troisième tête de ce Cerbère académique, nous avait déjà gratifié d'un [discours](#) âprement critique à l'encontre de « la CRIIRAD, la CRIIGEN, la CRIIREM [...] autant d'expertises "parallèles" qui ont prospéré sur la perte de confiance dans les expertises officielles. »

Par contre, il ne tarit pas d'éloges pour « [GreenFacts](#) » et « [Sauvons le Climat](#) », structures modèles associant, selon lui « *compétence scientifique et indépendance* ».

Y. Bréchet omet toutefois de préciser que « *GreenFacts* » est financée par Carrefour, Suez et le groupe belge de chimie Solvay, modèles d'indépendance, tandis que « *Sauvons le Climat* », financée par EdF et présidée par Claude Jeandron, directeur-adjoint du Développement durable et de l'environnement à EdF, se consacre au sauvetage du nucléaire.

Voilà donc pour la sécurisante « *alternative* » experte envisagée par les académiciens à gages, dont les positions sont amplement relayées par [l'Association Française pour l'Information Scientifique \(AFIS\)](#), qui publie, au nom « *du bien et de la grandeur de la France* », d'édifiants questionnements relatifs au nucléaire, du type « [Pourquoi vouloir tuer la poule aux œufs d'or ?](#) », dont la candeur frôle la dévotion.

Les accès de national-nucléarisme que suscite l'appel aux citoyens de M. Lipinski sont d'autant plus surprenants que ce dernier parle la langue du pouvoir. Le « *dialogue sciences-citoyens* » qu'il prône n'a effectivement rien d'une révolution quant aux grandes orientations pro-nucléaires, pro-OGM ou pro-nanotechnologies de la France. Tout au plus s'agit-il d'un changement de régime permettant d'en rendre l'*acceptabilité sociale* plus *participative*.

Aussi en vient-on à se dire qu'à travers leurs dénonciations vociférantes d'un stalinisme irréel dont M. Lipinski serait l'agent, les brigades académiques entendent au final mieux dissimuler la stalinisation réelle du CNRS à laquelle elles contribuent. Quand le loup crie au loup, assurément, la bergerie a toutes les raisons de s'inquiéter.

En témoignent l'éloge récurant des académiciens de garde envers l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, l'OPECST, cet « *outil du Parlement pour s'informer des conséquences des choix scientifiques et technologiques et ainsi éclairer ses décisions* », auquel M. Lipinski reproche, non sans euphémisme, d'être « *insuffisamment ouvert à la société* ».

L'OPECST affiche depuis longtemps des positions pro-nucléaires, par la voix notamment de son premier vice-président, Jean-Yves Le Déaut. Ce député PS, membre du comité de parrainage de ... « *Sauvons le climat* », tient, entre autres, le bâton de pèlerin du projet de création à Bure du centre de stockage géologique profond pour les déchets à vie longue.

Si toutefois les collusions de l'OPECST avec la nucléocratie sont notoires, la volonté actuelle de lui attribuer un rôle directeur dans les grandes orientations de la recherche, dont celles du CNRS, l'est moins.

Pourtant, exauçant les vœux d'un [rapport](#) du même Le Déaut, l'ahurissant [Projet de loi](#) d'orientation pour l'enseignement supérieur et la recherche porté ces temps-ci par Geneviève Fioraso, entend instaurer un « *Conseil stratégique de la recherche* » chargé de définir « *les grandes orientations de la stratégie nationale de recherche* », qui sera « *placé près du Premier ministre et piloté par le ministre de la Recherche* », et s'appuiera... « *sur l'expertise de l'OPECST* ».

Le futur « *pilote* » auto-proclamé de ce « *Conseil stratégique* » est donc G. Fioraso, proche du CEA, ex-membre de l'OPECST, qui [déclarait](#) sans ambages en 2011 que le réacteur EPR « *peut supporter la fusion de son cœur sans danger pour quiconque* ». Où l'on comprend que le récent pugilat autour de l'usage de l'anglais à l'université masque opportunément le véritable enjeu de cette loi : placer la recherche scientifique sous contrôle politique légalisé.

C'est pourquoi nous doutons de la sincérité des inquiétudes des académiciens de garde qui voient, dans la mission Lipinski, « *la science sommée de soutenir un effort politique* », lorsque de fait - et récemment les [silences et omissions volontaires](#) d'un site du CNRS dédié au nucléaire l'ont confirmé - la sommation est déjà à l'œuvre.

De même, en attribuant [50 millions d'euros](#) exclusivement à des projets de « *Recherche en sûreté nucléaire et en radioprotection* » menés « *en partenariat* » avec l'industrie nucléaire ou les grands organismes impliqués dans le nucléaire tels que l'IRSN, le CEA et l'ANDRA, le gouvernement fait-il autre chose que de sommer la science de soutenir un effort politique ?

Mais les détracteurs de M. Lipinski n'en ont jamais assez, et continuent de relayer la pression qu'exerce la sphère politique, dont l'OPECST fait partie, sur un CNRS décidément trop citoyeniste à leur goût.

« *L'objet de la science est le vrai, et le vrai ne se vote pas* » [clament](#) les académiciens de garde. Ils oublient que les scientifiques ne sont pas les seuls détenteurs et estampilleurs de la vérité, qui est non seulement scientifique, mais aussi sociale, morale et humaine.

Et cette vérité sociale, morale et humaine ne peut être requise par quelque démonstration théorique, ni établie par les seuls moyens de la connaissance objective, mais doit être conquise par les luttes dans la vie sociale elle-même.

Les grandes questions sont dans la rue, et le vrai, certes, ne se vote pas : il s'arrache des crocs acérés de la meute académique qui n'en fait qu'une bouchée.

Thierry Ribault

A Fukushima, les autorités prescrivent un retour au « pays natal »

Site Rue 89, 7 novembre 2013.

Les administrateurs du désastre de Fukushima – Etat, réseaux interlopes, scientifiques, experts, contre-experts, mouvements citoyens et organisations non gouvernementales – sont devenus les cogestionnaires de dégâts en chaîne, chacun œuvrant au nom d'un intérêt supérieur hautement revendiqué : protéger.

Que s'agissait-il de protéger cependant lorsque, en mai 2013, les décideurs ont achevé la réouverture des zones interdites ? Que protège-t-on en incitant les populations à revenir vivre sur des terres contaminées

où le seuil d'inacceptabilité, fixé à 20 milliesieverts par an, est quatre fois supérieur à celui fixé à Tchernobyl – sans compter les « points-chauds » à plus de 50 milliesieverts – et vingt fois plus élevé que le seuil internationalement recommandé ?

Que protège-t-on en appelant à retrouver une « vie normale » à proximité d'un complexe nucléaire hautement dangereux : inondations, fuites d'eau contaminée, démarrage imminent d'opérations d'extraction des 400 tonnes de combustibles de la piscine du réacteur n°4, dont les produits de fission représentent 14 000 fois ceux de la bombe de Hiroshima ?

Quelle est donc la nature de cette « protection » ici mise en œuvre par l'ensemble de la société ?

Quelles relations incestueuses la lient pour longtemps à la soumission ?

Soulignant les nuisances et les limites des sociétés industrielles à l'aube du XXI^e siècle, ce désastre a démontré, si besoin était encore, à quel point l'Etat, qui ne peut plus gérer les accidents de son développement, délègue à d'autres le soin de le faire. A l'intérieur de ce cadre établi et à leur corps défendant, de multiples « mouvements citoyens » ont dû faire le constat de leur impuissance.

Les « All Stars Demo », avec à leur tête le haut du panier de la contestation anti-nucléaire nobélisée, usent plus les semelles de la piétaille manifestante que les nerfs du gouvernement. Les associations de victimes, qui mènent Tepco et l'Etat devant les tribunaux, viennent d'être déboutées. Les agriculteurs avouent ne pas consommer les aliments irradiés qu'ils mettent cependant sur le marché.

Quant aux populations restées sur place, tétanisées par la propagande qui les condamne, incapables de décider de sauver leur vie, elles attendent une mort déclarée statistiquement probable, mais non certaine, et se font les cobayes d'une « science » eugéniste et radio-négationniste, puisque niant les effets de la radioactivité, pourtant, préalablement et scientifiquement, établies.

Les populations, ainsi sommées de considérer la contamination radioactive telle une « mauvaise rumeur », tombent dans l'apathie, le découragement et fuient hors de la réalité. Pendant ce temps-là, ladite rumeur embauche 20 000 personnes pour la seule décontamination extérieure à la centrale, et, contrairement à ce qu'annoncent les pouvoirs

publics, serait, dans ce même but, dans l'obligation de dépenser 210 milliards d'euros.

Pendant ce temps-là, le [7 septembre 2013](#), à Buenos Aires, lors de son discours devant le Comité olympique international, le Premier ministre Shinzo Abe « donne la garantie absolue que les questions sanitaires ne constituent pas un problème jusqu'à présent, et qu'elles n'en constitueront pas plus à l'avenir. »

Représenter la réalité tel un enfer n'est pas suspect ; exhorter systématiquement à la fuite l'est. Voilà pourtant le premier fondement de la protection à l'œuvre, à Fukushima, aujourd'hui.

Le second fondement a consisté en la mise en place insidieuse d'une science d'ascenseur qui s'est construite précisément par renvois entre ses protagonistes avec, pour principale visée, l'accès optimisé à de non moins ascendantes carrières. C'est à la science ce que la « musak » est à la musique : un ersatz apparemment insignifiant, aux finalités répressives.

Ainsi Shinobu Goto, spécialiste des sciences de l'environnement à l'université de Fukushima, dénonce-t-il la partition entre d'un côté, des citoyens, qui ne seraient qu'irrationnels et émotifs, et de l'autre, des experts scientifiques dont le jugement serait le plus pertinent dans une situation comme celle de Fukushima.

De fait, on a vu, à travers l'exemple du désormais trop fameux professeur [Shunichi Yamashita](#), médecin promptement nommé dès avril 2011 à la tête de l'enquête sanitaire menée par l'université de médecine de Fukushima et défenseur zélé de l'innocuité des radiations en deçà de 100 millisieverts par an, combien certains experts scientifiques savent établir des zones d'ignorance là où des certitudes avaient enfin fini par apparaître.

Les dix-neuf cas de cancer de la thyroïde jusqu'à présent officiellement détectés et opérés, parmi les enfants de Fukushima et les 25 autres cas en attente d'une intervention chirurgicale, sont ainsi considérés, par ces fossoyeurs de vérité, comme s'étant trop rapidement déclarés pour que l'on puisse considérer qu'ils aient un lien quelconque avec l'accident nucléaire.

Pour le radiobiologiste [Keith Baverstock](#), ancien responsable du programme de protection contre les radiations au bureau européen de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), une telle imposture renvoie précisément à la transformation de nombre de scientifiques en « experts » qui, sous couvert de s'inscrire dans le consensus établi par leur

« communauté », évitent de véritables confrontations scientifiques avec leurs « pairs ».

Obligé chacun à ralentir le pas pour paître en toute quiétude dans les prairies des dangers avérés, et gommant les désagréables rumeurs que font circuler quelques émotifs inquiets, parce que mal informés, on a laissé épandre une science de l'oubli dont l'objectif, tel un pesticide sélectif destiné à anéantir le souvenir, est de produire les conditions psychologiques censées améliorer le bien-être et la protection de tous, menant ainsi à un niveau jamais égalé la soumission volontaire.

A qui, à quoi s'agit-il exactement de se soumettre ?

Visant à réduire à néant une loi humaine qui veut que, paradoxalement, les contextes d'insécurité seuls permettent aux populations de penser, de décider et d'agir avec une relative liberté d'esprit, les autorités japonaises, encouragées en cela par les chœurs de l'internationale nucléariste, ont établi en pierre de touche la sécurité, quitte à lui faire prendre, dans le contexte de mise en auto-expérimentation qui caractérise désormais la situation à Fukushima, des allures d'inhumanité.



*Un ouvrier nucléaire sur le site de Fukushima Daiichi, le 12 juin 2013
(Toshifumi Kitamura/AP/SIPA)*

Juan Carlos Lentijo, directeur à l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) de la division Cycle du combustible et technologie des déchets – donc manifestement rompu aux questions de l'humain et de sa destinée dans la société nucléaire – rendait récemment les conclusions de sa mission, « encourageant les institutions japonaises à accroître leurs efforts de communication relative à l'acceptabilité d'une dose allant de 1 à

20 millisieverts par an, dose qui est en conformité avec les normes internationales ».

Trois jours plus tard, Olivier Isnard, de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), [entonnait](#) la même berceuse :

« Dans cette étape intermédiaire, et selon les recommandations internationales en vigueur, on peut revivre dans la zone contaminée à condition que le niveau d'exposition externe et de contamination interne combinés n'excède par 20 millisieverts par an. »

Le perroquet équilibriste de l'IRSN, toutefois, nous alerte :

« Près des maisons, les niveaux sont peut-être par endroits redevenus tolérables, mais inutile de songer à aller dans les bois cueillir des champignons alentour et les manger, car ce sont des éponges à radioactivité. »

Autant dire – quand on sait que la périphérie de la zone de décontamination (cette dernière n'étant jamais définitive) n'excède pas les 20 mètres pour les habitations situées en bordure de forêt – que cette survie en zone contaminée, qui nous est, dans un premier temps, présentée comme « transitoirement » vivable, est dans les faits, à court comme à long terme, invivable, bien que recommandée par ceux qui prennent soin de laisser aux autres le risque de l'expérimenter.

Tout à leur recherche de la croissance perdue, les pouvoirs publics, faisant ample usage de l'oxymore du retour à la vie dans les zones contaminées, ne reculent devant rien pour établir, entre la protection et la soumission, un lien incestueux indestructible et incontournable. Ainsi, en guise d'explication aux cent suicides liés au désastre nucléaire dans les départements de

Fukushima, d'Iwate et de Miyagi, entre juin 2011 et août 2013, notamment parmi les personnes habitant des logements provisoires, le ministère de l'Intérieur met en cause « la charge nerveuse que représente l'allongement de la période de refuge loin du pays natal ».

Protéger les populations psychologiquement défaites, en leur prescrivant un retour au « pays natal », indispensable à leur survie, tel est l'objectif. Ramenés à l'état de tragiques dépressifs, pris en charge à la va-comme-je-te-pousse, les habitants seront, à Fukushima, soulagés de pouvoir faire appel à une cellule de protection contre le suicide, pompeusement baptisée, dans le flot des grandes ambitions qui suivent les désastres, « Centre de soin pour l'esprit ».

Ne nous y trompons pas, cependant : chacun des 80 000 habitants des municipalités évacuées, proches de la centrale, pouvant prétendre à une

allocation mensuelle de 750 euros pour « préjudice psychologique » – il convient de replacer cet apparent sursaut heideggerrien des autorités dans son contexte budgétaire.

C'est d'ailleurs au nom d'une protection tout aussi trébuchante que le seuil de 20 millisieverts par an « autorisant » le retour des populations évacuées, a été prescrit par le gouvernement en décembre 2011.

Un ministre d'Etat ayant participé aux réunions préparatoires à l'époque, confiait en mai 2013, qu'un seuil à 5 millisieverts – qui a prévalu à Tchernobyl – aurait impliqué l'évacuation d'une partie des deux plus grandes villes du département, Fukushima et Koriyama, plus de 300 000 habitants chacune, « rendant impossible le fonctionnement du département », sans compter « les inquiétudes relatives aux dédommagements supplémentaires ». Voilà qui a le mérite d'être clair.

Rappelons, d'autre part, qu'une partie des travailleurs de la centrale de Fukushima Daiichi était, avant l'accident, recrutée parmi les habitants qui l'avoisinaient. Or, depuis le 11 mars 2011, 29 000 personnes y ont officiellement travaillé, dont 87% pour le compte de 800 sous-traitants, payées entre 4 et 8 euros de l'heure, tandis que 20 000 autres intervenaient, comme nous l'avons dit, pour la décontamination à l'extérieur du site.

Ce pharaonique besoin de main-d'œuvre, qui ira croissant pour au moins le prochain demi-siècle, et la nécessité financière, pour Tepco, de ramener à leur niveau antérieur les salaires provisoirement relevés peu après l'accident, peuvent expliquer le recours à la noble, mais peu poétique, rhétorique du « retour au pays natal » qui, soudain, semble avoir bon dos.

Seriner aux gens de rentrer « chez eux » est en contradiction absolue avec ce que nombre d'entre eux réclament depuis plus d'un an. Dans le cadre de la Loi de protection des enfants et des autres victimes du désastre de Fukushima, votée en juin 2012, dont les décrets d'application n'ont pas encore vu le jour, la population exige un accès plus facile et moins coûteux aux examens médicaux, et la garantie du droit au refuge et à la migration, promu par le haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Arnand Grover. Son rapport, présenté en avril dernier à Genève, a été superbement piétiné par un gouvernement japonais accaparé à mettre en œuvre un plan de protection des populations, d'une toute autre nature. Et pour cause.

Il règne à Fukushima une atmosphère d'obsolescence programmée.

Les cuves de stockage d'eau contaminée n'ont jamais été prévues pour durer au-delà de cinq ans et cela fera bientôt trois ans que personne ne l'ignore.

Dès le mois de décembre 2011, Tepco avait déclaré que, compte tenu des 200 à 500 tonnes d'eau affluant chaque jour dans les bâtiments qui abritent les réacteurs, la capacité maximale de stockage de l'eau contaminée – à l'époque 155 000 m³ – serait atteinte en mars 2012 et que l'entreprise serait alors contrainte d'effectuer des rejets massifs dans l'océan.

Dès avril 2011, Sumio Mabuchi, ministre de l'Aménagement du territoire, avait lancé un appel pour la construction d'un mur souterrain afin d'arrêter le flot d'eau sous la centrale.

Deux ans et demi plus tard, Tepco s'oriente, pour la rondelle somme de 340 millions d'euros, vers la construction d'une « barrière de glace » de 1 400 mètres dont la seule maintenance coûterait annuellement 10 millions d'euros (hors coûts de consommation massive d'électricité). Efficacité et faisabilité d'un tel projet désormais considérées comme douteuses par les spécialistes eux-mêmes, le responsable de l'entreprise la plus au fait des techniques de congélation des sols déclarait récemment :

« La mise en place d'une telle technologie ne peut être envisagée avant l'horizon 2015. »

L'expertise scientifique, occupée une fois de plus à faire le jeu de la soumission par la tranquillisation des populations voulue par les autorités politiques, plutôt qu'à prouver son intelligence, Paul Reuss, ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique, déclarait voici peu :

« La mer est spontanément et naturellement radioactive, à cause de l'uranium qu'elle contient. Donc si on en rajoute un petit peu, évidemment ce n'est pas agréable, mais ce ne sont pas des quantités considérables. »

Moins relativiste et sans doute spontanément et naturellement plus concerné, un officier des Forces japonaises d'auto-défense évoque une « situation de guerre », tandis qu'un éditorialiste [compare](#) les fuites radioactives aux plans de l'armée impériale lors de la bataille de Guadalcanal :

« 20 000 officiers et soldats ont péri de faim sur cette île du Pacifique, car ils ont été privés d'approvisionnement. »

Sous-estimation des forces adverses, excès de confiance en soi, incapacité des officiers à comprendre la situation de terrain.

Les décideurs sous-estimant les problèmes liés aux fuites d'eau contaminées, leur confiance dans des réservoirs de stockage et un système de décontamination dont on connaît toutes les défaillances depuis plus de deux ans, s'avérant excessive, les ouvriers de Fukushima se retrouvent à travailler sous une pression inhumaine.

Nombre d'entre eux reversent un tiers de leur paie journalière à l'un des cinquante [gangs de yakuza](#) qui sévissent dans le département et 68% de leurs employeurs inspectés entre janvier et juin 2013, ont été [pris en flagrant délit](#) de violation du code du travail.

Le « secrétariat d'Etat à la politique spéciale en matière d'eau contaminée », nouvelle trouvaille des autorités, aura sous peu, n'en doutons pas, des solutions à proposer.

L'administration du désastre de Fukushima achève de sceller l'unité inextricable de la soumission et de la protection dans les sociétés industrielles et fait de cette unité une nécessité objective contre laquelle chacun se croit impuissant. Ce désastre apporte la preuve criante que la part de soumission gigantesque qu'implique désormais la citoyenneté ne garantit en retour que d'une protection feinte.



A Fukushima, il en va désormais des hommes comme des cuves : on connaît leur durée de vie, mais on parie sur une relative élasticité de leur résistance, les uns comme les autres n'étant rien de plus que des ressources matérielles à disparition programmable, en attente de remplacement.

Thierry Ribault
Cécile Asanuma Brice est chercheur associée
à la Maison franco-japonaise de Tokyo.

Le désastre de Fukushima

et les sept principes du national-nucléarisme

20 janvier 2014

L'idéologie qui fonde la société nucléaire, dont se sont dotés les défenseurs en profondeur du nucléaire et à laquelle les populations se soumettent, est organisée autour de la déréalisation de la perception du monde. Elle fait le choix, quand elle le juge nécessaire, d'annihiler la vie au nom de l'intérêt national et de déposséder les individus de leur propre existence et de leur liberté au nom d'un supposé intérêt collectif servant de paravent à des intérêts industriels supérieurs. Pour ce faire, cette idéologie légitime et organise la coexistence d'une technologie des plus avancées, avec une profonde régression de la conscience.

Je qualifie cette idéologie de *national-nucléarisme*, car lorsque la vérité est scandaleuse, les mots trop légers en viennent à falsifier la réalité des souffrances qu'ils nomment. Les sept principes sur lesquels repose le national-nucléarisme sont ici présentés, à partir de l'observation de l'administration du désastre *inachevable* de Fukushima, qui marque une étape nouvelle du progrès dans la morbidité.

Premier principe

Rendre tous les risques acceptables

Visant à réduire à néant une loi humaine qui veut que, paradoxalement, les contextes d'insécurité seuls permettent aux populations de penser, de décider et d'agir avec une relative liberté d'esprit, les autorités japonaises, encouragées par les experts de l'AIEA à « accroître leurs efforts de communication relative à l'acceptabilité d'une dose allant de 1 à 20 millisieverts par an »¹, ont établi en pierre de touche une sécurité aux allures d'inhumanité.

Donnant une funeste résonance à la formule de Walter Benjamin selon laquelle « le prix de toute force, c'est vivre dans un blindé », cette survie en zone contaminée, présentée, dans un premier temps, comme « transitoirement » vivable, est dans les faits, à court comme à long terme,

¹ *Kyodo*, 21 octobre 2011.

invivable, bien que recommandée par ceux qui prennent soin de laisser aux autres le risque de l'*expérimenter*.

Afin de soumettre les populations à l'inacceptable, les administrateurs du désastre ne reculent devant rien. Ainsi, en guise d'explication aux cent suicides liés au désastre nucléaire dans les départements de Fukushima, d'Iwate et de Miyagi, entre juin 2011 et août 2013, parmi les personnes habitant des logements provisoires, on met en cause « la charge nerveuse que provoque l'allongement de la période de refuge loin du pays natal »². En attendant leur retour prescrit au « pays natal », et ramenés à l'état de tragiques dépressifs, les habitants seront soulagés de pouvoir faire appel à des *cellules de protection contre le suicide*, pompeusement baptisées, dans le flot des grandes ambitions qui suivent les désastres, « Centres de soin pour l'esprit ».

Cette métaphysique heideggérienne peine à masquer la planification morbide, pourtant clairement énoncée dès décembre 2011, ayant conduit au choix d'un seuil de 20 millisieverts par an « autorisant » le retour des 210000 personnes en situation de refuge. Selon un ministre ayant participé aux réunions préparatoires à l'époque, un seuil à 5 millisieverts – qui a prévalu à Tchernobyl – aurait impliqué l'évacuation d'une grande partie des deux plus grandes villes du département, Fukushima et Koriyama, plus de 300 000 habitants chacune, « rendant impossible le fonctionnement du département », sans compter « les inquiétudes relatives aux dédommagements supplémentaires. »³

Voici donc confirmé ce que la catastrophe de Tchernobyl avait déjà permis d'établir : tous les risques sont acceptables quand on fait en sorte de ne pas laisser à ceux qui les prennent la possibilité de les refuser.

Second principe

Nier les effets sanitaires de l'irradiation

Afin de nier les effets réels des radiations sur les formes de vie – notamment ceux des doses dites « faibles » – les avancées scientifiques ayant établi l'existence de relations entre irradiation et cancers sont écartées et l'on retombe dans le doute, là où l'on avait, en réalité, des certitudes.

² *Fukushima Minpo*, 13 octobre 2013.

³ *Asabi*, 25 mai 2013.

S'inscrivant dans cette fabrication de l'ignorance, des « experts internationaux » en colloque à Fukushima ⁴, avant tout soucieux d'effacer les traces de la destruction, livrent les messages scientifiques suivant : les effets des radiations à faible dose sur la santé physique sont nuls ou négligeables ; les seuls problèmes sont ceux qu'engendre une peur excessive de la radioactivité ; seule une adaptation des populations et une communication correctement menée par des experts peuvent désamorcer les risques psychiatriques liés à une mauvaise compréhension de la situation. La priorité est donc d'aider les habitants de Fukushima à « faire disparaître l'épuisement émotionnel lié aux craintes à l'égard des radiations », qui « rongent le moral des gens » affirme Yôhei Sasakawa, président de la *Nippon Foundation*, fondation privée, d'extrême droite, finançant l'événement ⁵.

Tandis que pour Kazuo Sakai, du National Institute of Radiological Sciences, « il n'existe pas de remède unique et simple contre la radiophobie », la psychiatre Evelyn Bromet considère « la méfiance envers les autorités comme un facteur de risque pour la santé mentale », dessinant clairement la nature du projet psychiatrique mobilisé à Fukushima : soigner la perte de confiance des individus envers l'autorité par laquelle ils « s'imaginent » avoir été trompés et « normaliser la situation. » On s'interroge sur le sort de ceux qui s'entêteront à ne pas recouvrer leur confiance.

De son côté, le physicien sud-coréen Jaiki Lee appelle de ses vœux « une réforme de la perception du public qui doit apprendre à vivre avec le nucléaire », considérant que « la curiosité tue » bien davantage que les radiations.

Empêcher la connaissance des souffrances qu'il engendre, tel est bien l'un des objectifs avoués du national-nucléarisme.

Troisième principe

Mettre la science au service d'une fausse conscience

⁴ Nippon Foundation International Expert Symposium : « *Radiation and Health Risks* », September 11-12, 2011, Fukushima.

⁵ La Nippon Foundation a été créée par Ryôichi Sasakawa, accusé de crime de guerre de rang A, jamais condamné puis libéré en 1948, se définissant comme « le fasciste le plus riche du monde », fondateur avec le Révérend Moon et Tchang Kai-Chek, de la Ligue anticommuniste mondiale (WLAC). Ses liens avec les yakuza sont notoires.

Le national-nucléarisme donne crédit à une *science d'ascenseur*, fondée sur les renvois entre ses protagonistes, avec, pour principale visée, l'accès optimisé à de non moins ascendantes carrières. Il est à la science, ce que la *musak* est à la musique : un ersatz apparemment insignifiant, aux finalités répressives.

De fait, on a vu, à travers l'exemple du désormais trop fameux professeur Yamashita, médecin promptement nommé dès le 19 mars 2011 « conseiller pour le risque » au Département de Fukushima, puis le 27 mai 2011 à la tête de l'« Enquête de gestion sanitaire de la population » menée par l'Université de médecine de Fukushima, et défenseur zélé de l'innocuité du rayonnement en-deçà de 100 millisieverts par an, conseillant à chacun de « sourire pour faire face aux radiations », combien certains scientifiques savent opportunément mettre en œuvre la règle de *l'incertitude en cascade*, selon laquelle on est toujours en situation incertaine dans un monde d'information incomplète, et de carrières complètement assurées.

Livrant les résultats de ses recherches avant même de les avoir menées, le propre d'une telle science est aussi de jouer une partition sans surprise. Ainsi, l'enquête précitée visait avant tout à « calmer l'anxiété des populations » et convaincre ceux qui doutent, que « l'on peut supposer que l'impact sanitaire de l'accident nucléaire de Fukushima est très mineur », début difficile pour lancer une enquête se voulant scientifique.

Quand on sait que la même science affirme de manière tout aussi péremptoire qu'il est beaucoup trop tôt pour conclure quoi que ce soit des 58 cas de cancer de la thyroïde parmi les enfants du département de Fukushima au 12 novembre 2013, on comprend combien, pour les fossoyeurs de vérité adeptes de la cartomancie, s'il est toujours trop tôt pour conclure sur le présent, il ne l'est jamais assez pour prévoir l'avenir.

Pour le radiobiologiste Keith Baverstock, ancien responsable du programme de protection contre les radiations au bureau européen de l'OMS, une telle « imposture » renvoie à la transformation de nombre de scientifiques en experts qui, sous couvert de s'inscrire dans le consensus établi par leur « communauté », évitent de véritables confrontations scientifiques avec leurs « pairs » ⁶.

Enfin, caractéristique plus prosaïque, les ascensionnistes présentent des « trous de mémoire ». Ainsi découvrait-on, en novembre 2013, qu'au

⁶ Journées « Protéger et soumettre à Fukushima » 15,16 oct. 2013, Maison franco-japonaise, Tôkyô.

moins dix universitaires ayant collaboré avec l'Autorité de régulation nucléaire dans le cadre de commissions portant sur les règles de sécurité ou sur le désastre de Fukushima, n'ont jamais déclaré les fonds publics et privés qu'ils ont reçus pour mener à bien leur expertise, en toute indépendance. L'un d'entre eux confiait « avoir déclaré uniquement ce qui correspondait aux catégories proposées », tandis qu'un autre a omis de déclarer ses subsides parce que « cela lui est sorti de l'esprit. » ⁷

Loin d'être une science devenue folle, la science d'ascenseur est une force politique profitant du discrédit jeté sur l'État, les médias et les scientifiques eux-mêmes, pour mieux exalter ses experts patentés et ceux qui les financent. Elle n'est pas en « conflit d'intérêts », mais en confluence, voire en identité d'intérêts avec ceux qui l'actionnent. C'est une vraie science, au service de la *fausse conscience* du national-nucléarisme.

Quatrième principe

Faire de chacun le co-gestionnaire de l'administration du désastre et le responsable de sa propre destruction

À Fukushima, les experts appellent chacun et chacune à prendre part à une « culture pratique radiologique » et à se faire acteur de sa propre protection.

C'est toute l'ambition de l'initiative « citoyenne » *Ethos in Fukushima*, qui, sous l'égide de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) et de ses « Dialogues », et dans le pacte de l'ignorance auquel elle propose de souscrire au nom du primat de « la vie quotidienne », demande à la population de devenir « partie prenante » de son irradiation, le tout dans un élan populiste nourri de « responsabilisation » et d'« empowerment ».

La liturgie de ce programme repose sur plusieurs idées clés déjà ressassées à Tchernobyl. « L'essentiel, c'est d'optimiser les doses » nous dit Jacques Lochard, un des grands prêtres d'*Ethos*, membre de la CIPR. « On ne va pas évacuer contre leur gré, ajoute-t-il, des centaines de milliers de personnes pour les protéger d'un risque minime [...]. Cela ne veut pas dire que toutes les personnes vont être exposées en moyenne à 20mSv [...]. Seul un petit nombre dépassera ce chiffre. » ⁸ À charge pour

⁷ *Japan Times*, 9 novembre, 2013.

⁸ *Le Figaro*, 17 juin 2011.

chacun de connaître les bonnes prières à dire pour ne pas se trouver parmi le « petit nombre » en question.

Ainsi, à la question centrale : « Comment maintenir la vie dans des conditions décentes ? », la réponse est : « Par les actions d'auto-protection. »

« Pour être efficace » – c'est-à-dire maintenir la radiation à un niveau compatible avec une minimisation des perturbations sociales et économiques –, il faut établir un « pluralisme des sources de mesure afin de s'assurer de la confiance de la population dans les résultats », et « développer un langage commun entre les parties prenantes impliquées ». « Les résidents deviennent des co-acteurs de la gestion de la situation aux côtés des autorités expertes et des professionnels : c'est la meilleure manière d'éviter le stress. Le contrôle de la radiation au niveau local est la clé du succès. » ⁹

Instituant une banalisation cognitive autant que physique de la radiation, cette affirmation naïve de la raison subjective, en pure parodie œcuménique de la démocratie « participative », en vient à faire des victimes d'une avarie nucléaire de niveau sept, les parties prenantes de leur mort probable, au nom de la quête d'une improbable harmonie. Mourir, peut-être, mais responsables, unis et sereins.

En droite ligne de cette mise en auto-expérimentation planifiée, qui n'est rien d'autre qu'un conditionnement par la mort, et constatant que les mesures aériennes de radioactivité effectuées par les pouvoirs publics aboutissent à des résultats supérieurs à ceux fournis par les compteurs Geiger des habitants, l'Autorité japonaise de régulation nucléaire appelle désormais les populations à faire leurs propres mesures ¹⁰. Des dosimètres permettant de « corrélérer les déplacements quotidiens aux doses reçues » vont être distribués – chacun pouvant ainsi « prendre des décisions relatives à sa réduction de dose et à sa gestion sanitaire » ¹¹ –, procurant accessoirement aux autorités un accès direct et individualisé aux données collectées. Seront mobilisés des « communicateurs chargés d'expliquer aux habitants l'acceptabilité des seuils de radiation dans le but de mettre fin à leurs inquiétudes. »

En confiant l'administration du désastre à ceux qui en subissent le plus directement les conséquences, l'autogestion, dans une situation où les autorités publiques et les experts restent les maîtres, autrement dit le

⁹ *Ibid.* note 4.

¹⁰ *Asahi*, 10 novembre 2013.

¹¹ *Asahi*, 21 novembre 2013.

principe qui consiste à rendre coupable celui qui souffre, garantit une circulation efficace des injonctions et des ordres jusqu'à leurs destinataires, tout en nourrissant chez eux *l'illusion de participation* qui fonde le refoulement de leur soumission.

Cinquième principe

Faire de la technologie nucléaire une force sociale plus puissante que l'aspiration à la liberté

La soumission, au nom de la sécurité de tous, à l'ordre nucléaire est d'autant plus préférable à la liberté qu'elle est indiscutable, et vice versa. Donnons-en deux illustrations à partir d'évolutions législatives récentes.

Un amendement à la « Loi fondamentale sur l'énergie atomique » de 1955, discrètement adopté le 20 juin 2012, précise que désormais « la politique de l'énergie nucléaire du Japon doit contribuer à la *sécurité nationale* ».

Pour Michiji Konuma, physicien à l'université Keio, cette mention entre en complète contradiction avec la clause d'utilisation pacifique du nucléaire : « le nouveau texte comble un vide dans la constitution japonaise, qui autorise le pays à se défendre avec des armes dont la nature n'est pas clairement définie », et désormais « les moyens militaires nucléaires peuvent être mobilisés pour défendre la sécurité nationale. » ¹²

Selon un haut fonctionnaire ¹³, il s'agit, en outre, de garantir une légitimité à l'existence du centre de stockage, de retraitement et d'extraction de plutonium et de fabrication de MOX de Rokkasho, chaîne de retraitement construite en partenariat avec AREVA à partir de 1993, qui n'est jamais entrée en fonction, et qui est sur le point de l'être ¹⁴. Seule l'utilisation de l'infrastructure de Rokkasho à des fins militaires garantirait la pérennité de ce petit bijou de 20 milliards d'euros, dont le coût de démantèlement est estimé à 80 autres milliards : en effet, aucun réacteur ne peut à ce jour accueillir au Japon le plutonium séparé qui y serait produit.

La capacité de retraitement du site de Rokkasho permettrait de produire annuellement une quantité de plutonium séparé de 8 tonnes, suffisante pour fabriquer 1 000 bombes atomiques. Le Japon détenant

¹² *Asahi*, 17 août 2012.

¹³ *Mainichi*, 26 juin 2012.

¹⁴ *Mainichi*, 8 janvier 2014.

déjà de quoi fabriquer 5 000 têtes nucléaires, l'amendement précité constitue une étape supplémentaire dans le processus de normalisation de sa nucléarisation militaire, *de facto* déjà existante.

La pulsion liberticide du national-nucléarisme s'affirme également par l'adoption de la « Loi de protection du secret spécial d'État » le 6 décembre 2013. Elle autorise l'extension du délai d'inaccessibilité de « tout type d'information interne au gouvernement relative à la sécurité nationale » au-delà de 60 ans, tout contrevenant étant passible d'une peine de 5 à 10 ans de prison. En cas de procès, le gouvernement peut fonder son accusation sur des « preuves indirectes », se donnant ainsi la possibilité de juger les prévenus sans qu'ils aient connaissance du délit dont ils sont accusés.

Selon cette loi – en voie d'être complétée par un autre dispositif législatif permettant de punir les « infractions de conspiration » – contre laquelle ont eu lieu de nombreuses manifestations qualifiées d'« actes de terrorisme » par Shigeru Ishiba, secrétaire général du Parti libéral démocrate¹⁵, et qu'Akira Kurihara, politiste de l'université Rikkyo, dénonce comme « équivalant à la loi d'habilitation sous l'Allemagne nazi, visant à contrôler toutes les informations »¹⁶, tout élément relatif à la sûreté des centrales nucléaires et aux conséquences d'un accident sur les populations, relève désormais de la diplomatie étrangère, de l'anti-espionnage et de la lutte anti-terroriste. Ce qui inquiète la directrice de l'ONG *Access-Info Clearinghouse Japan*, selon qui, en cas de désastre nucléaire, « nous n'aurons aucun moyen nous permettant de confirmer comment de telles crises nous affectent. »¹⁷

Se voulant rassurant, le gouvernement japonais envisage de se laisser la possibilité de « déclassifier en urgence les informations utiles à la population » en cas de catastrophe. Une telle *marge de manœuvre* est toutefois d'autant plus illusoire que, selon une étude récente, « il est pratiquement impossible pour l'ensemble des habitants vivant près d'une centrale nucléaire, d'évacuer suffisamment rapidement pour éviter l'exposition au rayonnement suite à un accident »¹⁸. Cinq jours et demi seraient nécessaires pour évacuer les 1 067 000 de personnes vivant dans un rayon de 30 km autour de la centrale de Tokai, située à 110 km de Tokyo dans le département d'Ibaraki, et il faudrait six jours pour évacuer

¹⁵ *Mainichi*, 1^{er} décembre 2013.

¹⁶ *Mainichi*, 30 novembre 2013.

¹⁷ *Mainichi*, 13 novembre 2013.

¹⁸ *Mainichi*, 14 janvier 2014.

les 740 000 personnes vivant à proximité de la centrale de Hamaoka, située à 200 km de Tokyo dans le département de Shizuoka.

Par sa militarisation fatale, son chantage sécuritaire et son administration discrétionnaire de l'oubli, le national-nucléarisme ne se contente pas de restreindre la liberté, il attise la peur que les gens en ont, au point qu'ils la stigmatisent et la fuient. Dans le même élan, il démocratise une forme de *liberté utile*, qui sert à compenser le renforcement du gouvernement qui la permet et les institutions qui la dispensent et l'organisent.

Sixième principe

Travailler à la grande inversion du désastre en remède

Quand on présente le nucléaire, non plus comme la cause des désastres qu'il engendre, mais comme leur remède, on opère une *grande inversion*. On attend des gens concernés qu'ils soient des *contaminés satisfaits*. Shinichi Niwa, responsable du volet psychiatrique de l'« Enquête de gestion sanitaire », rappelle ainsi que « les gens peuvent se sentir en sécurité lorsqu'ils exécutent eux-mêmes les travaux de décontamination plutôt que de les laisser faire par d'autres. »¹⁹

Invitant chacun à s'introjecter l'agression, à vivre la (dé) contamination librement comme si elle était sa propre vie, et administrant le désastre comme on administre un médicament, le décontamino-thérapeute poursuit : « Il est très important, pour calmer la peur, d'être exposé aux radiations. » L'homme fort, qui paie sa force d'un plus grand éloignement de la nature, doit ainsi éternellement s'interdire toute angoisse. En retournant le sens même de la catastrophe et en la confondant avec le risque maximum, qui devient l'objet de toutes les tentatives de maîtrise, un tel gouvernement, par la confiscation de la peur, anéantit la liberté d'avoir peur qui renvoie, pour une population, à la capacité d'éprouver une peur à la mesure du danger qui pèse sur elle, de ressentir l'angoisse qu'il faut ressentir pour parvenir à s'éloigner de ce danger, se mettre à l'abri, et se libérer.

Dans la société nucléaire, le cycle de production énergétique est désencastré des relations sociales. Il n'est plus l'auxiliaire de la société, mais devient au contraire un système auto-régulateur où les formes de vie, sociales, économiques et biologiques, sont *guidées* voire *programmées*

¹⁹ Mainichi, 26 mars 2012.

et où tout est transformé en risque. Dès lors, une part croissante des activités humaines consiste à se concentrer sur la « gestion » de ce risque, qui *importe* avant tout, la vie sociale, économique et biologique étant censée s'adapter à ce mouvement, et l'éthique se réduisant à un processus de calcul probabiliste, de choix rationnels et d'acceptabilité.

Dans un tel régime d'inversion du désastre en remède, les indiscutables – en tout cas indiscutés – « montées d'un cran technologique » et « renforcements des dispositifs de sécurité », engendrent de nouveaux problèmes sociaux et humains plus rapidement qu'ils ne parviennent à résoudre les précédents, et voilent une *montée en désastre* dans laquelle, sous couvert de résilience, plus on casse, plus on soigne et plus il faut casser. Ce faisant, le désastre devient un opium et une nécessité « vitale ».

Le national-nucléarisme fait du nucléaire et de ses catastrophes, œuvres de l'homme, des réalités naturelles. Il est cette pathologie de la conscience qui nous interdit de penser le nucléaire et ses catastrophes, pour mieux nous faire penser à travers eux. Dans ce régime, ils ne sont plus objets de pensée, mais ce qui conditionne la pensée.

Septième principe

Nier l'homme en tant qu'homme

Le national-nucléarisme, qui marque une étape dans l'histoire industrielle, nie l'homme en tant qu'homme. Il l'anéantit réellement et de manière programmée, comme matière première ou comme résidu.

Il achève de sceller l'unité inextricable de la soumission et de la protection dans les sociétés industrielles et fait de cette unité une nécessité objective contre laquelle chacun se croit impuissant. Le désastre de Fukushima apporte la preuve criante que la part de soumission gigantesque qu'implique désormais la citoyenneté ne garantit en retour que d'une protection *feinte*. Il en va désormais des hommes comme des cuves de stockage des eaux contaminées : on connaît leur durée de vie, mais on parie sur une relative élasticité de leur résistance, les uns comme les autres n'étant rien de plus que des ressources à disparition programmable, en attente de remplacement. Populations comme travailleurs ne livrent pas une bataille, mais sont livrés à la bataille tels des mécanismes inanimés. Les hommes, ces atomes sociaux, deviennent du matériel, comme la nature tout entière devient du matériel pour la société. Le recours aux couches les plus refoulées de la population, pour

alimenter le *vivier* des 50 000 travailleurs ayant jusqu'à présent contribué à la gestion des dégâts à Fukushima, témoigne de cette *adaptation*.

L'indifférence de l'humanité à la mort – devenue contribution au mouvement de la vie –, ainsi qu'à chacun de ses membres, permet d'organiser d'autant plus scientifiquement une destruction-sélection biologique assurée consciemment par la volonté sociale. Le manque d'égard pour l'individu, devenu un obstacle, facilite le travail d'administration du désastre par les sujets eux-mêmes. À charge aux « Centres de soin pour l'esprit » que l'on a ouverts récemment à Fukushima, de s'occuper du *fardeau de l'âme*.

Jacques Lochard, consultant précité en métaphysique nucléaire post-accidentelle, adresse le message suivant aux gens de Fukushima : « La vie est plus forte que la mort [...] ceux qui sont passés par une telle expérience ont quelque chose de plus en eux. Ils sont plus forts. » La vie est dure, mais cette dureté la rend magnifique et saine, nous dit en substance cet amateur de sang froid, dont le pathos justifie le monde qui le rend nécessaire.

Se faisant un point d'honneur à regarder en face la souffrance, avec virilité, et l'admettre, quoi qu'il dût en coûter, le national-nucléarisme tente de nous faire accepter, dans son élan de destructivité profitable, que l'on puisse créer la vie à partir de la mort. Selon cette pseudo-ontologie qui aggrave la maladie, c'est le désastre qui ferait l'homme, et non plus l'inverse.

Toutefois, les administrateurs ne recommandent pas une liquidation pure et simple de l'humanité : ils flirtent avec sa déshumanisation. Ils préparent chacun à la mort, socialement utile et devenue elle-même instrument de répression, introduisant ainsi un élément de capitulation et de soumission, et réconcilient les gens avec l'idée que mourir *avant* qu'ils veuillent et qu'ils doivent est désormais non seulement hautement probable, mais fait partie de la marche de la civilisation. Ils aspirent à une humanité mise au pas, prenant sur elle ce que chacun devrait être capable, à terme, de prendre sur soi. L'individu endurci est ce qu'il y a de meilleur dans une société endurcie. Figé sur place le *Novhomme*, cet homme robuste dont on attend qu'il soit, sous peu, apte à vivre en territoire contaminé, moyennant quelques sauts technologiques en matière de remédiation et quelques adaptations socio-psychologiques et génétiques, tel est l'objectif.

C'est pourquoi, constatant que les victimes d'affections psychopathologiques consécutives à une catastrophe présentent souvent

des prédispositions aux troubles mentaux et des traumatismes antérieurs à celle-ci, Craig Katz, psychiatre à l'Icahn School de New York, recommande, prévoyant, de « rendre la population mentalement plus saine *avant* la catastrophe, de manière à ce qu'elle soit mieux préparée lorsque survient cette dernière. »²⁰ Ainsi, « l'exercice physique, la capacité active à faire face, l'attitude positive, les boussoles morales telles que la spiritualité, le soutien social et la flexibilité cognitive », constituent autant de « facteurs de résilience » permettant d'atténuer les effets traumatiques d'un désastre nucléaire.

Les administrateurs du désastre rêvent, en outre, d'« une médecine qui rendrait les cancers aussi bénins qu'une grippe » pour reprendre les vœux de Patrick Momal, économiste à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). Ainsi « le coût de l'accident nucléaire s'effondrerait » car « l'aversion pour le cancer joue un rôle tout à fait essentiel dans l'ampleur de ce coût », notamment à cause des « effets d'image qui sont très lourds », tels que « l'impact sur le tourisme » ou sur « les exportations agricoles »²¹. Plus délicat, Jacques Repussard, directeur du même organisme d'expertise publique en communication nucléaire, rappelle avec sensibilité, combien « une catastrophe nucléaire ne se représente pas nécessairement par un nombre de morts mais par l'abandon de longue durée de territoires auxquels les populations sont attachées, par des valeurs sentimentales, sociologiques et économiques », « la perte de territoire » étant « l'une des caractéristiques les plus insupportables d'un accident nucléaire. »²²

Le défi auquel le national-nucléarisme est confronté, consiste donc à rendre le cancer moins violemment antipathique afin d'inverser le sentiment de répulsion à son égard, qui incite à se détourner du danger, largement imaginaire, de l'énergie nucléaire et de ses avaries. Au fond, dans ce rêve d'un homme *achevé*, si la mort disparaissait, la vie irradiée à moindre coût pourrait enfin régner en toute *sérénité*.

Pourquoi chercher à empêcher le cancer puisque l'on finira bien par le vaincre médicalement ? Gerry Thomas, directrice de la *Tchernobyl Tissue Bank* à Londres, financée par une des « tentacules » de la *Nippon Foundation* précitée, tranche le débat : « Finalement, le cancer de la thyroïde est facilement soigné, et le Japon a à sa disposition des tests et des options de traitement très efficaces. » Elle conclut, rassurante : « De

²⁰ FMU-IAEA International Academic Conférence, « *Radiation, Health, and Society* », November 21-24, 2013, Fukushima.

²¹ Journée « Le nucléaire dans l'interdisciplinarité », 16 novembre 2012, IRSN, Aix en Provence.

²² *Libération*, 12 mars 2012.

nos jours, avoir un cancer ne signifie plus mourir. »²³ Infamie d'autant plus banale que, de nos jours, aux yeux de certains, mourir ne signifie plus rien.

Conclusion

Ni le fruit d'un complot du « lobby », ni le simple égarement du jugement, le national-nucléarisme est la fausse conscience de son époque. Sa mise en œuvre entraînant une calamité aux proportions considérables, dans un contexte où l'apathie est la règle, il conjugue la philosophie du néant et l'anéantissement, et achève de faire du progrès une régression, celle de la raison dans l'idéologie, si bien mobilisée pour résister au changement.

Attribuant à la nation et au peuple les qualités de volonté et d'autonomie, qui n'appartiennent en réalité qu'aux individus, le national-nucléarisme fait de l'État un instrument chargé de satisfaire les aspirations propres aux individus, et un prolongement de la personnalité de chacun d'entre eux. Cette collectivisation de la responsabilité permet aux administrateurs de continuer comme avant, après chaque désastre, tout en sauvant la totalité organique de la nation.

Ce faisant, moins le peuple a de liberté de choix et de responsabilité morale, plus sa responsabilité pratique est immense : chacun est sommé de partager la gestion des dégâts, de *prendre la mesure*, d'agir en citoyen et de payer les réparations, devenant ainsi responsable de choix qu'il ne fait pas ou dont il est privé, frôlant, en outre, la folie, tant la charge de cette géométrisation morbide de la vie quotidienne est énorme.

Rendre compte de cette *nationalisation du peuple*, bien plus efficace que la nationalisation de l'industrie lorsqu'il s'agit de réconcilier autour de la soumission ; caractériser la situation de *confinement éclairé* dans laquelle chacun est maintenu à sa place, devenant l'objet d'une macro-administration par de super États ayant des ambitions et des conceptions supérieures pour rendre le monde meilleur ; prendre conscience du caractère irrationnel de l'adaptation docile et assidue à la réalité, irrationalité qui devient plus raisonnable pour l'individu que la raison qui l'anime ; tout ceci n'équivaut pas à être un adversaire de la raison, mais à reconnaître la forme qu'elle a prise dans la société nucléaire. Une forme qui, *citoyennement* rendue *désirable*, et brandie au nom de notre propre conservation, nous plonge plus profondément que jamais dans

²³ *Ibid.* note 4.

l'expérience vécue de la mise en chose de l'homme et du monde qui caractérise si bien le progrès dans la morbidité.

Thierry Ribault,
Kyoto, le 20 janvier 2014.

Article publié dans la revue *Raison Présente* n°189, mars 2014.

Fukushima : Certains écologistes glorifient le « sacrifice » (des autres)

27 février 2014

Antonio [Pagnotta](#), est tombé en extase devant une nouvelle icône : Matsumura Naoto, « fermier » de son état, vivant à Fukushima dans l'ex-zone interdite, avec ses bêtes. Cet homme, explique Antonio Pagnotta, nous montre la marche à suivre en cas d'accident nucléaire en France :

« Quand le désastre nucléaire arrivera, il faudra se battre à mains nues. Il faudra faire appel à ce qu'on connaît de mémoire archaïque, c'est-à-dire la spiritualité ».

Raison pour laquelle, nous est annoncée depuis mai 2013, stratégie de communication oblige, la venue prochaine, en France, de ce shintoïste des grands espaces contaminés. Que Pagnotta, journaliste, épaulé de « militants écologistes issus de plusieurs associations » (dont Greenpeace), fasse de ce désormais labellisé « dernier homme de Fukushima », pur produit de la blogosphère écologico-animalière, une aubaine commerciale à la philosophie nauséabonde, n'est pas le plus grave : chacun fait ce qu'il peut. Ce qui l'est, en revanche, c'est l'inconséquence des propos que tiennent ces *boy scouts* Nouvel Age promoteurs de nihilisme, prétendant fournir, par la pédagogie du sacrifice, la clé du combat contre la radioactivité, le nucléaire et ses défenseurs.

« La troisième voie : rester malgré les radiations »

Récemment, un groupe d'antinucléaires [dissidents](#) s'est aventuré à émettre de sérieuses réserves quant au bien fondé du « Matsumura tour ». Les pèlerins voyagistes leur ont donné pour toute [réponse](#) :

« La technocratie a contaminé certains militants anti-nucléaires et lorsqu'ils pratiquent la censure, ils abandonnent la démocratie. La négation du témoignage est le déni de la liberté d'expression. [...] Face au désastre nucléaire auquel se préparent désormais les autorités de sûreté nucléaire françaises, Naoto Matsumura est une figure de grande humanité, peut-être le premier homme de Fukushima. »

Antonio Pagnotta et ses frères remettent donc au rayon du quasi-terrorisme les critiques de ceux qu'ils qualifient de « groupuscule d'anonymes anti-nucléaires » issus de « la militance anti-nucléaire radicale, qui dans sa guerre totale contre le nucléaire, oublie l'écologie ».

Une drôle d'écologie pourtant :

« J'ai toujours pensé, ajoute l'un des suiveurs de Pagnotta, qu'il y aurait (face à l'accident nucléaire) deux types de réponse : la fuite ou le confinement. Avec *Le dernier homme de Fukushima*, on comprend qu'il existe aussi une troisième voie, celle de rester malgré les radiations »

[Écrit](#) ce co-organisateur de la mise en spectacle du malheur, prônant un véritable ghandisme radiologique. « *Le refus (de Matsumura) d'évacuer est un défi face à Tepco, l'opérateur nucléaire, un acte de résistance non-violente* », déclarent ceux qui pourraient, à première vue, sembler bien naïfs à défendre l'idée qu'on puisse s'opposer à Tepco par un acte de paix. Cependant, la suite de leur propos lève les ambiguïtés et révèle le fond de leur doctrine :

« Il est porteur d'un témoignage extrême rappelant celui de la première torche vivante au Vietnam en 1963 ».

[Ailleurs](#), ils alertent encore du fait que :

« Matsumura, dans sa résistance quotidienne nous apprend que, non seulement les êtres humains sont à protéger, mais aussi leurs compagnons, les animaux. »

Ainsi, niant le fait que l'animal irradié constitue déjà une étape décisive vers cet « animal-machine » qu'ils dénoncent eux-mêmes, voici qu'au nom de la défense des « Droits aux Animaux », les spiritualistes de l'écologie tentent de nous faire croire que la mort par irradiation serait plus respectueuse de l'animal que son équarrissage avant, au choix, la tumeur cancéreuse ou l'écrasement sur l'autoroute.

Au-delà du sentiment d'effarement que l'on ressent face à un argumentaire qui nous enjoint un jour à sauver « la République et la démocratie » que « l'électronucléaire mettrait assurément en danger en cas de désastre » ; et le suivant, à protéger les « êtres humains et les

animaux » ; au-delà de la confusion qui, dans une même déclaration, fait passer Matsumura du statut de « dernier » à celui de « premier homme » de Fukushima – sans que l’on comprenne s’il s’agit d’un appel à ce que d’autres le rejoignent en zone contaminée pour grossir les rangs d’une congrégation de la troisième voie – voyons les enjeux de ce message.

Matsumura n’est pas le « dernier homme de Fukushima »

Sur les 2 millions de personnes que compte le département de Fukushima, au total 160.000 ont officiellement évacué, soit 8%, dont 63.000 à l’extérieur du département. La majorité des habitants est restée. Des municipalités proches de la centrale, 83.000 personnes ont été évacuées, et, au jour d’aujourd’hui, entre 20% et 50% d’entre elles seraient revenues, selon les communes, à l’exception il est vrai, de Omura et Tomioka, où les taux de retour sont faibles. Plusieurs milliers de personnes vivent donc actuellement dans des zones hautement contaminées à Fukushima, et [l’annonce](#) par le gouvernement, ce 23 février, de la levée de l’interdiction de résidence dans les dernières zones restreintes va dans le même sens, au motif que « les ordres d’évacuation interfèrent avec la liberté, garantie par la Constitution, qu’a chacun de choisir son lieu de résidence » et que « le gouvernement n’a pas le droit de retarder la reconstruction de votre vie ».

On peine, par conséquent, à justifier une argumentation qui voudrait faire passer Matsumura pour le dernier (comme pour le premier) homme de Fukushima. Et ce d’autant moins que d’autres fermiers ont depuis trois ans, adopté une position similaire. Yoshizawa Masami, par exemple, éleveur de Namie également implanté dans l’ex-zone interdite, continue de s’occuper de ses 360 vaches dans son « [Ranch de l’espoir](#) ». Souhaitant témoigner du fait que « tous les Japonais ne sont pas passifs », il déclare : « Mes vaches et moi, nous montrerons que le changement est encore possible ».

Si, d’ailleurs, au Japon, ces réfractaires ne sont pas blâmés par les rares personnes qui leur prêtent attention et s’activent, elles aussi, par d’autres moyens, à la gestion des dégâts, il ne viendrait à l’idée de personne d’en faire les incarnations d’une « voie » à suivre face à l’inachevable désastre. D’autant que chacun sait, intelligemment, que de telles « expériences » font les choux gras des scientifiques qui les auscultent, et des factions d’extrême droite, d’extrême gauche et religieuses qui les infiltrent.

Alors, sans doute, les *tour-operators* du risque maximum utilisent-ils dans une acception métaphorique l’idée du « dernier homme » : au

prétexte qu'il constituerait à lui seul un défi pour TEPCO, cet « irradié volontaire » héroïque, prêt à mourir sur la croix du calvaire, permet l'éloge du « sacrifice », terme utilisé par [Pagnotta](#) en personne, en une pure mise en fiction des résistances au monde-comme-il-va. Ayant certes l'avantage d'aimer une audience en quête de compassion et de déculpabilisation, ce tour de passe-passe atteindra son but et fera de ce bébé-Christ animiste, le meilleur alibi pour chacun à ne pas agir, se transformant plutôt, sautant de joie et de bonhomie, en « torches vivantes », payant de sa vie afin de devenir responsable de ce qu'il n'a pas choisi – c'est-à-dire sa propre destruction.

Le « retour d'expérience » d'une expérience sans retour

On comprend mal un tel positionnement de la part d'écologistes qui reprochent leur « radicalité » à ceux qui les critiquent, et l'on ne peut s'empêcher de penser qu'ils font leur le principe du national-nucléarisme, idéologie de la défense en profondeur de la société nucléaire organisée autour de la déréalisation de la perception du monde, que la catastrophe de Tchernobyl avait déjà permis d'établir : tous les risques sont acceptables quand on fait en sorte de ne pas laisser à ceux qui les prennent la possibilité de les refuser.

Certes la [narration](#) de ces mythologues ne manque pas de lyrisme : « Le projet que voulait développer Matsumura était la base de toute civilisation : un noyau de vie autour duquel la ville pourrait recommencer à vivre, la ferme originelle. Le petit village minuscule qu'avait été Tomioka dans la nuit des temps pourrait ainsi être recréé, première étape nécessaire au retour de la civilisation ».

Mais cet inquiétant « retour de la civilisation » qu'ils invoquent, n'est pas autre chose qu'une mise en pratique du principe selon lequel toutes les religions sont, au plus profond d'elles-mêmes, des systèmes de cruauté. Cette spiritualisation de la menace à laquelle ils nous convient et leur appel au retour à la terre originelle travaillent à l'intériorisation de la violence et ne constituent en rien un défi pour quiconque, et encore moins pour une solide TEPCO nationalisée et déresponsabilisée. Elle ne fait que transformer l'horreur en espoir d'une récompense qui ne viendra jamais.

En réponse au culte du risque, probabilisable donc gérable à l'infini, qui sied si bien au cynisme pragmatique des nucléaristes, ces antinucléaires réformés, amoureux du malheur, nous invitent au partage de la morale métaphysique du culte de la menace.

Mais ce dont les gens ont besoin, ce n'est pas d'un « retour d'expérience offert par Matsumura en mots simples et directs » comme nous le [proposent](#) ces indignés de l'atome, fusse-t-il celui d'une « torche vivante » à laquelle se réchauffent les fanatiques sans lendemain, mais d'un renversement des causes réelles de la menace qui pèsent sur eux, de leur malheur et de leur souffrance. Or, quel « retour d'expérience » peut-on attendre d'une expérience sans retour ?

« Radioactivité »... que ce mot n'alarme personne !

Matsumura Naoto s'apprête donc à faire l'objet d'une monstration de foire intercontinentale, les monstres étant bien sûr ceux qui applaudissent. Il passera « au château de Versailles », à Bure et à Fessenheim où ses groupies donneront raison à ceux qui considèrent que, dans nos sociétés, il y a toujours plus d'hommes en trop. Contribuant au pathos qui broie moralement l'homme, cet humanisme à l'usage des masses, pure abstraction de l'homme qui exige que les individus aient une idée misérable d'eux-mêmes, et fait dépendre la justice de la conversion à la vertu du sacrifice, pour les « générations futures » probablement, contribue à accroître comme jamais encore la soumission volontaire.

Les antinucléaires écologues qui font pourtant de la radioactivité l'origine de bien des maux, souscrivent simultanément à l'idée qu'au fond, elle ne doit alarmer personne lorsqu'elle est sublimée, s'empêchant ainsi de créer des conditions telles que sa raison d'être soit supprimée.

Tandis que les défenseurs du nucléaire appellent à une adaptation des corps au rayonnement, les écologistes appellent à une adaptation des esprits, nul ne semblant songer que l'on pourrait, en toute simplicité logique, adapter le réel au maintien de la vie.

Thierry Ribault,
Kyoto, le 27 février 2014.

« Penser/Créer avec Fukushima »

L'infamie gagne du terrain

5 juin 2014

Deux enseignants et écrivains, Michaël Ferrier de l'université Chuo à Tôkyô, et Christian Doumet, de l'université Paris 8, membre de l'Institut Universitaire de France, organisent du 12 au 14 juin à Paris, à l'INALCO et à la Maison de la culture du Japon, une « Rencontre internationale » intitulée « Penser/Créer avec Fukushima ».

L'argument est le suivant :

« Fukushima est ancré dans notre présent d'une manière si inquiétante qu'il est encore impossible d'imaginer le monde d'après Fukushima. Certes, de nombreux travaux dans toutes les langues ont porté et portent encore sur les aspects scientifiques, techniques et politiques de l'événement. Mais la manifestation proposée ici s'intéressera plutôt à ses conséquences intellectuelles et esthétiques, et au nouvel ordre mental dans lequel nous sommes appelés à vivre depuis le 11 mars 2011. » ²⁴

Un étrange mutisme

Véritable tour de force de ce colloque de trois jours relatif au désastre, les mots « nucléaire », « radioactivité » ou « irradiation » n'apparaissent à aucun moment, ni dans l'annonce qui est faite, ni dans les titres des communications prévues au programme. Certes, on comprend que l'accueil de ce *salon Fukushima* dans l'enceinte du bras armé de la politique étrangère culturelle du Japon, la Maison de la culture du Japon à Paris, puisse expliquer en partie cette pirouette de la part d'« universitaires, écrivains, photographes, philosophes, etc. » (sic) ²⁵, dont le souci principal est de « penser *avec* Fukushima ».

Relégués au rang de tabous, ces mots sont remplacés par « l'événement Fukushima », « la pensée de Fukushima », le « filmer Fukushima », ou

²⁴ <<http://www.mcjp.fr/francais/confererices-6/penser-creer-avec-fukushima-1001/penser-creer-avec-fukushima>>

²⁵ Les vocables étant désormais aussi volatiles que les cotations boursières, cette formulation a été modifiée dans la « dernière » version de l'annonce de l'événement. Toutefois, que le lecteur scrupuleux n'hésite pas à nous demander le programme (dans ses états successifs), que nous tenons à sa disposition. Nous assumerons fort volontiers notre rôle « d'ouvriers ».

encore le « donner à voir Fukushima », mais nulle part on ne trouve trace de cette réalité apparemment censée être désormais connue de tous, et visiblement déjà obsolète, qui est celle de la contamination radioactive des hommes et de leur milieu par les « atomes de la paix », comme les appelait Eisenhower en 1953.

Adorno, lui, écrivait en 1951 :

« L'évidence du malheur tourne toujours à l'avantage de ses apologistes : comme tout le monde est au courant, nul n'a à en parler et, sous couvert du silence, les choses peuvent suivre leur train. » ²⁶

Ce tour de passe-passe, consistant à « liquider » toute référence au nucléaire dans un colloque pourtant censé porter sur les conséquences de la fusion de trois des réacteurs de la centrale n°1 de Fukushima, servirait-il aux organisateurs à s'éviter les foudres des membres de l'Académie des sciences, de l'Académie des sciences morales et politiques ou du Collège de France – institutions qui proposent les noms des personnalités pressenties pour composer le jury de l'Institut Universitaire de France, partenaire de cette manifestation ? Ou bien, interprétation compatible avec les deux précédentes, les organisateurs considéreraient-ils que « Fukushima » constitue désormais un concept en soi, une abstraction qui, à l'instar de la réalité naturelle nue du physicien, fait passer à leurs yeux pour une entité objective ce qui est un fait social, à savoir la production de l'énergie nucléaire et ses dommages collatéraux, dans un lieu concret, avec des gens, une identité, et une histoire ?

Les « penseurs de Fukushima » semblent, en effet, bien loin de ce type de préoccupations et, comme le ferait une assemblée glosant sur l'esclavage sans jamais prononcer le mot « colonisation », concept dépassé, préfèrent se pencher sur l'attendrissant berceau des « sens nouveaux que prend le terme de « contemporain » et sur celui de « la pensée et la création telles que les reconfigure l'événement Fukushima » ²⁷. Cette mise en objet de pensée que souhaitent opérer ces experts en recyclage n'est rien d'autre qu'une *vaporisation* du désastre nucléaire lui-même. Il s'agit pour eux de penser *avec* Fukushima comme on joue *avec* un ballon, et si possible, spectacle oblige, en le faisant tourner sur son nez face à une assemblée médusée devant tant d'habileté, contribuant ainsi à faire passer la représentation de la réalité pour la réalité elle-même.

²⁶ Theodor W. Adorno, *Minimo Moralia* (1951), Editions Payot & Rivages, Paris, 2003, p. 314.

²⁷ Précisons que selon la loi énoncée en note 2 de la présente contribution, il n'est plus fait mention de ces ambitions dans la « dernière » version accessible du programme.

Ainsi, quoi qu'il en soit, l'enracinement d'une des pires catastrophes nucléaires de l'histoire de l'humanité dans le fameux régime japonais de la « démocratie de l'après-guerre », avec son paravent de constitution pacifiste et de prospérité économique, qui n'a servi à rien d'autre qu'à domestiquer les masses et à élaborer une société du contrôle sous l'aile protectrice de la stratégie militaire américaine, passe-t-il à la trappe. De même, la question de la nationalisation du peuple japonais, bien plus efficace que la nationalisation de l'industrie lorsqu'il s'agit de réconcilier autour de la soumission et de la trop fameuse « résilience », un peuple désormais appelé à prendre part dare-dare à la cogestion des dégâts et à vivre en toute sérénité « avec Fukushima », est-elle soigneusement contournée. Quant au fait que l'autogestion confie l'administration du désastre à ceux qui en subissent le plus directement les conséquences, dans une situation où les autorités publiques et les experts restent les maîtres, et ceux qui souffrent, les coupables, et quant au fait que la même autogestion garantit une circulation efficace des injonctions et des ordres jusqu'à leurs destinataires, tout en nourrissant chez eux l'*illusion de participation* qui fonde le refoulement de leur soumission – ces faits-là, parfaitement attestés, semblent parfaitement ignorés.

Il suffit, pour prendre la mesure de la réduction qu'opèrent les organisateurs de cette rencontre, de remplacer « Fukushima », figurant en ritournelle dans le titre et l'énoncé de leur manifestation, par les réalités pratiques auxquelles ils l'ont substituée, pour aboutir aussitôt à de moins plaisantes formules, du type : « Penser/Créer avec le cancer de la thyroïde » ; ou « Penser/Créer avec 20 millisieverts » ; ou encore : « Penser/Créer avec un dosimètre ».

Nier l'existence d'une réalité objective, alors que l'on tient compte de la réalité que l'on nie, tel est l'exercice de *doublepensée* auquel se livrent les penseurs du « présent ». L'essentiel est, pour eux, de ne surtout pas sortir du bois, tout en distillant leur « inquiétude ».

L'empire du flottement, pour mieux *Fukushimer* en rond

Les scrutateurs de la « contemporanéité », victimes d'un certain flottement, nous invitent à nous intéresser « au nouvel ordre des choses dans lequel nous sommes appelés à vivre depuis le 11 mars 2011 », puis nous proposent, dans une version ultérieure de leur programme,

d'ausculter le « nouvel ordre mental dans lequel nous sommes appelés à vivre depuis le 11 mars 2011. » ²⁸ Ils affirment :

« Dans cette rencontre Penser/créer avec Fukushima : « avec » est le mot-clé de ce colloque. C'est lui qu'il s'agira d'explorer à travers une série d'échanges, de présentations et de représentations mobilisant les penseurs et les acteurs les plus décisifs autour de la pensée de Fukushima »

Le cercle de ces derniers se trouvant ultérieurement redéfini pour inclure désormais les « acteurs les plus décisifs dans la pensée de la catastrophe »⁶. Ainsi, passent-ils indifféremment du « nouvel ordre des choses » au « nouvel ordre mental » – l'essentiel étant la nouveauté bien ordonnée –, des « penseurs et acteurs les plus décisifs » aux « acteurs décisifs dans la pensée de la catastrophe »²⁹, tristes impuissants insatisfaits, et fort certainement indignés, voire même révoltés par « le drame de Fukushima » – titre d'une des communications promises – que les organisateurs estiment urgent de... penser. Ils oublient que le désastre de Fukushima n'est guère plus que l'un des innombrables désastres que nous réserve la société industrielle, depuis longtemps et pour longtemps encore. En résumé, ils nous invitent à sortir de l'histoire, ou plus exactement comme l'écrit le communiste-heideggérien Jean-Luc Nancy, convoqué à cette rencontre, à « comprendre qu'il s'agit de changer d'histoire » ³⁰, comme on change de veste sans doute.

Quand on se souviendra que Jean-Luc Nancy avait déjà disserté sur « Philosopher après Fukushima » ³¹, on comprendra qu'il s'agit toujours de *Fukushimer* « après », « avec », mais jamais « contre », car ce dont le progrès morbide se nourrit, c'est de la peur de la liberté. « Penser sans s'opposer ni proposer » ³², recommandait ainsi Jean-Luc Nancy.

Se résoudre à être sans « être-avec », voilà ce qui est inconcevable aux thuriféraires de Heidegger, qui semblent s'accommoder de la manière dont ce dernier a su être (concrètement cette fois) *avec* le national-socialisme pour faire front à l'« enjuivement au sens large » ³³ de la culture allemande. La honte de s'élancer vers la liberté et de s'exposer en tant que

²⁸ *Ibidem*, note 2.

²⁹ *Ibidem*, note 2. Nous sommes restés fidèles à la coquille qui sera sans doute sous peu corrigée par ses auteurs.

³⁰ *Le Monde*, 12 avril 2012.

³¹ Le titre de cette visioconférence de Jean-Luc Nancy a ensuite été réduit à « Après Fukushima », « philosopher » ayant été scotomisé dans le titre du livre ultérieurement paru : *L'équivalence des catastrophes -Après Fukushima*, Galilée, Paris, 2012.

³² *Ibidem*, note 8, p.18.

³³ Martin Heidegger, *Etre et temps*, Gallimard, Paris, 1986, § 74.

« moi », voilà ce qui les hante. Gunther Anders avait déjà identifié le phénomène :

« L'enfant, terrassé par l'angoisse de devoir s'avancer en tant que moi face à autrui, ne souhaite qu'une seule chose - disparaître et devenir invisible. Il cherche alors (comme le petit kangourou qui retourne en sautant dans sa poche originelle) à retrouver l'ailleurs du pur être-avec, et c'est pour cette raison que l'enfant se cache dans les jupes de sa mère. [...] Tous ceux qui éprouvent ces formes de honte ne se cachent-ils pas parce qu'ils ressentent comme un opprobre le fait d'être un « moi » ? S'ils restent « dans leur coin » ou font croire qu'ils n'entendent pas, n'est-ce pas parce qu'ils cherchent à nier qu'ils sont un « moi » et à effacer le caractère honteux de ce qui les distingue, en vue de retrouver leur état antérieur ? » ³⁴

Il s'agit, chez ces spécialistes de la ruine « civilisationnelle » retapée, de saper toute velléité de refus quel qu'il soit : n'en voyant plus l'utilité pour eux-mêmes, ils n'en voient plus l'utilité tout court. Ainsi, Nancy encore, cette fois au stand « Politique » de *L'Humanité* du 28 août 2013, proclamait-il :

« La « révolution » reste le nom d'une exigence désormais clairement non identifiée. Nous devons ré-identifier « homme », « révolution », « histoire »... mais sans doute d'abord ré-identifier l'identité ! »

Et sans doute aussi nous égarer une fois de plus dans les méandres de la contemplation de « l'invisible vie du sens et de ses vibrations » ³⁵.

Nous ne cédonc en rien à l'illusion de la souveraineté du peuple, qui a déjà amplement trouvé l'occasion de se diluer dans le « changement social », puis dans la « cohésion sociale », puis encore, dans la soumission-consommation « durable », avant de finir dans les égouts du programme « éducatif » au doux nom de « Mort et Renaissance », du Département de Fukushima (cofinancé par le ministère japonais de l'Éducation et l'OCDE), programme se donnant pour modeste ambition de « dépasser la mort, reprendre la force de la vie, et construire son avenir ». Cependant, nous ne perdons pas pour autant de vue les « chances », comme disait Marcuse, que « les extrêmes historiques se rencontrent à nouveau : c'est-à-dire la conscience humaine la plus évoluée et la force humaine la plus exploitée » ³⁶. C'est à cette rencontre là que théorie et pratique doivent œuvrer, non pas pour lutter contre la contamination radioactive dont le

³⁴ Gunther Anders, *L'Obsolescence de l'homme - Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, (1956), Ivrea-Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 2002, pp. 94-95.

³⁵ *Ibidem*, note 7.

³⁶ Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1964, p. 280-281.

dégât est irréparable, mais pour détruire ce qui nous somme de vivre « avec ».

Qui composera « avec Fukushima » ?

La compositrice Tomoko Momiyama, côtoiera donc l'aréopage créatif de la revue et de la collection "L'Infini" de l'ancien maoïste Philippe Sollers. Lauréate du bien nommé programme API (Asian Public Intellectuals)³⁷ attribué par la Nippon Foundation, fondation à la généalogie notoirement fasciste, créée par Sasakawa père et maintenant gérée par Sasakawa junior, dont on connaît le négationnisme en matière historique (négarion du massacre de Nankin notamment), comme dans le domaine des effets sanitaires de la contamination radioactive à travers le financement de travaux d'« experts scientifiques » patentés, dont ceux du funeste professeur Yamashita, défenseur zélé de l'innocuité du rayonnement en deçà de 100 millisieverts, conseillant à chacun de « sourire pour faire face aux radiations », Tomoko Momiyama saura, comme elle le propose, « Composer avec Fukushima ».

Quant à l'historien et philosophe Tetsuya Takahashi, ardent critique du nationalisme japonais, embarqué dans cette aventure, on peut se demander s'il est conscient de la douteuse compagnie que les organisateurs lui réservent.

Philippe Forest, enseignant-écrivain, rejoint la troupe, lui qui, ayant déjà, au stand « Culture & Idées » du *Monde* du 21 décembre 2013, allié le pathétisme à la distance propre au penseur qui en a vu, s'extasiait devant « l'inhumanité majestueuse » dont rendaient compte, selon lui, les œuvres d'un photographe japonais sur le désastre dans lequel il a perdu sa mère, et se pâmait encore face à « la leçon de compassion et de courage dont le Japon d'après Fukushima a besoin ». L'intellectualisme rejoignant l'immaturité, ce grand amateur de « l'idée d'une beauté un peu effrayante qui naît de la démesure même du monde » aura, sans aucun doute, trouvé dans le désastre nucléaire de Fukushima de quoi se rassasier.

Ces penseurs « décisifs », qui, en fait de pensée n'ont que des pensées d'arrière-boutique, s'inscrivent dans le ballet incessant des impuissantes prétentions à la nouveauté auxquelles la multiplication des publications et événements mondains sur « Fukushima » ne fait qu'ajouter un mouvement : on se souvient du « Figurer la catastrophe, réfléchir le nucléaire » en septembre 2013 à Lyon, déjà avec le même Jean-Luc Nancy,

³⁷ Voir : <<http://www.cseas.kyoto-u.ac.jp/api/fellows-ip/3/nnomiyama.html>> ou <<http://www.newmusicza.org.za/node/364>>.

ou plus récemment, le 10 janvier 2014, d'un savant « séminaire », également lyonnais, intitulé « Pérégrinations en territoire radiocontaminé ». Ils prennent part à la complaisance dans l'esthétisation et la moralisation de la catastrophe, avec la certitude de leur rôle historique pour penser, filmer, composer « Fukushima ». Ils s'y attendent avec ardeur, en parfaite complémentarité avec les scientifiques qui partagent avec eux un goût prononcé pour la récupération parasitique de la catastrophe. Mais se refusant à concevoir les bases matérielles de ce sur quoi ils pensent, comme celles des mises en scène auxquelles ils s'adonnent, ce que les uns et les autres *recupèrent*, ils ne peuvent au final rien en dire, bien qu'ils ne sachent parler d'autre chose. De fait, les récupérateurs patinent et dérapent.

Tandis que les scientifiques tirent les « leçons de l'expérience de Fukushima », leçons qu'ils nous somment de réviser avant le prochain examen, les penseurs, pour qui tout objet doit servir à des exercices de style public, font de « Fukushima » un matériau pour la pensée, en attendant la prochaine livraison de nourriture pour les neurones.

« L'activité des récupérateurs s'inscrit dans le cadre de la poursuite mécanique du monopole spectaculaire : c'est le même mépris de la réalité, qui croit pouvoir parler de tout sans conséquences, parce qu'il a acquis son droit de parler dans l'organisation existante de la culture du fait de ne tirer aucune conséquence de ce qu'il dit. »

Écrivait Jaime Semprun, dans son *Précis de récupération*³⁸ datant de 1976, qui n'a pas pris une ride.

À quoi bon, en effet, s'insurger, comme le faisait Philippe Forest dans l'article précité, face au « tourisme esthétique de la désolation qui a pris de telles proportions que les survivants du tsunami commencent à être excédés par le défilé continu des artistes et écrivains, japonais et étrangers, qui font la queue sur place pour prendre les victimes à témoin de leur propre souffrance face à la catastrophe qui les a épargnés », quand on pratique soi-même le tourisme de la pensée, autre avatar du marché de la récupération ?

Qu'ils contribuent à la mise en orbite de la réalité du désastre nucléaire importe finalement peu aux organisateurs de ce salon parisien dont l'objectif est de mobiliser tous azimuts pour créer l'événement autour de « l'événement Fukushima ». Toutefois, contrairement à leurs homologues télévisuels, l'objectif bien plus ambitieux de ces *Jeux de la pensée* n'est pas

³⁸ Jaime Semprun, *Précis de récupération, illustré de nombreux exemples tirés de l'histoire récente*, Editions Champ Libre, Paris, 1976, p.35.

de collecter des fonds pour une œuvre caritative, mais de ramasser des concepts, pour mieux les redéfinir à l'infini, dans une exigence permanente d'invention dans le langage afin de créer un « nouvel humanisme » avec « Fukushima », c'est-à-dire, probablement, un humanisme enfin à la hauteur de l'homme totalement soumis à sa condition de survivant. C'est désormais en polluant que l'on invente, et en survivant que l'on vit.

Apothéose consternante de ce colloque, l'annonce d'une intervention titrée : « La poésie peut-elle répondre de Fukushima ? ». Dans un entretien paru dans le n°1 de la revue *Gordogan* en janvier-février 1979 à Zagreb, le poète Radovan Ivsic avait d'ores et déjà réglé son compte à ce type de questionnement verbeux et affirmé le pouvoir révolutionnaire de la poésie :

« C'est au poète de maudire dans la société les germes de mort bâtisseurs d'État et d'empire ; c'est au poète de maudire chacune des mutilations du corps collectif qui se fait au nom de l'ordre, de la loi, du droit ou de l'homme. Contre le pouvoir, le poète aux mains nues travaille à la reconquête des pouvoirs perdus. Et c'est là son seul et dangereux pouvoir. »

On peut se prendre au jeu et se demander pour quelle raison la poésie serait « garante » d'un désastre nucléaire, c'est-à-dire « responsable ». Cependant la question révèle le peu d'intérêt qu'elle a sitôt que l'on s'aperçoit que les penseurs « décisifs » singent purement et simplement la considération d'Adorno sur « la poésie après Auschwitz », se refusant à tirer les conséquences de la position de ce dernier qu'ils s'évertuent à prendre à contre-sens, lui qui pourtant, dix-sept ans après avoir écrit que « même la conscience la plus radicale du désastre risque de dégénérer en bavardage », ne se dédira en rien en réaffirmant en 1966 :

« Toute culture consécutive à Auschwitz, y compris sa critique urgente, n'est qu'un tas d'ordures. »³⁹

Le désastre nucléaire de Fukushima n'est pas un « moment décisif »

Jean-Luc Nancy avance :

« La catastrophe de Fukushima représente un moment décisif car elle est survenue en un temps où tout était prêt pour lui donner un sens qu'elle n'aurait pas eu vingt ans plus tôt. » (*L'Humanité*, 28 août 2013)

³⁹ Theodor W. Adorno, *Dialectique négative* (1966), Editions Payot & Rivages, Paris, 2003, p. 444.

Toutefois, outre le fait que nous vivons désormais un « moment décisif » par semaine, nombre d'observateurs n'avaient-ils pas eux aussi souligné en leur temps le caractère « décisif » de la catastrophe de Tchernobyl dans « l'effondrement » de l'empire soviétique dont on sait aujourd'hui combien il n'était que la préface d'un nouveau chapitre, à savoir celui de la « recomposition » de l'empire Russe ?

Concernant le désastre nucléaire de Fukushima, les faits contredisent cette affirmation de principe du « moment décisif ».

Certes, nous partageons l'analyse d'Annie Le Brun, que reprend d'ailleurs en partie Jean- Luc Nancy, selon qui :

« Le tremblement de terre de Lisbonne de 1755 constitue un événement capital en ce que, marquant la fin de la conception religieuse de la catastrophe, il ouvre sur la liberté de foisonnement d'un imaginaire catastrophique qui va se révéler l'unique moyen d'appréhender un monde en train d'échapper à toute compréhension [...] Ce désastre c'est d'abord la catastrophe qui brise l'extraordinaire accord entre philosophes, moralistes, religieux et poètes autour de l'optimisme, en ce que celui-ci rassemble les uns et les autres sur une vision du monde aussi modératrice que rationalisante. La force de ce consensus vient en effet de ce que la doctrine de l'optimisme correspond à l'aboutissement d'une formidable tentative de rationalisation du religieux. [...] Le désastre de Lisbonne atteint autant la notion de Providence que le rêve rationalisant dont celle-ci se nourrit alors.»⁴⁰

Toutefois, le désastre nucléaire de Fukushima, et d'autres avant lui, bien que se déroulant dans un contexte « objectif » de profonde remise en cause des sociétés industrielles, identifié par un certain nombre d'observateurs depuis déjà plus d'un demi-siècle, ne donne lieu à aucune émergence de ce type, et n'est donc en rien un « moment décisif ».

Certes, il constitue un « bon qualitatif »⁴¹, pour reprendre une formule d'Adorno relative aux camps de la mort, et l'ampleur des moyens mobilisés par la « communauté internationale », autant que son empressement à les mettre en œuvre pour en amortir le choc et reprendre en main l'horreur, constituent, de ce point de vue, les indicateurs les plus fidèles du caractère stratégique de cette « avancée ». Mais ce n'est pas nier l'histoire, bien au contraire, que d'affirmer qu'il s'agit là tout au plus d'une étape supplémentaire du processus de régression de la raison dans l'idéologie, si bien mobilisée pour résister au changement.

⁴⁰ Annie Le Brun, *Perspective Dépravée*, La Lettre Volée, Bruxelles, 1991, pp.21-25.

⁴¹ Theodor W. Adorno, *Minima Moralia* (1951), Editions Payot & Rivages, Paris, 2003, p. 314.

Le désastre comme opium contre la liberté

Le désastre est l'opium du peuple et, à l'instar des précédents, celui de Fukushima ne fait pas exception à la règle. Au lieu d'amener à une véritable prise de conscience qui entraînerait une remise en cause radicale de nos croyances, de nos modes et de nos choix de vie et nous entraînerait vers les véritables décisions qui pourraient, non pas effacer le préjudice (ce n'est plus possible dans le cas du nucléaire), mais cesser la propagation (et donc l'accroissement des menaces et des dégâts), le désastre, habillé de sa *qualité désirable*, plonge les populations dans le sommeil éternel de la drogue qui annihile les instincts, devenant lui-même un instinct. Ainsi est-il attendu aujourd'hui du « peuple-japonais-une-fois-de-plus-martyrisé » qu'il partage les fruits et tire les leçons d'une « expérience » – car c'est désormais le désastre qui fait l'homme et non plus l'inverse –, qu'il en fasse un terreau pour l'avenir et qu'il y voit toutes les meilleures raisons de demeurer, en utilisant les mêmes clés que toujours, la grande puissance économique qu'il avait su devenir après la guerre.

La soumission, au nom de la sécurité de tous, à l'ordre nucléaire est d'autant plus préférable à la liberté, qu'elle est indiscutable, et *vice versa*. Donnons-en deux illustrations concrètes à partir d'évolutions législatives récentes ⁴².

Un amendement à la « Loi fondamentale sur l'énergie atomique » de 1955, discrètement adopté le 20 juin 2012, précise que désormais « la politique de l'énergie nucléaire du Japon doit contribuer à la sécurité nationale ».

Pour Michiji Konuma, physicien à l'université Keio, cette mention entre en complète contradiction avec la clause d'utilisation pacifique du nucléaire : « le nouveau texte comble un vide dans la constitution japonaise, qui autorise le pays à se défendre avec des armes dont la nature n'est pas clairement définie », et désormais « les moyens militaires nucléaires peuvent être mobilisés pour défendre la sécurité nationale. » ⁴³

Selon un haut fonctionnaire ⁴⁴, il s'agit, en outre, de garantir une légitimité à l'existence du centre de stockage, de retraitement et d'extraction de plutonium et de fabrication de MOX de Rokkasho, chaîne de retraitement construite en partenariat avec AREVA à partir de 1993,

⁴² Nous reprenons ici des éléments développés dans « Le désastre de Fukushima et les sept principes du national-nucléarisme », revue *Raison Présente*, n°189, mars 2014, pp. 51-63.

⁴³ *Asahi*, 17 août 2012.

⁴⁴ *Mainichi*, 26 juin 2012.

qui n'est jamais entrée en fonction, mais est sur le point de le faire⁴⁵. Seule l'utilisation de l'infrastructure de Rokkasho à des fins militaires garantirait la pérennité de ce bijou de 20 milliards d'euros, dont le coût de démantèlement est estimé à 80 autres milliards : en effet, aucun réacteur ne peut à ce jour accueillir au Japon le plutonium séparé qui y serait produit.

La capacité de retraitement du site de Rokkasho permettrait de produire annuellement une quantité de plutonium séparé de 8 tonnes, suffisante pour fabriquer 1 000 bombes atomiques. Le Japon détenant déjà de quoi fabriquer 5 000 têtes nucléaires, l'amendement précité constitue une étape supplémentaire dans le processus de normalisation de sa nucléarisation militaire, *de facto* déjà existante.

La pulsion liberticide de ce national-nucléarisme s'affirme également par l'adoption de la « Loi de protection du secret spécial d'État » le 6 décembre 2013. Elle autorise l'extension du délai d'inaccessibilité de « tout type d'information interne au gouvernement relative à la sécurité nationale » au-delà de 60 ans, tout contrevenant étant passible d'une peine de 5 à 10 ans de prison. En cas de procès, le gouvernement peut fonder son accusation sur des « preuves indirectes », se donnant ainsi la possibilité de juger les prévenus sans qu'ils aient connaissance du délit dont ils sont accusés.

Selon cette loi – en voie d'être complétée par un autre dispositif législatif permettant de punir les « infractions de conspiration » – contre laquelle ont eu lieu de nombreuses manifestations qualifiées d'« actes de terrorisme » par Shigeru Ishiba, secrétaire général du Parti libéral démocrate⁴⁶, et qu'Akira Kurihara, politiste de l'université Rikkyo, dénonce comme « équivalent à la loi d'habilitation sous l'Allemagne nazi, visant à contrôler toutes les informations »⁴⁷, tout élément relatif à la sûreté des centrales nucléaires et aux conséquences d'un accident sur les populations, relève désormais de la diplomatie étrangère, de l'anti-espionnage et de la lutte anti-terrorisme. Comme le résume la directrice de l'ONG *Access-Info Clearinghouse Japon*, en cas de désastre nucléaire, « nous n'aurons aucun moyen nous permettant de confirmer comment de telles crises nous affectent. »⁴⁸

⁴⁵ *Mainichi*, 8 janvier 2014.

⁴⁶ *Mainichi*, 1^{er} décembre 2013.

⁴⁷ *Mainichi*, 30 novembre 2013.

⁴⁸ *Mainichi*, 13 novembre 2013.

Se voulant rassurant, le gouvernement japonais envisage de se laisser la possibilité de « déclassifier en urgence les informations utiles à la population » en cas de catastrophe. Une telle *marge de manœuvre* est toutefois d'autant plus illusoire que, selon une étude récente, « il est pratiquement impossible pour l'ensemble des habitants vivant près d'une centrale nucléaire, d'évacuer suffisamment rapidement pour éviter l'exposition au rayonnement suite à un accident »⁴⁹. Cinq jours et demi seraient nécessaires pour évacuer les 1 067 000 de personnes vivant dans un rayon de 30 km autour de la centrale de Tokai, située à 110 km de Tokyo dans le département d'Ibaraki, et il faudrait six jours pour évacuer les 740 000 personnes vivant à proximité de la centrale de Hamaoka, située à 200 km de Tokyo dans le département de Shizuoka.

Par sa militarisation fatale, son chantage sécuritaire et son administration discrétionnaire de l'oubli, le national-nucléarisme ne se contente pas de restreindre la liberté, il attise la peur que les gens en ont, au point qu'ils la stigmatisent et la fuient. Dans le même élan, il démocratise une forme de *liberté utile*, qui sert à compenser le renforcement du gouvernement qui la permet et les institutions qui la dispensent et l'organisent.

Ainsi, « avec Fukushima », le Japon prolonge son inscription dans le national-nucléarisme, cette idéologie qui fonde la société nucléaire, dont se sont dotés les défenseurs en profondeur du nucléaire et à laquelle les populations se soumettent, organisée autour de la déréalisation de la perception du monde. En rendant tous les risques acceptables, en niant les effets sanitaires de l'irradiation, en mobilisant une science devenue productrice d'ignorance, en faisant de chacun le co-gestionnaire de l'administration du désastre et le responsable de sa propre destruction, en faisant de la technologie nucléaire une *force sociale* plus puissante que l'aspiration à la liberté, en travaillant à la *grande inversion* du désastre en remède, en poussant plus avant la géométrisation morbide de la vie quotidienne, en niant l'homme en tant qu'homme, le national-nucléarisme fait le choix, quand il le juge nécessaire, d'annihiler la vie au nom de l'intérêt national et de déposséder les individus de leur propre existence et de leur liberté au nom d'un supposé intérêt collectif servant de paravent à des intérêts industriels supérieurs. Pour ce faire, cette idéologie légitime et organise la coexistence d'une technologie des plus avancées, avec une profonde régression de la conscience.

⁴⁹ *Mainichi*, 14 janvier 2014.

Le national-nucléarisme fait du nucléaire et de ses catastrophes, œuvres de l'homme, des réalités naturelles. Il est cette pathologie de la conscience qui nous interdit de penser le nucléaire et ses catastrophes, pour mieux nous faire penser à travers eux. Dans ce régime, ils ne sont plus objets de pensée, mais ce qui conditionne la pensée. S'il y a bien un « avec Fukushima » contre lequel il nous revient non seulement de penser mais aussi d'agir, c'est celui-là, plutôt que de nous extasier, comme nous y invitent les postmodernistes déprimés, devant la « démesure du monde ».

* * *

On nous reprochera sans doute de jeter l'opprobre sur des penseurs bien intentionnés, avant même qu'ils n'aient montré ce dont ils sont capables. Mais n'en ont-ils pas déjà amplement fait preuve ?

Ainsi, cerise sur le gâteau, François Lachaud, autre « penseur décisif » mobilisé pour « penser le drame de Fukushima », « spécialiste d'études japonaises » à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, grand amoureux du Japon, qui déclarait, au lendemain du désastre, dans un article intitulé « Ces Japonais à l'héroïsme poignant » paru toujours au stand « Idées » du journal *Le Monde* du 17 mars 2011 :

« Lorsque l'on a vécu une partie importante de sa vie au Japon, ce rapport aux êtres chers et à l'univers naturel fondé sur une conscience aiguë de la précarité, des joies et des peines qu'elle procure, change de manière irrémédiable le regard que l'on porte sur le monde qui nous entoure. Le Japonais a pour le dire de nombreux mots, dont l'un est *hakanai*, "ce qui est fragile, évanescant, transitoire", "entre le rêve et la réalité", et qui définit, comme le nom *mujô*, ce qui est impermanent et ne dure pas. »

Fort de l'avantage que constitue le fait d'avoir vécu véritablement au Japon et de connaître donc cet être générique qu'est le Japonais, le même commentateur poursuivait :

« Ce regard à niveau humain ne peut que nous bouleverser car il nous parle, sans l'avouer, d'un des mots que tout le monde a envie de prononcer à propos du Japon de demain, d'après-demain, dans les épreuves et dans la reconstruction : "espoir". »

Si « espérer », c'est, comme nous l'expliquent les dictionnaires, « attendre un bien que l'on désire et que l'on entrevoit comme probable », peut-on décemment dire que l'on entrevoit comme probable de retrouver les siens quand on les sait morts ? Entrevoit-on comme probable de récupérer ses biens qu'un raz de marée a mis en pièces ? Entrevoit-on comme probable de revenir à la situation précédente quand tout a été emporté dans la destruction, quand 800 000 logements et 46 000

bâtiments non résidentiels ont été partiellement ou totalement détruits ? Entrevoit-on comme probable de « remonter la pente », quand on est descendu en dessous de zéro ? Entrevoit-on comme probable, enfin d'échapper à la leucémie ou à un cancer de la thyroïde, quand on est resté deux mois à proximité d'une centrale nucléaire éventrée qui vous crache à la figure ses « atomes de la paix » ? Ainsi les mots qu'on a vidés de leur sens peuvent finir par devenir des insultes.

Ce sont les questions que nous soulevions en mars 2012, dans *Les sanctuaires de l'abîme*, dans un chapitre intitulé « Petit lexique de l'infamie ». Si besoin était encore, l'annonce de la rencontre à venir « Penser/Créer avec Fukushima » le prouve : l'infamie gagne du terrain.

Nadine et Thierry Ribault,
Kyoto, le 5 juin 2014

« À Fukushima, la population est dans une situation inextricable »

11 mars 2015

Il y a 5 ans, un séisme suivi d'un tsunami provoquait l'explosion d'une centrale nucléaire à Fukushima. La chercheuse Cécile Asanuma-Brice décrypte la politique qui vise à inciter ces personnes à réintégrer les zones encore contaminées. Interview par Louise Lis pour *CNRS, Le Journal*.

Résidente au Japon depuis près de quinze ans, Cécile Asanuma-Brice travaille au bureau du CNRS à Tokyo et est chercheuse associée au centre de recherche de la Maison franco-japonaise de Tokyo et au Laboratoire international associé « Protection humaine et réponse au désastre » (HPDR) créé par le CNRS et d'autres institutions françaises et japonaises, à la suite de la catastrophe de Fukushima.

Combien de personnes restent déplacées ? Dans quelles conditions vivent-elles ?

Cécile Asanuma-Brice : Le gouvernement japonais fait état de 118 812 personnes déplacées (selon les résultats de l'enquête de la préfecture de

Fukushima au 30 janvier 2015), dont 73 077 à l'intérieur du département de Fukushima et 45 735 à l'extérieur, ce qui représente une baisse puisque les mêmes statistiques officielles affichaient 160 000 personnes déplacées en 2011, quelques mois après la catastrophe. En réalité, le nombre de personnes déplacées est bien plus élevé que cela. Car le système d'enregistrement mis en place par l'Administration est extrêmement contraignant et une partie non négligeable des habitants n'a pas voulu s'y plier. J'ai personnellement interviewé plusieurs familles regroupées au sein d'associations qui ont refusé cet enregistrement, car cela aboutissait à leur faire perdre des droits, notamment quant à la gratuité de leur suivi médical.

Dans un premier temps, le gouvernement japonais a ouvert à la gratuité le parc des logements publics vacants sur l'ensemble du territoire aux personnes qui souhaitaient s'installer ailleurs. Cette mesure était positive, même si elle ne s'est pas accompagnée de politiques d'aide à l'emploi qui auraient permis une intégration durable des nouveaux migrants dans les territoires d'accueil. En outre, cette directive a pris fin en décembre 2012. Simultanément, des logements provisoires ont été construits mais en partie sur des zones contaminées selon la carte de répartition de la contamination produite par le ministère de la Recherche du gouvernement japonais.

Dans la loi, la vie dans ces logements est limitée à deux ans en raison de l'inconfort des lieux. Mais le provisoire est en train de durer. Les réfugiés qui vivent sur ces terrains vacants aux marges des villes ont à leur charge la consommation d'électricité, de gaz et d'eau, et sont également contraints d'acheter les aliments qu'ils produisaient autrefois, la plupart d'entre eux étant fermiers. Le revenu de compensation de 100 000 yens [environ 750 euros, NdIR] par mois qui leur est versé par Tepco, l'entreprise de gestion de la centrale, est insuffisant pour couvrir ces frais. Enfin, des logiques de discrimination commencent à apparaître, pointant les réfugiés comme des « assistés », ce qui est extrêmement mal considéré dans un pays qui place très haut la valeur du travail.

Les populations expriment-elles le souhait de rentrer chez elles ? Quel est l'état d'esprit dominant ?

C.A.-B. : Beaucoup de familles sont installées loin de leur village d'origine tandis que les pères continuent de travailler dans le département où elles vivaient. Une majorité d'entre elles sont propriétaires de leur maison ou appartement ; elles ont emprunté pour cela et il leur est par conséquent très difficile de tout abandonner sans l'application d'un droit au refuge, soit l'assurance d'une compensation

financière et d'une aide à la recherche d'emploi dans la région d'accueil. Cela serait envisageable si l'on considère les sommes faramineuses consacrées à la décontamination inefficace des territoires. Ces habitants sont mis dans une situation inextricable et cela se traduit par un taux de divorce élevé, de même que celui des suicides et des dépressions nerveuses...

Néanmoins, le gouvernement entretient soigneusement l'idée d'un retour possible et tend à rouvrir progressivement les zones qui étaient interdites à l'habitation. Ainsi, la zone de réglementation spéciale qui recouvrait les neuf collectivités locales autour de la centrale a été totalement supprimée, ce qui recouvre une population de 76 420 personnes. Un peu moins de deux tiers d'entre elles – 51 360 personnes exactement – se trouvent dans la zone de « préparation à l'annulation de la directive d'évacuation » – dont le taux de contamination est en deça de 20 millisieverts (mSv) –, ce qui signifie qu'elles peuvent se déplacer librement dans cette zone durant la journée afin d'entretenir leur habitat ou d'y travailler. L'annulation de la directive a été effective en partie en 2014. Dans la zone de restriction de résidence, qui concerne 25 % des habitants (19 230 personnes), il est permis d'entrer et de sortir librement pendant la journée mais pas de travailler.

Vous dénoncez l'abus du concept de résilience, utilisé pour, dites-vous, « assigner la population à demeure ».

C. A.-B. : Pour convaincre les gens de revenir, les pouvoirs publics s'appuient sur le concept de résilience qui fait, en l'espèce, l'objet d'un abus épistémologique : des approches concernant la résilience psychologique, écologique et urbaine sont mélangées afin de suggérer l'abandon de la fuite à ceux qui obéiraient encore à leur instinct primaire d'angoisse face aux dangers ! La communication sur le risque joue un rôle important pour faire passer ce concept de résilience. Il faut faire admettre que nous vivons désormais dans « la société du risque » pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Ulrich Beck qui a théorisé cette idée. La société du risque, selon lui, c'est une société où l'état d'exception menace d'y devenir un état normal. Dans le cas présent, les normes de protection sont bouleversées pour limiter la surface de la zone d'évacuation et permettre l'illusion d'un retour à la normal.

Ainsi, le taux de radioactivité dans l'air comme au sol excède par endroits dix à vingt fois le taux de contamination internationalement admis comme acceptable pour la population civile, soit 1 mSv/an. Dès avril 2011, les autorités ont relevé cette norme à 20 mSv/an dans la région la plus polluée, et il est actuellement question de la relever à

100 mSv/an ! Même chose dans l'alimentation, où le taux d'acceptabilité maximal de la radioactivité a varié. Cette stratégie de communication a disposé en 2014 d'un budget de plus 2 millions d'euros qui ont permis, si j'ose dire, « d'éduquer » aux risques sanitaires pour mieux rassurer, par le biais, par exemple, de l'organisation d'ateliers sur la radioactivité et le cancer destinés aux écoliers de classes primaires de la région de Fukushima, de la distribution de manuels scolaires apprenant à gérer la vie dans un environnement contaminé, ou encore de campagnes télévisuelles pour des produits frais en provenance de la zone contaminée vantant l'efficacité de la décontamination, qui n'a toujours pas été prouvée.

Cette stratégie repose sur un programme déjà appliqué à Tchernobyl.

C. A.-B. : Les acteurs impliqués dans la gestion du désastre japonais sont en partie les mêmes que ceux qui ont « géré » la crise nucléaire de Tchernobyl. C'est le cas notamment de Jacques Lochard, directeur du CEPN (Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire), ainsi que du docteur Yamashita Shunichi, membre de la commission d'enquête sanitaire, l'un des premiers à avoir prôné le relèvement de la norme de sécurité à 100 mSv/an, ou encore du professeur Niwa de l'université médicale de Fukushima. Ce psychiatre argumente en faveur d'un retour des habitants en réponse aux taux de dépression et de suicide croissants liés à la douleur de l'éloignement de leur pays natal. De fait, les réfugiés sont privés de liberté de décision sur leur propre sort puisqu'on ne leur donne ni les moyens de pouvoir partir ni ceux de se réintégrer totalement. Autrement dit, on les contraint à devoir gérer leur quotidien dans un environnement contaminé. C'est justement l'objet du programme Ethos Fukushima, qui fait suite au programme Ethos Tchernobyl, l'un comme l'autre dirigés par Jacques Lochard et dans lesquels les docteurs Yamashita et Niwa jouent un rôle fondamental. Ce programme est basé sur le calcul du coût/bénéfice en matière de radioprotection et vise à apprendre aux habitants à gérer leur quotidien dans un environnement contaminé, la migration étant jugée trop coûteuse.

Ce programme a également pour but de relancer l'économie dans les régions touchées par la catastrophe, en incitant à la consommation de produits alimentaires issus des zones contaminées. Des accords sont ainsi passés avec des chaînes de supermarchés présentes sur l'ensemble du territoire et qui orientent leur distribution vers la vente d'articles quasi exclusivement en provenance des territoires touchés.

Comment réagissent les populations concernées ?

C.A.-B. : Ce lavage de cerveau fonctionne en partie, même si la résistance est de taille compte tenu de l'enjeu sanitaire. Il est vrai que cette politique de communication va très loin dans la manipulation des esprits. C'est ainsi que sont organisés des ateliers qui consistent à faire redécouvrir aux enfants qui sont partis la culture du terroir de leur origine. Du personnel administratif de la préfecture de Fukushima, entre autres des psychologues, prend donc contact avec des familles sur leur lieu de refuge, leur expliquant qu'ils souhaitent organiser des rencontres entre les enfants du même âge des anciennes classes dissolues de la région afin qu'ils ne perdent pas contact. Là, ils les font cuisiner ensemble en leur expliquant, notamment, la provenance de chaque ingrédient (par exemple le terroir des grands-parents). Ainsi, on crée la nostalgie chez l'enfant que l'on culpabilise d'avoir abandonné ses amis et son pays natal. Tout cela est créé de toutes pièces mais fonctionne malheureusement. L'enfant, alors qu'il commençait enfin à recréer de nouveaux repères dans sa ville d'accueil, rentre dans sa famille en demandant la date à laquelle ils retourneront chez eux, à Fukushima... Certaines familles ne sont pas dupes et luttent pour l'organisation de réseaux d'accueil des réfugiés qui visent à les aider à mieux s'insérer et organisent des séances durant lesquelles on explique les pièges dans lesquels il ne faut pas tomber.

Article publié le 11 mars 2015 sur le site *CNRS, Le Journal*.

Fukushima : cogérer l'agonie

13 mars 2015

En ce 11 mars 2015, quatre ans après l'inachevable désastre nucléaire de Fukushima, on peut, bien entendu, établir un bilan *officiel* : 87 enfants atteints d'un cancer de la thyroïde, 23 autres suspectés de l'être, 120 000 « réfugiés », 50 000 liquidateurs mobilisés au seuil sacrificiel dûment relevé, des piscines remplies de combustibles prêtes à nous exploser au nez, des rejets massifs et réguliers d'eau contaminée dans l'océan, pas moins de 30 millions de m³ de déchets radioactifs à stocker pour l'éternité.

Ce bilan existe. Nous vous y renvoyons.

L'État fait des habitants de Fukushima des *cogestionnaires* du désastre

Une fois ce « bilan » dressé, une fois les victimes et les inquiétudes considérées avec respect, il s'agit de tirer les conclusions qui s'imposent. L'une d'entre elles est la suivante : au fur et à mesure que se mettait en place l'aide fournie par des groupes citoyens, des ONG, des structures plus ou moins indépendantes, l'État faisait des habitants de Fukushima, indéniablement et sous couvert de « participation citoyenne », des *cogestionnaires* du désastre. On pourra nous opposer que cet élan civique a relevé de la spontanéité, voire de l'amour du prochain, que l'État n'a donné aucun ordre allant dans ce sens, que chacun était, et reste, libre de « s'engager » dans de tels mouvements, certes ! Cependant, beaucoup des hommes et des femmes qui l'ont fait, même si c'est inconsciemment, ont fait le jeu de l'État.

Voilà ce que nous avons constaté.

La plupart de ses groupes citoyens, ces ONG, ces structures plus ou moins indépendantes ont appelé les habitants à s'équiper de dosimètres, les ont aidé à s'en procurer ou à s'en fabriquer sur le mode *do-it-yourself*, les ont assistés dans la tâche pharaonique d'une impossible décontamination, ont réuni des fonds aux sommes parfois colossales pour acheter des équipements permettant d'effectuer des anthropogammamétries, y ont fait asseoir leurs congénères pour leur asséner des chiffres dont ils ne savaient que faire, ont élaboré des cartes des retombées radioactives au mètre près, ont ouvert des dispensaires dédiés à l'évaluation des doses reçues et au suivi sanitaire des populations. Ces « initiatives citoyennes » ont visé à rendre compte d'une réalité dont les protagonistes estimaient qu'elle était niée par les autorités. Ce faisant, plutôt que de les mener à « sauver leur vie », autrement dit *prendre leurs jambes à leur cou* (comme l'ont fait certaines structures, dans le Yamanashi par exemple, aidant les gens à refaire leur vie *ailleurs*), la plupart d'entre elles ont *aidé* les gens à rester sur place, ce qui a fait le jeu d'un État qui n'avait d'autre objectif, dès le début des événements, que de *maintenir les populations en place*. Ce faisant, plutôt que de remettre en question la thanato-politique de folles sociétés humaines bâties sur le danger et le gouvernement par la mort, ces structures ont appris aux gens à *vivre avec*, attendu que les dosimètres créeraient le *miracle*.

De Tchernobyl à Fukushima, la cogestion a fait faire un bond qualitatif à l'administration du désastre : travaillant à la grande inversion du désastre

en remède, elle a porté à un degré de perfection jamais atteint jusqu'à présent la responsabilisation de chacun dans sa propre destruction et la nationalisation du peuple qui la fonde.

Groupes indépendants... intégrés

Prenons deux exemples qui montrent comment, un jour ou l'autre, ces structures plus ou moins indépendantes l'ont été de moins en moins et se sont, avec plus ou moins d'état d'âme, ralliées aux structures étatiques.

Premier exemple : *Ethos*, programme développé en Biélorussie dans les années 1990 pour « améliorer les conditions de vie dans les zones contaminées », soutenu par la commission européenne, dont le leader était notamment directeur du CEPN, Centre d'études sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire, association financée par EDF, le CEA, la Cogema et l'IRSN. Un clone de ce programme, *Ethos in Fukushima*, est né au Japon six mois après le 11 mars 2011, à l'initiative d'une ONG locale visant à soutenir le moral des troupes contaminées à travers des réunions d'information où sont prônées l'entraide entre les habitants et des mesures illusoire de protection contre la radioactivité. Le mot d'ordre de l'ONG, dont la foi, logiquement, renverse les montagnes, est :

« Malgré tout, vivre ici, c'est merveilleux, et nous pouvons transmettre un avenir meilleur ».

L'élève ayant rapidement dépassé le maître, cette initiative a fait l'objet d'une prise en main de la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR), qui a mené à la mise en place de « Dialogues ». Ces séminaires participatifs ont alors rassemblé des élus, des experts scientifiques et des groupes de citoyens soucieux de « revitaliser » les zones contaminées qui en avaient bien besoin, afin d'inculquer une « culture pratique radiologique » et d'aider chacun à « optimiser les doses ».

Deuxième exemple : *Safecast*, « réseau global de capteurs qui recueille et partage des mesures de radiation afin d'habiliter les gens à gérer la situation grâce à des données relatives à leur environnement. » Suite à leur participation à une conférence de l'AIEA en février 2014 à Vienne, le leader de *Safecast* définit ses membres comme « des *hackers*, mais pas de ceux qui dévalisent les banques [sic], de ceux qui sont les moteurs de l'innovation », et montre clairement le cap, considérant « avoir modifié avec succès les présupposés qu'avait l'AIEA par rapport à ce que les groupes indépendants sont capables de faire [...] afin de fournir des sources alternatives d'information », se déclarant avec une fierté

affligeante « certain que cela fera son chemin dans la prochaine révision des directives de réponse au désastre que prépare l'AIEA. » La déléguée norvégienne à l'AIEA, qui a saisi tout l'intérêt des « capteurs citoyens », a immédiatement vu en *Safecast* :

« Des gens créatifs et innovants qui développent des solutions efficaces par eux-mêmes, et en cas d'accident dans votre propre pays, vous serez bien contents d'avoir des gens comme eux. En fait, vous devriez même, dès maintenant, chercher des gens comme eux »

<<http://blog.safecast.org/2014/02/safecasting-the-iaea/>>.

Se félicitant de ce que cette déclaration ait été suivie d'applaudissements, les responsables faussement naïfs de *Safecast* précisent :

« Le consensus dans la salle a tourné [...], la CIPR nous a proposé de trouver des financements, le ministère de l'énergie américain veut intégrer nos inputs dans leur nouveau système d'information d'urgence, l'IRSN veut que nous les aidions dans un de leurs projets, la Commission de régulation nucléaire discute avec nous pour voir comment faire au mieux pour intégrer la mesure citoyenne dans leurs plans de catastrophe ».

Les « capteurs-citoyens » de Fukushima : des citoyens captifs

La cogestion des dégâts fonde le consensus : saluée par tous au nom de la nécessité à *dépasser* la situation, elle est irréversiblement souhaitée et s'inscrit dans une stratégie fondée sur cet art d'accommoder les restes qu'est la *résilience*. Approche prisée des pronucléaires, elle s'intègre également, pour nombre d'antinucléaires, à une mise en œuvre de la participation citoyenne qu'ils appellent – ne reculant devant aucun paradoxe – de tous leurs vœux, achoppant alors de manière redoutable devant la remise en cause du recours à l'énergie nucléaire censée fonder leur lutte, et de la *société industrielle* qui rend ce recours indispensable. Au final, l'objet de la cogestion, au nom de la démocratie, est l'État lui-même. En faisant de chacun un contre-expert qu'il faut éduquer, informer, équiper, pour faire de lui un mesureur performant, pour qu'il se soumette par avance à l'autorité scientifique qui édictera les nouvelles normes nécessaires au bon fonctionnement de la machine sociale, la cogestion s'affiche pour ce qu'elle est : l'art de répandre des *métastases étatiques*, pour reprendre la limpide formule de Jaime Semprun et de René Riesel.

Certains sociologues du gyrophare, qui ne manquent jamais une occasion de louer les « lanceurs d'alerte », ont persisté à vanter les mérites

des « réseaux de capteurs-citoyens qui participent à la construction d'une intelligence collective instrumentée et confèrent une capacité active aux citoyens pour interpréter leur environnement, le capter et le mesurer et *in fine* agir sur lui » <<http://socioargu.hypotheses.org/4505>>. De la sorte, les alertologues se sont refusés à voir la réalité de ce devant quoi ils s'ébahissaient : bien des « capteurs-citoyens » de Fukushima étaient bel et bien devenus des *citoyens captifs*.

Cogérer, consentir, obéir

Cogérer les dégâts du désastre nucléaire aide à franchir la distance qui séparait le terrible de l'acquiescement au terrible. Cogérer les dégâts du désastre nucléaire amène à prendre part au dispositif permettant de *consentir* à la contamination, à apprendre aux hommes à vivre dans de mauvaises conditions d'existence et à faire pénétrer celle-ci dans la culture de masse. Cogérer les dégâts du désastre nucléaire, c'est s'inscrire dans le paradigme de *l'ordre*, non dans celui de la *transformation*. C'est accompagner l'agonie au quotidien des corps et celle, aussi grave, des esprits et de leur éventuelle *pensée contraire*. Passé maître dans l'art de mépriser ses adversaires que sont les individus conscients d'eux-mêmes, l'État cogéré, désiré par tous, n'a plus que de faux ennemis dans la main desquels il a su glisser la sienne. L'identification à celui que l'on craint joue ici d'autant plus fortement que la cogestion tend vers l'autogestion, qui est au désastre nucléaire ce que l'autocritique fût au stalinisme : une technique d'intériorisation de la culpabilité et, ce faisant, de la domination, car la cogestion est une *congestion de la liberté* et du refus d'en être privé. Il s'agit alors de se trouver une cause commune pour éviter de s'affronter à son propre sauvetage par le refus. Or les causes communes abondent à Fukushima : tirer partie d'une expérience unique, apprendre à faire face au prochain désastre, restaurer la communauté, redynamiser les forces économiques, faire renaître l'emploi des jeunes, inciter les populations à un « retour au pays natal »... Des menaces de non remboursement des frais de santé aux coupons de réduction pour les touristes, du redéveloppement de l'industrie des loisirs (stades de baseball, musées) à la construction de supérettes avec terrasses « plus conviviales »... à Fukushima, nul doute : l'inventivité morbide fait fureur.

Assurément, en prétendant sauver d'un côté ce que l'on détruit de l'autre, on ne fait que répéter l'obéissance au pouvoir.

Nadine et Thierry Ribault

Paru le 13 mars 2015 sur le blog de Paul Jorion.

Nucléaire : « le triple chantage » du gouvernement japonais

4 septembre 2015

Avec le redémarrage, le 11 août 2015, du réacteur n°1 de la centrale nucléaire de Sendai, dans le département de Kagoshima situé au sud-ouest du Japon, l'administration Abe vient de remporter une bataille dans la guerre feutrée qui oppose les partisans et les opposants à l'énergie nucléaire, mobilisant un outil classique de la vie politique : le chantage. Un chantage au déficit commercial tout d'abord. Un chantage au changement climatique ensuite. Un chantage enfin à l'explosion du prix et du coût de l'électricité non nucléaire.



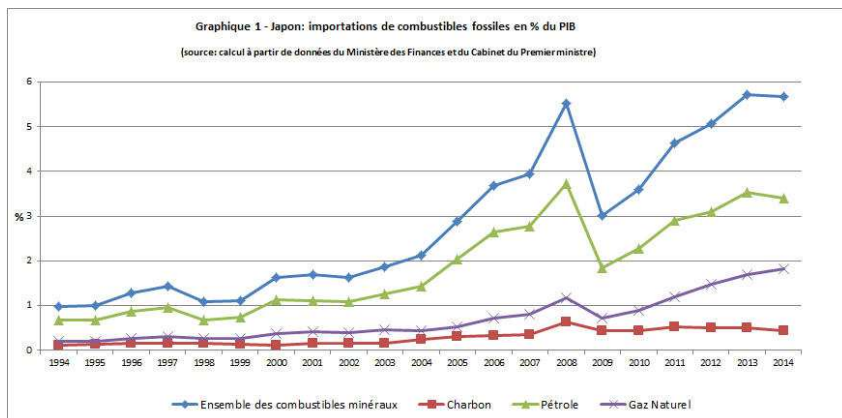
Vue aérienne de la centrale nucléaire de Sendai et de ses deux réacteurs, exploitée par le groupe Kyushu Electric Power sur l'île de Kyushu, située à l'extrême sud-ouest de l'archipel japonais.

Le déficit commercial

En 2013, pour la première fois en trois décennies, la balance commerciale japonaise a été déficitaire de 11,5 milliards de yens, dont 7 milliards attribués à l'implantation des industries japonaises dans

d'autres régions d'Asie – ce qui est sans lien avec la catastrophe de Fukushima – et 4 milliards attribués au surcoût des importations de pétrole et de gaz permettant de produire une énergie qui n'était plus fournie par les centrales nucléaires. Toutefois, dès avril 2015, la balance commerciale était redevenue excédentaire, les achats de pétrole ayant chuté de 51 %, ceux de produits pétroliers de 38 %, et ceux de gaz naturel liquéfié de 12 %. Les mois qui ont suivi ont été très légèrement négatifs, mais sans commune mesure avec les deux années précédentes, la politique d'affaiblissement du yen menée par l'administration Abe depuis décembre 2012 ayant permis de revaloriser des exportations en forte hausse.

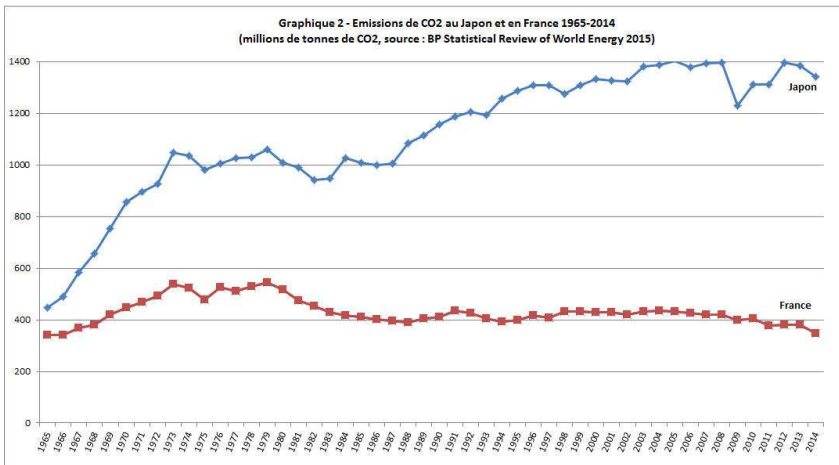
En réalité, l'augmentation de la part des importations de combustibles fossiles dans le PIB japonais n'est pas récente et a été régulière depuis les années 1990 (*voir graphique 1*). La tendance s'est interrompue en 2009, pour reprendre en 2010, avec un nouveau pic en 2013 de niveau comparable à celui atteint en 2008 (5,5 %), mais néanmoins inférieur à celui correspondant au choc pétrolier de 1980 (6,6 %). Pour le pétrole et le charbon, 2014 marque un retournement à la baisse dont on ne connaît pas la trajectoire à venir, et selon les statistiques du ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (Meti), les prix du gaz naturel liquéfié pourraient être divisés par deux entre 2014 et 2015. Selon les estimations que l'on peut effectuer à partir des données du premier semestre 2015, on assistera probablement à un prolongement de la chute des importations de combustibles fossiles dans le PIB à 3,9 % (contre 5,7 % en 2014). Au vu des chiffres de la balance courante du premier semestre de l'année, le déficit commercial de 2015 pourrait être quatre fois moindre que celui de 2014.



L'arrêt du recours au nucléaire après la catastrophe de Fukushima n'a donc pas eu, sur la balance commerciale du Japon, l'impact désastreux attendu, et la « fuite des richesses » tant annoncée n'a pas eu lieu.

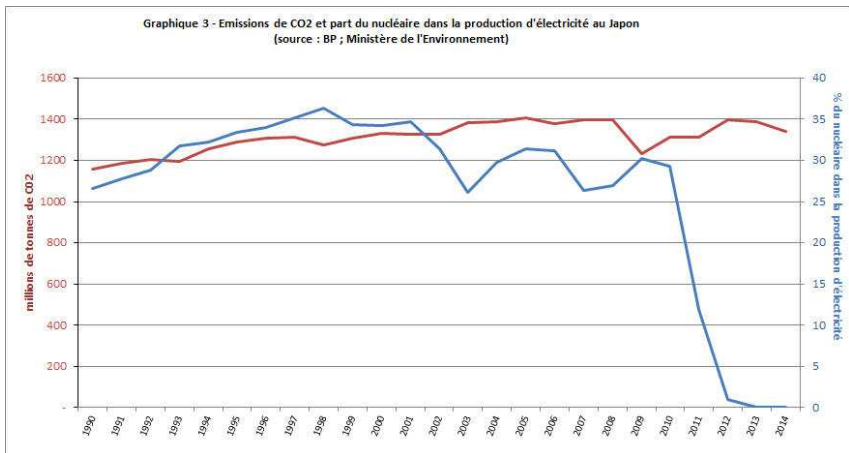
Au sujet du réchauffement climatique...

En valeur absolue, les émissions de CO₂ n'ont pas cessé d'augmenter au Japon depuis les années 1950, à quelques exceptions près (*voir graphique 2*). Il faut attendre 2009, année qui suit la crise de 2008 (le « choc Lehman ») pour qu'elles baissent significativement, avant de reprendre, dès 2010, leur rythme de croisière. Un nouveau pic est atteint en 2012, avant la nouvelle chute qui va s'ensuivre en 2013 et 2014. Ainsi, si les chocs pétroliers ont eu tendance à ralentir conjoncturellement les émissions de CO₂ dans les pays dont la production est intensive en énergie, le choc nucléaire a, de son côté, permis de maintenir structurellement ces émissions à un niveau qui, en valeur absolue, n'a fait que s'accroître au Japon, comme il n'a jamais véritablement baissé en France, en dépit des promesses faites de part et d'autre quant aux vertus du nucléaire dans un monde menacé par le réchauffement climatique.



Sur la période récente, en dépit d'une hausse significative du recours à l'énergie d'origine fossile, le montant total des émissions de CO₂ après la catastrophe de Fukushima n'a pas augmenté dans les proportions escomptées par les experts... et les ardents thuriféraires du nucléaire : les économies d'énergie réalisées, qui ont permis de compenser 28 % de la chute de la production électronucléaire entre avril 2011 et mars 2014, et le recours accru aux énergies renouvelables sont les deux principaux

facteurs qui expliquent cette évolution. Ainsi, la consommation de charbon et de pétrole, bien qu'en hausse après 2010, n'a pas atteint son niveau antérieur à la crise de 2008. Les émissions de CO₂, dont 40 % sont liés à la production d'électricité, ont gardé une trajectoire identique avant et après la catastrophe de Fukushima et sont revenues, à partir de 2012, à leur niveau de la période 2002-2008, soit environ 1,4 milliard de tonnes de CO₂. La catastrophe de Fukushima n'a donc pas précipité le Japon dans une soudaine et inexorable croissance de ses émissions de dioxyde de carbone, mais est venue conforter une tendance à la hausse, antérieure au désastre, datant de la période de « reprise » ayant suivi la crise de 2008.



En résumé, la chute de la production d'électricité d'origine nucléaire au Japon en 2011 (12 %) et 2012 (1 %) n'a pas entraîné une hausse proportionnelle des émissions de CO₂ (voir *graphique 3*). Quant à la période récente, elle se caractérise plutôt par une baisse de ces émissions : de 0,9 % en 2013 et de 3,1 % en 2014. Inversement, à la montée en puissance du parc nucléaire japonais dans les années 1960-70 correspond une des croissances les plus élevées des émissions de dioxyde de carbone du pays : une multiplication en volume par 2,4 entre 1965 et 1973 contre 1,3 entre 1973 et 2014. Suivront plusieurs périodes durant lesquelles la croissance de la part du nucléaire s'est accompagnée d'une augmentation des émissions de CO₂, notamment 1990-1997, 1999-2001, 2003-2006, et 2007-2008. Sur le long terme, le développement de la production électronucléaire japonaise n'a jamais permis d'endiguer l'augmentation quasi ininterrompue des émissions de dioxyde de carbone. Dans un système économique fondé sur une double dépendance énergétique, leurs évolutions respectives sont le plus souvent parallèles et articulées l'une à l'autre, et non inverses comme on pourrait le penser.

Le chantage au coût de l'électricité

Entre 2009 et 2014, les prix de l'électricité pour les particuliers et les industriels japonais ont crû de respectivement 24,4 % et 35,6 %, ce qui a été présenté par les pouvoirs publics comme une seconde catastrophe nationale, après celle du 11 mars 2011 (*voir tableau 1*). Or, encore une fois, attribuer ces hausses à l'arrêt de la production d'électricité d'origine nucléaire, c'est d'une part faire fi du passé, notamment des niveaux de prix du début des années 1990 équivalents aux niveaux actuels pourtant considérés comme des « records ». Mais c'est surtout corrélér de manière hasardeuse l'augmentation du prix de l'électricité à l'arrêt du nucléaire, alors même que, comme le montre la comparaison avec la France, où la part du nucléaire se situe entre 75 et 77 % de la production d'électricité, un pays qui donne la priorité à sa production nucléaire n'est pas plus à l'abri d'une forte hausse des prix de son électricité, puisque ces derniers ont connu entre 2009 et 2014 une croissance plus importante qu'au Japon : 44,6 % pour les ménages et 40 % pour les industriels.

Tableau 1 - Prix comparés de l'électricité en centimes d'€ courant/kWh TTC (sources: [METI](#), Eurostat)

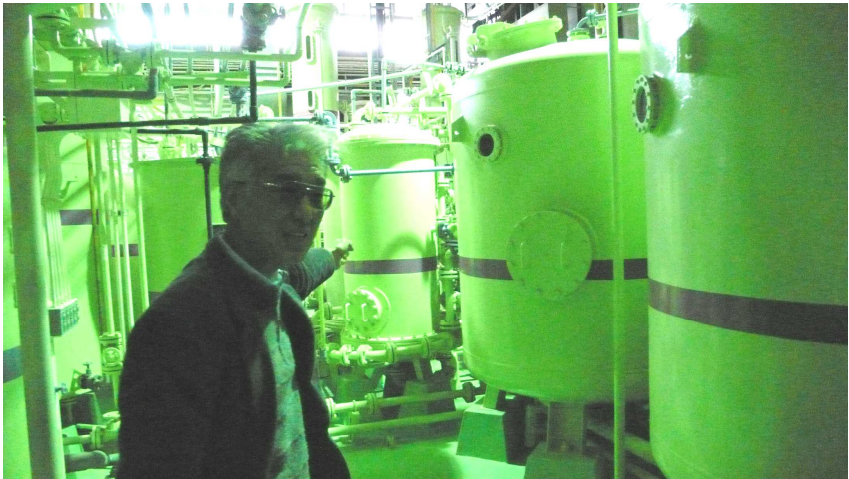
	Ménages et PME		Entreprises	
	Japon	France	Japon	France*
2009	14,89	12,10	10,10	6,50
2014	18,53	17,50	13,70	9,10
Evolution 2009-2014	24,4%	44,6%	35,6%	40,0%

* Hors taxes

Quant aux estimations du coût de production de l'énergie nucléaire que le Meti a fait circuler à partir d'avril 2015, elles prévoient un coût de 10,1 yens le kilowattheure en 2030 (contre 8,9 yens en 2011), faisant de cette source d'énergie la moins coûteuse par rapport au charbon (12,2 yens), au gaz (13,4 yens) et aux énergies dites renouvelables (solaire : entre 12,7 et 15,5 yens ; éolien : entre 13,9 et 21,9 yens). Cette estimation du coût du nucléaire est censée prendre en compte les dédommagements éventuels en cas d'accident, les aides aux municipalités et la hausse des coûts liés à la sécurité des centrales. Les coûts induits par un accident nucléaire ont été fortement revus à la baisse par les experts gouvernementaux afin de prendre en compte l'instauration de normes de sécurité beaucoup plus strictes et plus fiables qu'avant la catastrophe de Fukushima : ainsi, dans leurs calculs, les autorités ont, désormais et de manière totalement arbitraire, divisé par deux la probabilité qu'un accident majeur survienne.

Par ailleurs, l'estimation du coût du kilowattheure issu du nucléaire est fondée sur les déclarations des investissements en sécurité faites par les entreprises d'électricité. Or ces dernières révélaient quelque temps après la publication de ces chiffres que leurs dépenses réelles seraient deux fois et demi plus élevées que celles déclarées 30 mois auparavant et atteindraient au moins 2 400 milliards de yen (18 milliards d'euros).

C'est pourtant sur la base de ces estimations de coûts que le « mix énergétique » japonais pour la production d'électricité d'ici à 2030 a été défini en avril dernier : de 20 à 22 % pour le nucléaire – ce qui sous-entend soit la remise en cause de la règle des 40 ans de service des réacteurs existants, soit la construction de nouveaux réacteurs – et de 22 à 24 % pour le renouvelable.



Le professeur Koide, ici devant le réacteur nucléaire expérimental de l'université de Kyoto, est l'une des grandes figures de la lutte contre le nucléaire au Japon.

Selon une étude du Mitsubishi Research Institute réalisée en décembre 2014 pour le compte du ministère de l'Environnement, d'ici à 2030, environ 31 % de la production d'électricité du Japon pourrait être produite sous une forme renouvelable incluant le solaire, l'éolien, le géothermique et l'hydroélectrique, contre environ 2 % actuellement, en dehors du gros hydroélectrique. Le ministère de l'Environnement considère que les tarifs de rachat garantis de l'électricité renouvelable pourraient chuter fortement et être maintenus, même avec une production importante de renouvelable, à un niveau inférieur à celui estimé par le Meti. Quant à la substitution des énergies fossiles par des énergies renouvelables, elle pourrait permettre d'économiser entre

11 000 et 25 000 milliards de yens (entre 81 et 184 milliards d'euros) d'ici à 2030. Toutefois, lors de l'élaboration de son plan énergétique, le Meti n'a pas pris ces chiffres en considération et ces études, tout comme leurs résultats, sont restés lettre morte.

Au Japon comme ailleurs, à trop vouloir présenter l'électricité d'origine nucléaire comme le couteau suisse de toute bonne politique énergétique qui se respecte – anti-émissions de CO₂ et anti-réchauffement climatique, anti-envolée des prix et des coûts de l'électricité, anti-déséquilibre de la balance commerciale et anti-dépendance énergétique –, les planificateurs refusent d'adapter la réalité à la vérité, choisissant délibérément de façonner la seconde à l'image de la première, présentée comme immuable.

Thierry Ribault

Article publié le 4 septembre 2015 sur le site *CNRS, Le Journal*.

Nucléaire : une maladie d'État

21 avril 2017

Les formes multiples que revêt la transmission intergénérationnelle de cette maladie d'État qu'est le nucléaire, ne semblent pas émouvoir. Au contraire. « Le nucléaire est un choix français et un choix d'avenir. C'est le rêve prométhéen ! », selon Emmanuel Macron, rejoint par Corinne Lepage. S'agit-il d'un rêve prométhéen ou d'un cauchemar ?

« C'est dit c'est fait », gazouillait sans ponctuation, Ségolène Royal sur les réseaux sociaux, deux semaines avant les élections présidentielles, annonçant la signature et la publication du décret autorisant l'arrêt de la centrale nucléaire de Fessenheim. Il fallait bien une fois de plus sauver les apparences, trompeuses par définition. De fait, outre l'« indemnisation » de 450 millions d'euros qui sera versée à EDF d'ici à 2021 pour compenser les pertes de recettes des deux réacteurs, et les indemnités versées jusqu'en 2041 au même opérateur en fonction de paramètres tels que l'évolution des tarifs de l'électricité, c'est aussi au prix d'un démarrage à venir de l'EPR de Flamanville, dont le chantier a été lancé en 2007 et le coût initial de 3,3 milliards d'euros réestimé en 2015 à 10,5 milliards, que la fermeture de Fessenheim a été concédée. Où l'on voit à l'œuvre M^{me}

Royal, présidente de la COP 21, chargée des relations internationales sur le climat, candidate (perdante, bien que le poste ait été « promis à une femme ») à la direction du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et accessoirement représentant spécial de la communauté des « responsables » passés maîtres dans l'art de relancer le nucléaire en se donnant des airs d'en sortir.

On s'en étonnera peu, tant les chantages sont monnaie courante dans ce secteur d'activité où se vérifie pleinement la loi selon laquelle tout ce qui n'est jamais sanctionné est véritablement permis. C'est que le nucléaire est en effet une maladie d'État. Qu'il en soit propriétaire ou non, que le « parc » sur lequel il est censé veiller soit en marche ou à l'arrêt, qu'il finance l'avant catastrophe, la préparation à celle-ci, ou sa « gestion » après qu'elle soit survenue, l'État doit indéfiniment ponctionner les ressources collectives pour faire face à la récidive atomique. Nous proposons de rendre compte de quelques manifestations récentes et pour le moins spectaculaires des différentes facettes de cette infirmité structurelle qui touche l'État atomique dans de nombreux pays.

Un réacteur nucléaire de perdu, dix de retrouvés

Le 21 mars 2017, le ministre de l'Industrie Hiroshige Seko et la sus-citée ministre de l'Environnement et de l'énergie Ségolène Royal ont signé un accord de collaboration pour le prototype ASTRID de réacteur refroidi au sodium, qui devrait démarrer « dans les années 2030 » et dont le seul coût de développement sera au bas mot de 5 milliards d'euros.

C'est à ce prix qu'il a été mis fin, en décembre 2016, au surgénérateur japonais... de gouffres financiers de Monju. Ce réacteur à neutrons rapides était censé doter le Japon d'un programme complet de recyclage de son combustible nucléaire, où le plutonium extrait du combustible retraité pourrait être utilisé dans d'autres réacteurs. Les avaries à répétition auront toutefois eu raison de ce projet qui a coûté 10 milliards d'euros depuis sa construction en 1986, dont l'entretien revient à 163 millions d'euro par an, dont le démantèlement prévu pour les trente prochaines années coûtera plus de 3 milliards d'euros, et qui n'aura produit de l'électricité que durant six mois. Autant dire qu'au regard de ce que ce jeune retraité aura englouti durant sa courte vie, les parachutes dorés des patrons du CAC 40 sont de l'ordre de l'argent de poche.

Toutefois, ni l'expérience de cet échec, ni les réticences d'un haut responsable du ministère japonais de la science considérant encore

l'automne dernier que, dans cette coopération avec la France, « le Japon pourrait bien finir comme la vache à lait du projet français », n'auront eu raison de l'apparente impériosité et de la réelle impéritie nucléaristes.

Une industrie qui sait se rendre utile

Dans cette logique du « on n'a jamais rien sans rien », l'industrie nucléaire finit toujours par avoir tout, c'est-à-dire par disposer librement de la manne publique pour garantir sa pérennité. Quel que soit le problème auquel nos sociétés et nos économies se trouvent confrontées – emploi, inflation et niveau de vie, réchauffement climatique, indépendance énergétique, balance commerciale – la résolution prétendue de ce problème consiste désormais quasi-systématiquement à re remplir les poches percées d'une industrie nucléaire qui prétend depuis sa naissance, pourtant récente, que sans son éternisation l'humanité n'a aucun avenir. C'est ainsi que la lutte pour « sauver le climat » fait partie de la gamme très étendue des bouées de secours lancées à une industrie indéfiniment « dans le besoin », qui a fait sienne une des lois du maniement profitable des affaires économiques selon laquelle ce qui ne s'étend pas doit disparaître, faisant ainsi fi de ce que son extension fait effectivement disparaître.

Il n'a pas dû échapper aux observateurs que le plan de Barak Obama pour le climat, récemment abrogé par l'administration de Donald Trump, consistait à conserver le nucléaire comme « énergie de base » dans le mix-énergétique américain, en lui garantissant une part de 20% de la production électrique, part stable depuis trois décennies. Le *Clean Power Plan* d'Obama, dans lequel « l'électricité nucléaire est un partenaire clé pour atteindre les objectifs », appelait en effet non seulement à maintenir les centrales nucléaires existantes, mais il enjoignait aussi à développer leurs capacités de production et à en construire de nouvelles.

Dans leur remise en cause de ce plan, essentiellement à coup de communication publique et au grand dam des défenseurs du climat, les climato-sceptiques de l'administration Trump n'ont fait ni plus ni moins qu'assurer le maintien de cette part visiblement inamovible de l'électro-nucléaire au niveau prévu par le plan de l'administration précédente, qu'ils prétendent pourtant avoir mis en pièces. Parler de « contre-révolution énergétique » au sujet de Trump comme l'ont fait certains commentateurs – données pourtant en main – mérite donc d'être largement nuancé, et pendant qu'experts, citoyens et médias s'invectivent sur la part à attribuer au charbon et au gaz dans la production d'électricité, personne ne s'interroge sur la signification de la constance

avec laquelle, d'Obama à Trump (en passant par Hollande), celle du nucléaire perdure contre vents et marées. Dans le monde de l'*Atom for Peace*, le sauvetage du climat ne parvient décidément pas à faire chambre à part avec celui du nucléaire : que l'on soit climato-sceptique ou climato-crédule, on n'en demeure pas moins un fidèle nucléariste.

Où l'on reconnaît un État malade du nucléaire, à sa volonté de nous familiariser avec le pouvoir de celui-ci – comme s'il avait depuis toujours été là – et d'en garantir de ce fait la sanctuarisation, alors même que l'on sait combien tous les usurpateurs ont toujours voulu faire oublier qu'ils viennent d'arriver.

Le rachat de Westinghouse par Toshiba : « un modèle d'acquisition étrangère réussie »

Que le nucléaire est une maladie d'État, cela nous est amplement confirmé, malgré l'indifférence feinte qui l'entoure, par le mode de gestion d'un des plus gros scandales financiers de notre époque : la falsification à répétition de ses comptes par le groupe Toshiba, impliqué dans le démantèlement de la centrale de Fukushima, qui vient de se solder par l'annonce d'une perte nette de 9 milliards d'euros fin mars 2017 – soit la perte la plus importante jamais atteinte par un industriel japonais – , une situation nette déficitaire de 5,3 milliards d'euros, et la mise en faillite de Westinghouse, sa filiale américaine de construction de centrales nucléaires.

Lorsqu'en 2006, dans l'euphorie de la « renaissance nucléaire », Toshiba a racheté pour 5,4 milliards de dollars – soit deux fois son estimation initiale – l'Américain Westinghouse, inventeur des réacteurs à eau pressurisée dont les brevets sont à la base du parc nucléaire français, son président Atsutoshi Nishida avait déclaré : « Je veux faire de ce rachat un modèle d'acquisition étrangère réussie ». Les autorités japonaises ont apporté à Toshiba un soutien considérable à sa politique d'acquisition dans le nucléaire américain, que ce soit à travers des prêts à faible taux ou en accordant des garanties de prêts apportées par la banque d'État *Japan Bank for International Cooperation*. Onze ans, et quelques démissions plus tard, le groupe japonais de 190 000 salariés est au bord de la faillite et se retrouve contraint de céder son activité de mémoires flash, valorisée à 12,1 milliards d'euros, qui constituait son fer de lance, pour compenser les pertes entraînées par le dépôt de bilan de Westinghouse le 29 mars 2017, en lien avec l'explosion des coûts de construction de quatre centrales nucléaires en chantier aux États-Unis.

Des racheteurs coréens, taïwanais et américains sont sur les rangs pour reprendre l'activité de mémoires flash de Toshiba. Mais dans la résolution de la crise que traverse le groupe, l'État japonais entend jouer à nouveau un rôle central puisqu'il envisage d'injecter des fonds à la fois par le biais du consortium public-privé *Innovation Network Corporation of Japan*, et par celui de la *Development Bank of Japan*. Ces deux structures pourraient acquérir plus des deux tiers des parts de la filiale de semi-conducteurs Toshiba Memory, valorisée à 18 milliards de dollars. La production de mémoires flash est considérée comme une activité stratégique, car elles sont non seulement utilisées dans le secteur civil mais aussi dans l'industrie de la défense, jouant un rôle clef dans la sécurité nationale du Japon.

Du côté américain, l'administration Trump n'entend pas lâcher Westinghouse, désormais mise en vente par Toshiba, dans la nature, surtout chinoise. De fait, la nouvelle génération de réacteurs AP-1000 que Westinghouse envisageait de construire sur deux sites américains est observée de près par la Chine dont le niveau technologique est moins avancé. Freiner le rattrapage chinois est donc un premier motif de réticence des Américains vis-à-vis d'un rachat éventuel. Le second motif est plus stratégique. Bien que Westinghouse ne fabrique pas d'armes nucléaires, un accès des Chinois à la technologie de Westinghouse pourrait leur permettre d'améliorer leur arsenal. Ainsi, que ce soit à travers un blocage du *Committee on Foreign Investment in the United States* (CFIUS) au motif d'une menace sur la sécurité nationale, ou que ce soit en encourageant un racheteur américain ou situé dans un pays « ami » à se positionner sur la reprise de Westinghouse, l'État (sa bourse et celle de ses contribuables) sera, là encore, un acteur décisif. Il en va de même pour les Japonais, qui ne souhaitent pas voir leur voisin chinois effectuer un bond technologique jugé préjudiciable à leurs intérêts économiques et militaires.

Incidemment, on apprend le 5 avril 2017 que le Français Engie souhaite exercer auprès de Toshiba son droit de revente de sa part de 40% dans le partenariat que les deux firmes ont dans NuGen pour la construction de trois réacteurs à Moorside, dans le nord-ouest de l'Angleterre, un chantier confié à la défaillante Westinghouse. Toshiba est donc désormais l'unique propriétaire de NuGen, et cherche des investisseurs pour un projet de 20 milliards de dollars. Le gouvernement britannique qui souhaite renouveler son parc nucléaire prospecte actuellement des repreneurs en Corée du Sud.

Mitsubishi Heavy Industries et Hitachi sont également des constructeurs de réacteurs nucléaires dont les aventures financières sont soutenues par l'État : le premier vient d'annoncer, sous le haut patronage de Abe et Hollande, l'acquisition d'une part de 5% dans une filiale d'Areva dédiée au retraitement, tandis que le second vient d'essuyer une perte de 65 milliards de yen dans le cadre de son partenariat avec l'américain General Electric dans le domaine des combustibles nucléaires. Des discussions sont en cours sur une éventuelle fusion des activités nucléaires des trois groupes japonais.

Nous concluons provisoirement que l'industrie nucléaire n'est pas seulement passée maître dans l'art de faire oublier les dégâts et les victimes de ses catastrophes, mais également dans celui de faire éponger les factures qu'elle ne réglera jamais.

Une machine-Fukushima assoiffée de liquidités

Autre symptôme, postcatastrophique celui là, de la maladie d'État qu'est le nucléaire, l'estimation du coût du désastre de Fukushima a été multipliée par plus de 12 depuis 2011, pour atteindre, selon le *Japan Center for Economic Research*, 626 milliards d'euros en mars 2017, sans compter les coûts liés au futur stockage des cœurs fondus. En outre, ce coût appelé à croître – représentant près de trois fois l'estimation récente du coût d'une sortie complète du nucléaire en France (217 milliards d'euros) réalisée par un *think-tank* pronucléaire – n'inclue aucune dépense liée à la détérioration de la santé des habitants du département de Fukushima et de ceux des départements adjacents touchés par la contamination radioactive.

Faisant fi des mesures de libéralisation du marché de l'électricité qu'il a pourtant lui-même instaurées, le gouvernement Abe a décidé de mettre autoritairement à contribution les opérateurs d'électricité nouvellement arrivés, notamment les fournisseurs d'électricité issue de ressources renouvelables, dont les tarifs d'utilisation des lignes de transmission qu'ils empruntent seront augmentés. Ce coût sera répercuté sur les consommateurs, y compris sur ceux ayant fait le choix de ne pas se fournir auprès d'un opérateur d'électricité d'origine nucléaire.

On considère aujourd'hui qu'une provision pour financer les dommages liés à un accident nucléaire aurait dû être constituée depuis les années 1960, même si, depuis les débuts du nucléaire japonais, autorités et opérateurs se sont toujours targués de la « sûreté » de leurs installations. Les profits accumulés par les opérateurs d'électricité nucléaire n'étant pas

considérés comme une source potentielle de financement des dédommagements liées à l'accident, c'est donc désormais aux Japonais ayant bénéficié d'une électricité « bon marché » dont le prix n'incluait pas ces coûts, d'en supporter la charge réelle. Le même raisonnement de répartition de la charge, et au final de la responsabilité, a été adopté concernant les coûts de démantèlement de la centrale, tant il est vrai que la machine-Fukushima a besoin d'argent frais pour continuer à fonctionner *ad vitam aeternam*.

Le « rêve prométhéen du nucléaire » de Macron

Les formes multiples que revêt la transmission intergénérationnelle de cette maladie d'État qu'est le nucléaire, ne semblent toutefois pas émuvoir. Au contraire. « Le nucléaire est un choix français et un choix d'avenir », déclarait Emmanuel Macron, le 28 juin 2016, lors de la cérémonie d'ouverture de la *World Nuclear Exhibition* (WNE) qui se déroulait au Bourget. « La WNE est la vitrine du nucléaire dans un pays qui croit au nucléaire », avait-il encore assuré.

« Nous croyons au nucléaire, non pas parce que c'est un héritage du passé mais parce qu'il est au cœur de notre politique industrielle, climatique et énergétique. Pas le nucléaire actuel, mais le nucléaire à venir. Le nucléaire, c'est le rêve prométhéen ! »

Avait conclu M. Macron à mi-chemin entre l'ébahissement immature du jeune garçon devant sa première maquette de navette spatiale et l'élan extatique du gourou de secte religieuse.

Pour les Japonais, le rêve atomique « prométhéen » de M. Macron (rejoint par Corinne Lepage) – qui aurait d'ailleurs tout aussi bien pu être celui de M. Fillon, ou de M. Hamon (rejoint par Yannick Jadot) remarié avec M. Montebourg qui déclarait à tout vent après l'explosion des trois réacteurs nippons que « le nucléaire est une filière d'avenir », et d'autres encore – ce rêve atomique donc, a plutôt des allures de cauchemar : celui de l'infamale machine-Fukushima qui, depuis plus de six ans et pour des dizaines d'années encore, s'avère une toujours plus inépuisable, insatiable et monstrueuse dévoreuse d'eau, d'espace, de liquidités et de liquidateurs.

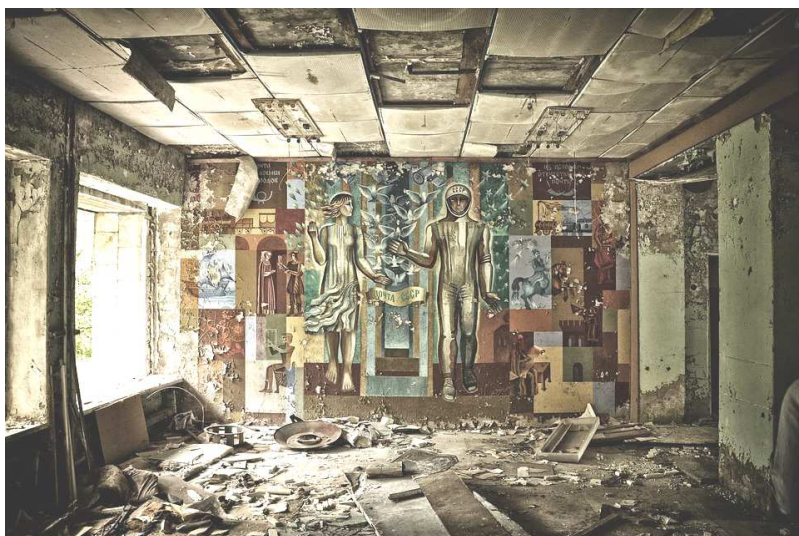
Certes, Monsieur Macron ignorait en quel sens l'adjectif « prométhéen » était judicieusement choisi : Prométhée était un Titan auquel Zeus infligea une torture terrifiante. Or c'est à un travail titanesque effectivement, en plus que terrifiant et mortel, que sont soumis les hommes désormais asservis à cette machine-Fukushima, qui est la matérialisation de l'idéologie nationale-nucléariste. Cette idéologie nous fournit sans doute

la meilleure définition que l'on puisse donner de la maladie d'État qu'est le nucléaire : elle est cette affection qui transforme le désastre en remède, et chacun d'entre nous en son cogestionnaire citoyen.

Thierry Ribault.

Source : [Le blog de Ribault](#)

A suivre...



Ville de Prypiat, non loin de Tchernobyl, en Ukraine.

NADINE ET THIERRY RIBAULT

LES SANCTUAIRES DE L'ABÎME

*Chronique du désastre
de Fukushima*

PARIS
2012

ÉDITIONS DE L'ENCYCLOPÉDIE DES NUISANCES

41, rue Mazarine, VI^e arr.

Nadine et Thierry Ribault

Les sanctuaires de l'abîme

Chronique du désastre de Fukushima.

Comme chacun s'en souvient, un tremblement de terre, un raz-de-marée et un accident nucléaire ont frappé la région de Fukushima, au Japon, en mars 2011. En suivant les initiatives de Wataru Iwata, fondateur d'une association appelée "Projet 47", visant à faire en sorte "*que les gens accèdent à l'information juste et exacte et prennent conscience de ce qui est véritablement en train de se passer*", les auteurs retracent la chronique des événements qui ont suivi le déclenchement de l'accident à la centrale de Fukushima – tergiversations du gouvernement et de l'entreprise responsable de la centrale, désinformation de la population, à qui l'on ne cesse de répéter qu'il n'y a aucun danger –, et rappellent la manière dont l'industrie du nucléaire "pacifique" a été promue par le gouvernement japonais depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en collaboration avec les États-Unis, afin de rendre non seulement acceptable mais désirable une technologie que les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki avaient marquée du sceau de l'infamie.

L'ouvrage met en lumière le rôle joué par des organisations mafieuses ou semi-mafieuses telles que la Fondation Sasakawa dans la négation des conséquences des catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima sur la santé des populations, ainsi que le rôle joué par les yakuza dans l'assistance aux populations immédiatement après la catastrophe, se substituant à des "pouvoirs publics" étatiques et locaux totalement dépassés par les événements. Sont également remis en question un certain nombre de clichés concernant ce qu'il est convenu d'appeler la culture japonaise, qui rendrait la population particulièrement apte à se résigner à une sorte de fatalité. La réalité est fort différente, comme l'attestent notamment les pillages constatés après la catastrophe, ainsi que les sentiments de désespoir et de panique qui animent de larges couches de la population.

Publié aux éditions de *l'Encyclopédie des Nuisances* en mars 2012.

Thierry Ribault est chercheur au CNRS
en poste à la Maison franco-japonaise de Tokyo.

Nadine Ribault est écrivaine.

Sommaire

Fukushima : voici venu le temps de l'imposture scientifique	1
11 septembre 2011.	
Nucléaire au Japon : « L'État est un traître pour les travailleurs »	6
15 janvier 2012.	
Japon : un désastre nucléaire et ça redémarre !	11
21 juin 2012.	
L'industrie nucléaire japonaise fait commerce de la catastrophe	14
4 septembre 2012.	
Cancer de la thyroïde à Fukushima : des chiffres manipulés	19
20 septembre 2012.	
L'oligarchie japonaise rêve de la bombe atomique	23
2 octobre 2012.	
Au Japon, un opposant aux déchets de Fukushima a été arrêté	27
7 janvier 2013.	
Fukushima : le CNRS tait la vérité et domestique les masses	32
16 janvier 2013.	
Un accident nucléaire en France : mais combien coûte une vie humaine pour l'IRSN ?	36
22 février 2013.	
Fukushima : « Notre vie, désormais, c'est de creuser notre tombe »	40
22 mai 2013.	

Fukushima : le Japon rejette un rapport accablant de l'ONU	46
2 juin 2013.	
Nucléaire au CNRS : Attention, académiciens de garde !	49
25 juin 2013.	
A Fukushima, les autorités prescrivent un retour au « pays natal »	53
7 novembre 2013.	
Le désastre de Fukushima et les sept principes du national-nucléarisme	61
20 janvier 2014.	
Fukushima : Certains écologistes glorifient le « sacrifice » (des autres)	74
27 février 2014.	
« Penser/Créer avec Fukushima »	79
<i>L'infamie gagne du terrain</i>	
5 juin 2014.	
« À Fukushima, la population est dans une situation inextricable »	92
11 mars 2015	
Fukushima : cogérer l'agonie	96
13 mars 2015	
Nucléaire : « le triple chantage » du gouvernement japonais	101
4 septembre 2015	
Nucléaire : une maladie d'État	
21 avril 2017	

Du même auteur :

Revue *Multitude* n°48, mars 2012.

Numéro spécial "Fukushima : Les voix des rebelles".

Après la catastrophe de Fukushima, des Japonais, dont certains militants déjà connus en France, ont fait entendre leurs voix contre l'État ou ont agi pour aider les populations. Interviews dans cette mineure, documents complémentaires sur le site. Thierry Ribault : "Ci-gît l'État", et huit autres contributions sous forme d'entretiens.

Revue *Ebisu* n°47, 2012.

Numéro spécial sur le Grand tremblement de terre de l'Est du Japon.

Ce numéro spécial, coordonné par Thierry Ribault et Christine Lévy, comporte 25 textes d'auteurs japonais et français qui analysent le contexte et les conséquences de la catastrophe du 11 mars 2011.

Thierry Ribault : "L'empire du nucléaire – Quand Fukushima ne crachait pas encore ses « atomes pour la paix »".

Publié par la Maison franco-japonaise, Tôkyô, Japon. (épuisé)



Copyrate : Satanic mill, juin 2017.

<<http://sniadecki.wordpress.com/>>

Voici donc confirmé ce que la catastrophe de Tchernobyl avait déjà permis d'établir : tous les risques sont acceptables quand on fait en sorte de ne pas laisser à ceux qui les prennent la possibilité de les refuser.



*Le vieux monde est à la casse
Et l'avenir radieux prend place...*

Prix Libre